

N° DP 24/656

DECISION DU PRESIDENT

ACQUISITION DES PARCELLES SISES A LA SEYNE-SUR-MER CHEMIN DES LENTISQUES CADASTRÉES AK3104 AK3105 AK3119 AK3121 AK3146 AK3216 ET AK3218

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière,

VU les articles L. 1311-9 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales imposant aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, de délibérer, sur les opérations concernées, au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'État,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/075 du Conseil Métropolitain du 04 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 04 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau de Toulon Provence Méditerranée,

VU l'emplacement réservé n°103 inscrit au Plan Local d'Urbanisme applicable au territoire de la Ville de La Seyne-sur-Mer, ayant pour objet l'élargissement de la route de Janas à 12 mètres,

VU l'engagement daté du 19 juin 2023 de M. et Mme GUIOL, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 7 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1270 dont ils sont propriétaires,

VU l'engagement daté du 2 juin 2021 de Mme ALARY, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°2080 dont elle est propriétaire,

VU l'engagement daté du 26 mars 2021 de M. NICOLAS, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 15 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1268 dont il est propriétaire,

VU l'engagement daté du 23 février 2021 de M. TARI et Mme OSSOLIERES, portant sur la cession à l'euro symbolique de deux emprises de 53 m² et 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°2079 dont ils sont propriétaires,

VU l'engagement daté du 23 février 2021 de M. VAINGUER et Mme SCHIANO DE COLELLA, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 9 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1269 dont ils sont propriétaires,

VU le procès-verbal d'assemblée générale de l'A.S.L. Le Val d'Artaud – Les Amandiers du 3 février 2023 dans lequel l'A.S.L. consent la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 45 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1271 dont elle est propriétaire,

VU le plan de cessions n°1914214 établi par le cabinet OPSIA, Géomètre-Expert, matérialisant les emprises à acquérir par la Métropole TPM,

VU le document modificatif du parcellaire cadastral n°9028K, vérifié et numéroté le 20/07/2023, créant la parcelle cadastrée section AK n°3218 d'une superficie de 45 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1271 appartenant l'A.S.L. Le Val d'Artaud – Les Amandiers,

VU le document modificatif du parcellaire cadastral n°9027P, vérifié et numéroté le 20/07/2023, créant la parcelle cadastrée section AK n°3216 d'une superficie de 7 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1270 appartenant à M. et Mme GUIOL,

VU le document modificatif du parcellaire cadastral n°8790L, vérifié et numéroté le 01/06/2021, créant la parcelle cadastrée section AK n°3119 d'une superficie de 13 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1268 appartenant à M. NICOLAS,

VU le document modificatif du parcellaire cadastral n°8791G, vérifié et numéroté le 01/06/2021, créant la parcelle cadastrée section AK n°3121 d'une superficie de 8 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1269 appartenant à M. VAINGUER et Mme SCHIANO DE COLELLA,

VU le document modificatif du parcellaire cadastral n°8770Z, vérifié et numéroté le 23/12/2020, créant les parcelles cadastrées section AK n°3104 d'une superficie de 53 m² et n°3105 d'une superficie de 4 m², issues de la division de la parcelle cadastrée section AK n°2079 appartenant à M. TARI et Mme OSSOLIERES,

VU le document modificatif du parcellaire cadastral n°8814K, vérifié et numéroté le 30/09/2021, créant la parcelle cadastrée section AK n°3146 d'une superficie de 4 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°2080 appartenant à Mme ALARY,

VU les projets d'acte authentique de vente,

CONSIDERANT que, la valeur vénale de chaque emprise à acquérir étant inférieure aux seuils réglementaires en vigueur, les présentes acquisitions ne sont pas soumises à la consultation préalable du service du Domaine, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes,

CONSIDERANT que la voie communale n°224 dite chemin des Lentisques à La Seyne-sur-Mer est un ancien chemin charretier intégré dans la voirie publique communale par délibération du conseil municipal de La Seyne-sur-Mer du 12 décembre 1962, prise en application de l'ordonnance n°59-115 du 07 janvier 1959,

CONSIDERANT que les limites physiques actuelles de cette voie ne correspondent pas avec ses limites cadastrales,

CONSIDERANT qu'une régularisation foncière des lieux est nécessaire pour que la Métropole Toulon Provence Méditerranée soit régulièrement titrée sur la totalité du chemin existant,

CONSIDERANT qu'il convient dès lors d'accepter l'acquisition, au prix d'un euro symbolique, des parcelles en nature de voirie sises sur la commune de La Seyne-sur-Mer (83500) chemin des Lentisques et cadastrées section AK n°3218 auprès de l'A.S.L. Le Val d'Artaud – Les Amandiers, n°3216 auprès de M. et Mme GUIOL, n°3146 auprès de Mme ALARY, n°3104 et 3105 auprès de M. TARI et de Mme OSSOLIERES, n°3121 auprès de M. VAINGUER et de Mme SCHIANO DE COLELLA, et n°3119 auprès de M. NICOLAS, afin de procéder à la régularisation foncière de la voie communale n°224 dite chemin des Lentisques,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ACQUÉRIR les parcelles sises sur la commune de La Seyne-sur-Mer (83500) chemin des Lentisques cadastrées section AK n°3218 (45 m²) auprès de l'A.S.L. Le Val d'Artaud – Les Amandiers, n°3216 (7 m²) auprès de M. et Mme GUIOL, n°3146 (4 m²) auprès de Mme ALARY, n°3104 (53 m²) et 3105 (4 m²) auprès de M. TARI et de Mme OSSOLIERES, n°3121 (8 m²) auprès de M. VAINGUER et de Mme SCHIANO DE COLELLA, et n°3119 (13 m²) auprès de M. NICOLAS, chacune au prix d'un euro symbolique.

ARTICLE 2

DE SIGNER l'acte d'acquisition à intervenir, ainsi que tous les documents annexes éventuellement nécessaires.

ARTICLE 3

DE DIRE que les parcelles acquises seront intégrées dans le domaine public routier métropolitain conformément à l'article L.141-3 du Code de la voirie routière.

ARTICLE 4

DE DESIGNER l'Office notarial SCP Sabine SORIN, Valérie GHISOLFO et Laure MAGNAN, Notaires Associés sis 21 avenue du Dr Mazen à La Seyne-sur-Mer, aux fins de rédaction des actes authentiques de vente dont tous les frais seront pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits seront inscrits au Budget Principal 2024, Opération n°60401 chapitre 21 fonction 844, article 2111.

La présente Décision sera

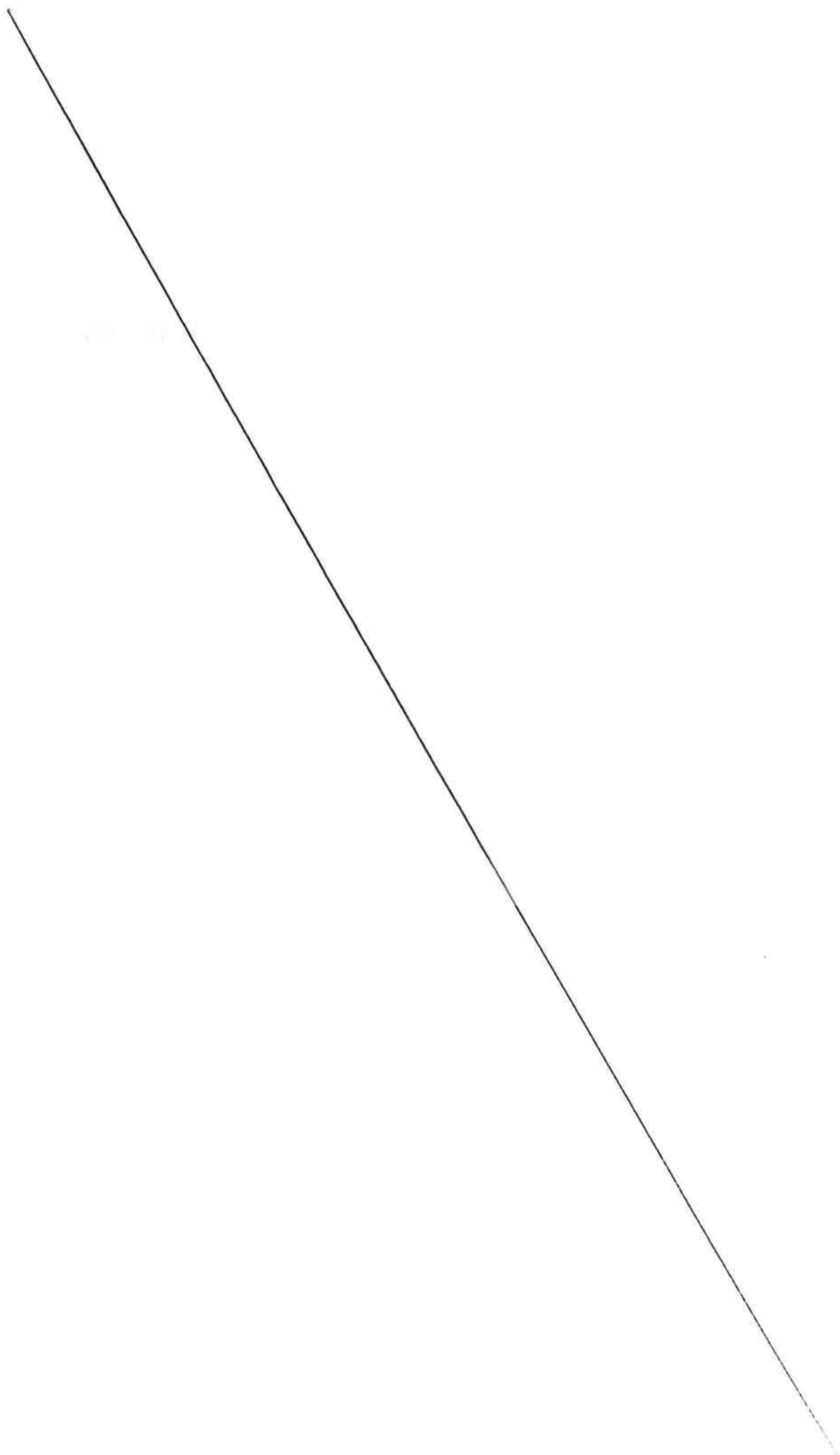
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **16 JUL. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

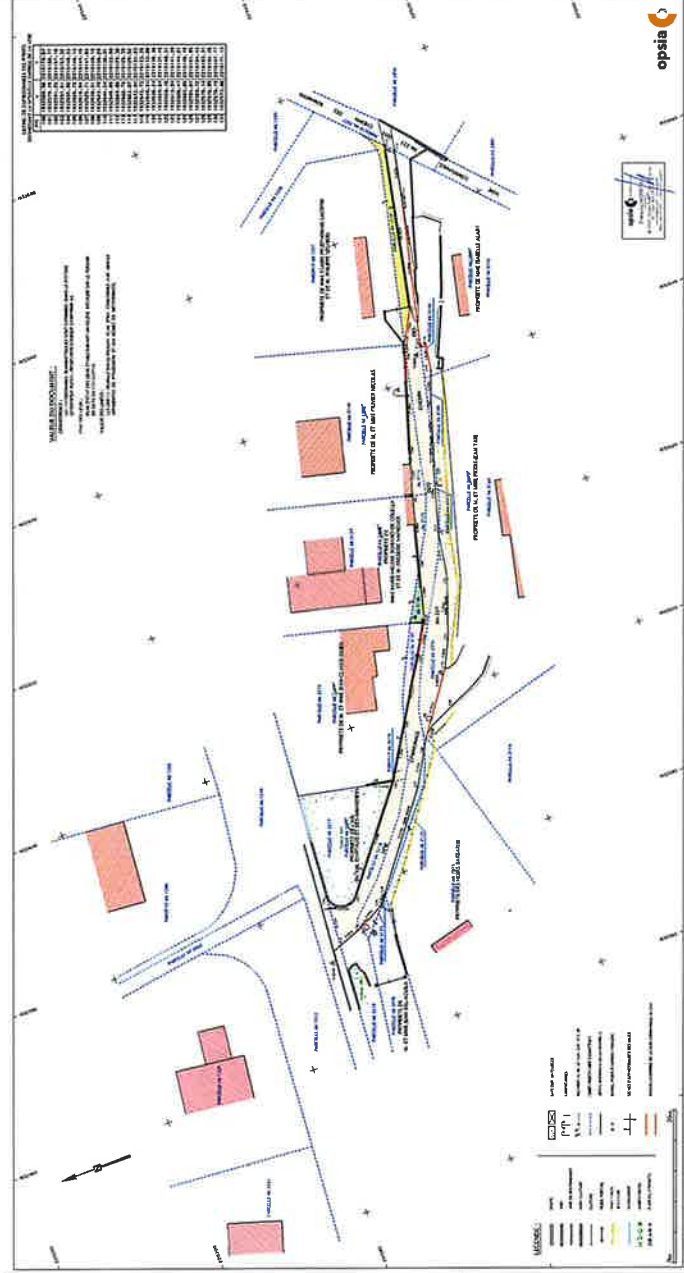
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





RELEVÉ DE L'EMPRISE

N°	Parcelle	Superficie (m²)	Propriétaire	Observations
1	Parcelle 1	1000	M. X	
2	Parcelle 2	1000	M. Y	
3	Parcelle 3	1000	M. Z	
4	Parcelle 4	1000	M. A	
5	Parcelle 5	1000	M. B	
6	Parcelle 6	1000	M. C	
7	Parcelle 7	1000	M. D	
8	Parcelle 8	1000	M. E	
9	Parcelle 9	1000	M. F	
10	Parcelle 10	1000	M. G	
11	Parcelle 11	1000	M. H	
12	Parcelle 12	1000	M. I	
13	Parcelle 13	1000	M. J	
14	Parcelle 14	1000	M. K	
15	Parcelle 15	1000	M. L	
16	Parcelle 16	1000	M. M	
17	Parcelle 17	1000	M. N	
18	Parcelle 18	1000	M. O	
19	Parcelle 19	1000	M. P	
20	Parcelle 20	1000	M. Q	
21	Parcelle 21	1000	M. R	
22	Parcelle 22	1000	M. S	
23	Parcelle 23	1000	M. T	
24	Parcelle 24	1000	M. U	
25	Parcelle 25	1000	M. V	
26	Parcelle 26	1000	M. W	
27	Parcelle 27	1000	M. X	
28	Parcelle 28	1000	M. Y	
29	Parcelle 29	1000	M. Z	
30	Parcelle 30	1000	M. A	
31	Parcelle 31	1000	M. B	
32	Parcelle 32	1000	M. C	
33	Parcelle 33	1000	M. D	
34	Parcelle 34	1000	M. E	
35	Parcelle 35	1000	M. F	
36	Parcelle 36	1000	M. G	
37	Parcelle 37	1000	M. H	
38	Parcelle 38	1000	M. I	
39	Parcelle 39	1000	M. J	
40	Parcelle 40	1000	M. K	
41	Parcelle 41	1000	M. L	
42	Parcelle 42	1000	M. M	
43	Parcelle 43	1000	M. N	
44	Parcelle 44	1000	M. O	
45	Parcelle 45	1000	M. P	
46	Parcelle 46	1000	M. Q	
47	Parcelle 47	1000	M. R	
48	Parcelle 48	1000	M. S	
49	Parcelle 49	1000	M. T	
50	Parcelle 50	1000	M. U	
51	Parcelle 51	1000	M. V	
52	Parcelle 52	1000	M. W	
53	Parcelle 53	1000	M. X	
54	Parcelle 54	1000	M. Y	
55	Parcelle 55	1000	M. Z	
56	Parcelle 56	1000	M. A	
57	Parcelle 57	1000	M. B	
58	Parcelle 58	1000	M. C	
59	Parcelle 59	1000	M. D	
60	Parcelle 60	1000	M. E	
61	Parcelle 61	1000	M. F	
62	Parcelle 62	1000	M. G	
63	Parcelle 63	1000	M. H	
64	Parcelle 64	1000	M. I	
65	Parcelle 65	1000	M. J	
66	Parcelle 66	1000	M. K	
67	Parcelle 67	1000	M. L	
68	Parcelle 68	1000	M. M	
69	Parcelle 69	1000	M. N	
70	Parcelle 70	1000	M. O	
71	Parcelle 71	1000	M. P	
72	Parcelle 72	1000	M. Q	
73	Parcelle 73	1000	M. R	
74	Parcelle 74	1000	M. S	
75	Parcelle 75	1000	M. T	
76	Parcelle 76	1000	M. U	
77	Parcelle 77	1000	M. V	
78	Parcelle 78	1000	M. W	
79	Parcelle 79	1000	M. X	
80	Parcelle 80	1000	M. Y	
81	Parcelle 81	1000	M. Z	
82	Parcelle 82	1000	M. A	
83	Parcelle 83	1000	M. B	
84	Parcelle 84	1000	M. C	
85	Parcelle 85	1000	M. D	
86	Parcelle 86	1000	M. E	
87	Parcelle 87	1000	M. F	
88	Parcelle 88	1000	M. G	
89	Parcelle 89	1000	M. H	
90	Parcelle 90	1000	M. I	
91	Parcelle 91	1000	M. J	
92	Parcelle 92	1000	M. K	
93	Parcelle 93	1000	M. L	
94	Parcelle 94	1000	M. M	
95	Parcelle 95	1000	M. N	
96	Parcelle 96	1000	M. O	
97	Parcelle 97	1000	M. P	
98	Parcelle 98	1000	M. Q	
99	Parcelle 99	1000	M. R	
100	Parcelle 100	1000	M. S	



AN PARCELLAIRE

N°	Parcelle	Superficie (m²)	Propriétaire	Observations
1	Parcelle 1	1000	M. X	
2	Parcelle 2	1000	M. Y	
3	Parcelle 3	1000	M. Z	
4	Parcelle 4	1000	M. A	
5	Parcelle 5	1000	M. B	
6	Parcelle 6	1000	M. C	
7	Parcelle 7	1000	M. D	
8	Parcelle 8	1000	M. E	
9	Parcelle 9	1000	M. F	
10	Parcelle 10	1000	M. G	
11	Parcelle 11	1000	M. H	
12	Parcelle 12	1000	M. I	
13	Parcelle 13	1000	M. J	
14	Parcelle 14	1000	M. K	
15	Parcelle 15	1000	M. L	
16	Parcelle 16	1000	M. M	
17	Parcelle 17	1000	M. N	
18	Parcelle 18	1000	M. O	
19	Parcelle 19	1000	M. P	
20	Parcelle 20	1000	M. Q	
21	Parcelle 21	1000	M. R	
22	Parcelle 22	1000	M. S	
23	Parcelle 23	1000	M. T	
24	Parcelle 24	1000	M. U	
25	Parcelle 25	1000	M. V	
26	Parcelle 26	1000	M. W	
27	Parcelle 27	1000	M. X	
28	Parcelle 28	1000	M. Y	
29	Parcelle 29	1000	M. Z	
30	Parcelle 30	1000	M. A	
31	Parcelle 31	1000	M. B	
32	Parcelle 32	1000	M. C	
33	Parcelle 33	1000	M. D	
34	Parcelle 34	1000	M. E	
35	Parcelle 35	1000	M. F	
36	Parcelle 36	1000	M. G	
37	Parcelle 37	1000	M. H	
38	Parcelle 38	1000	M. I	
39	Parcelle 39	1000	M. J	
40	Parcelle 40	1000	M. K	
41	Parcelle 41	1000	M. L	
42	Parcelle 42	1000	M. M	
43	Parcelle 43	1000	M. N	
44	Parcelle 44	1000	M. O	
45	Parcelle 45	1000	M. P	
46	Parcelle 46	1000	M. Q	
47	Parcelle 47	1000	M. R	
48	Parcelle 48	1000	M. S	
49	Parcelle 49	1000	M. T	
50	Parcelle 50	1000	M. U	
51	Parcelle 51	1000	M. V	
52	Parcelle 52	1000	M. W	
53	Parcelle 53	1000	M. X	
54	Parcelle 54	1000	M. Y	
55	Parcelle 55	1000	M. Z	
56	Parcelle 56	1000	M. A	
57	Parcelle 57	1000	M. B	
58	Parcelle 58	1000	M. C	
59	Parcelle 59	1000	M. D	
60	Parcelle 60	1000	M. E	
61	Parcelle 61	1000	M. F	
62	Parcelle 62	1000	M. G	
63	Parcelle 63	1000	M. H	
64	Parcelle 64	1000	M. I	
65	Parcelle 65	1000	M. J	
66	Parcelle 66	1000	M. K	
67	Parcelle 67	1000	M. L	
68	Parcelle 68	1000	M. M	
69	Parcelle 69	1000	M. N	
70	Parcelle 70	1000	M. O	
71	Parcelle 71	1000	M. P	
72	Parcelle 72	1000	M. Q	
73	Parcelle 73	1000	M. R	
74	Parcelle 74	1000	M. S	
75	Parcelle 75	1000	M. T	
76	Parcelle 76	1000	M. U	
77	Parcelle 77	1000	M. V	
78	Parcelle 78	1000	M. W	
79	Parcelle 79	1000	M. X	
80	Parcelle 80	1000	M. Y	
81	Parcelle 81	1000	M. Z	
82	Parcelle 82	1000	M. A	
83	Parcelle 83	1000	M. B	
84	Parcelle 84	1000	M. C	
85	Parcelle 85	1000	M. D	
86	Parcelle 86	1000	M. E	
87	Parcelle 87	1000	M. F	
88	Parcelle 88	1000	M. G	
89	Parcelle 89	1000	M. H	
90	Parcelle 90	1000	M. I	
91	Parcelle 91	1000	M. J	
92	Parcelle 92	1000	M. K	
93	Parcelle 93	1000	M. L	
94	Parcelle 94	1000	M. M	
95	Parcelle 95	1000	M. N	
96	Parcelle 96	1000	M. O	
97	Parcelle 97	1000	M. P	
98	Parcelle 98	1000	M. Q	
99	Parcelle 99	1000	M. R	
100	Parcelle 100	1000	M. S	

PLAN PARCELLAIRE (A5)

Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

N°	Parcelle	Superficie (m²)	Propriétaire	Observations
1	Parcelle 1	1000	M. X	
2	Parcelle 2	1000	M. Y	
3	Parcelle 3	1000	M. Z	
4	Parcelle 4	1000	M. A	
5	Parcelle 5	1000	M. B	
6	Parcelle 6	1000	M. C	
7	Parcelle 7	1000	M. D	
8	Parcelle 8	1000	M. E	
9	Parcelle 9	1000	M. F	
10	Parcelle 10	1000	M. G	
11	Parcelle 11	1000	M. H	
12	Parcelle 12	1000	M. I	
13	Parcelle 13	1000	M. J	
14	Parcelle 14	1000	M. K	
15	Parcelle 15	1000	M. L	
16	Parcelle 16	1000	M. M	
17	Parcelle 17	1000	M. N	
18	Parcelle 18	1000	M. O	
19	Parcelle 19	1000	M. P	
20	Parcelle 20	1000	M. Q	
21	Parcelle 21	1000	M. R	
22	Parcelle 22	1000	M. S	
23	Parcelle 23	1000	M. T	
24	Parcelle 24	1000	M. U	
25	Parcelle 25	1000	M. V	
26	Parcelle 26	1000	M. W	
27	Parcelle 27	1000	M. X	
28	Parcelle 28	1000	M. Y	
29	Parcelle 29	1000	M. Z	
30	Parcelle 30	1000	M. A	
31	Parcelle 31	1000	M. B	
32	Parcelle 32	1000	M. C	
33	Parcelle 33	1000	M. D	
34	Parcelle 34	1000	M. E	
35	Parcelle 35	1000	M. F	
36	Parcelle 36	1000	M. G	
37	Parcelle 37	1000	M. H	
38	Parcelle 38	1000	M. I	
39	Parcelle 39	1000	M. J	
40	Parcelle 40	1000	M. K	
41	Parcelle 41	1000	M. L	
42	Parcelle 42	1000	M. M	
43	Parcelle 43	1000	M. N	
44	Parcelle 44	1000	M. O	
45	Parcelle 45	1000	M. P	
46	Parcelle 46	1000	M. Q	
47	Parcelle 47	1000	M. R	
48	Parcelle 48	1000	M. S	
49	Parcelle 49	1000	M. T	
50	Parcelle 50	1000	M. U	

N°	Parcelle	Superficie (m²)	Propriétaire	Observations
1	Parcelle 1	1000	M. X	
2	Parcelle 2	1000	M. Y	
3	Parcelle 3	1000	M. Z	
4	Parcelle 4	1000	M. A	
5	Parcelle 5	1000	M. B	
6	Parcelle 6	1000	M. C	
7	Parcelle 7	1000	M. D	
8	Parcelle 8	1000	M. E	
9	Parcelle 9	1000	M. F	
10	Parcelle 10	1000	M. G	
11	Parcelle 11	1000	M. H	
12	Parcelle 12	1000	M. I	
13	Parcelle 13	1000	M. J	
14	Parcelle 14	1000	M. K	
15	Parcelle 15	1000	M. L	
16	Parcelle 16	1000	M. M	
17	Parcelle 17	1000	M. N	
18	Parcelle 18	1000	M. O	
19	Parcelle 19	1000	M. P	
20	Parcelle 20	1000	M. Q	
21	Parcelle 21	1000	M. R	
22	Parcelle 22	1000	M. S	
23	Parcelle 23	1000	M. T	
24	Parcelle 24	1000	M. U	
25	Parcelle 25	1000	M. V	
26	Parcelle 26	1000	M. W	
27	Parcelle 27	1000	M. X	
28	Parcelle 28	1000	M. Y	
29	Parcelle 29	1000	M. Z	
30	Parcelle 30	1000	M. A	
31	Parcelle 31	1000	M. B	
32	Parcelle 32	1000	M. C	
33	Parcelle 33	1000	M. D	
34	Parcelle 34	1000	M. E	
35	Parcelle 35	1000	M. F	
36	Parcelle 36	1000	M. G	
37	Parcelle 37	1000	M. H	
38	Parcelle 38	1000	M. I	
39	Parcelle 39	1000	M. J	
40	Parcelle 40	1000	M. K	
41	Parcelle 41	1000	M. L	
42	Parcelle 42	1000	M. M	
43	Parcelle 43	1000	M. N	
44	Parcelle 44	1000	M. O	
45	Parcelle 45	1000	M. P	
46	Parcelle 46	1000	M. Q	
47	Parcelle 47	1000	M. R	
48	Parcelle 48	1000	M. S	
49	Parcelle 49	1000	M. T	
50	Parcelle 50	1000	M. U	

N°	Parcelle	Superficie (m²)	Propriétaire	Observations
1	Parcelle 1	1000	M. X	
2	Parcelle 2	1000	M. Y	
3	Parcelle 3	1000	M. Z	
4	Parcelle 4	1000	M. A	
5	Parcelle 5	1000	M. B	
6	Parcelle 6	1000	M. C	
7	Parcelle 7	1000	M. D	
8	Parcelle 8	1000	M. E	
9	Parcelle 9	1000	M. F	
10	Parcelle 10	1000	M. G	
11	Parcelle 11	1000	M. H	
12	Parcelle 12	1000	M. I	
13	Parcelle 13	1000	M. J	
14	Parcelle 14	1000	M. K	
15	Parcelle 15	1000	M. L	
16	Parcelle 16	1000	M. M	
17	Parcelle 17	1000	M. N	
18	Parcelle 18	1000	M. O	
19	Parcelle 19	1000	M. P	
20	Parcelle 20	1000	M. Q	
21	Parcelle 21	1000	M. R	
22	Parcelle 22	1000	M. S	
23	Parcelle 23	1000	M. T	
24	Parcelle 24	1000	M. U	
25	Parcelle 25	1000	M. V	
26	Parcelle 26	1000	M. W	
27	Parcelle 27	1000	M. X	
28	Parcelle 28	1000	M. Y	
29	Parcelle 29	1000	M. Z	
30	Parcelle 30	1000	M. A	
31	Parcelle 31	1000	M. B	
32	Parcelle 32	1000	M. C	
33	Parcelle 33	1000	M. D	
34	Parcelle 34	1000	M. E	
35	Parcelle 35	1000	M. F	
36	Parcelle 36	1000	M. G	
37	Parcelle 37	1000	M. H	
38	Parcelle 38	1000	M. I	
39	Parcelle 39	1000	M. J	
40	Parcelle 40	1000	M. K	
41	Parcelle 41	1000	M. L	
42	Parcelle 42	1000	M. M	
43	Parcelle 43	1000	M. N	
44	Parcelle 44	1000	M. O	
45	Parcelle 45	1000	M. P	
46	Parcelle 46	1000	M. Q	
47	Parcelle 47	1000	M. R	
48	Parcelle 48	1000	M. S	
49	Parcelle 49	1000	M. T	
50	Parcelle 50	1000	M. U	

Commune :

LA SEYNE SUR MER (126)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 8814K

Document vérifié et numéroté le 30/09/2021

A TOULON

Par Nabil HIRECHE
GEOMETRE
Signé

TOULON

171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgif.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3)
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : _____ effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le _____ par _____ géomètre à _____

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la présente 6463.

A _____, le _____

Section : AK

Feuille(s) : 000 AK 01

Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980

Echelle d'origine : 1/2000

Echelle d'édition : 1/500

Date de l'édition : 30/09/2021

Support numérique : _____

D'après le document d'arpentage
dressé

Par HOSPITAL François (2)

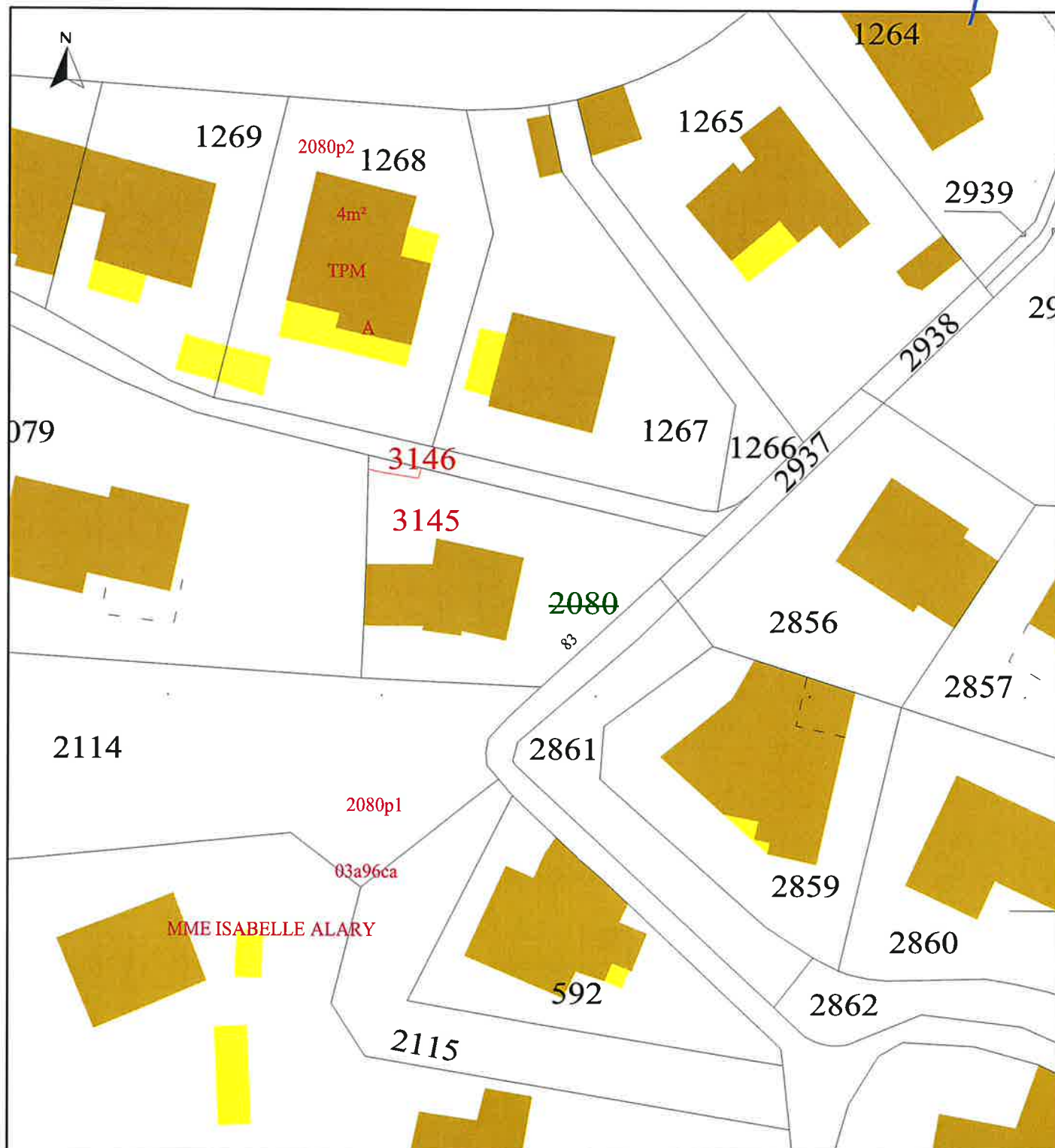
Réf. : REF 14214-DTE

opsia méditerranée

François HOSPITAL
Géomètre Expert DPLG n°4025

BP 70127 - 83040 Toulon Cedex 09 - France
Tél : 04 94 03 95 01 - Fax : 04 94 03 95 02
contact@opsia.fr - www.opsia.fr

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent être plusieurs.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...).
(3) Précisez les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).



Commune :

LA SEYNE SUR MER (126)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 9028 K

Document vérifié et numéroté le 20/07/2023

ASDIF TOULON

Par Caroline WANTIER

Géomètre

Signé

TOULON

171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX

Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgif.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3)
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou d'ornage, dont copie ci-jointe, dressé

le par géomètre à

Les propriétaires soussignés ont pris connaissance des informations portées
au dos de la mise 6463.

A , le

Section : AK

Feuille(s) : 000 AK 01

Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980

Echelle d'origine : 1/2000

Echelle d'édition : 1/1000

Date de l'édition : 20/07/2023

Support numérique :

D'après le document d'arpentage
dressé

Par François HOSPITAL

Réf. : 1214

Le 20/07/2023

BP 70127 - 83040 Toulon Cedex 9 - France

Tel. +33(0) 494 239 306

contact@opsia.fr - www.opsia.fr

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan révisé par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien agréé du cadastre, etc...)
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité agissant, etc...).



Commune :
LA SEYNE SUR MER (126)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 9027 P
Document vérifié et numéroté le 20/07/2023
ASDIF TOULON
Par Caroline WANTIER
Géomètre
Signé

TOULON
171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)
Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3)
a été établi (1) :
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le par géomètre à
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la mise 6463.
A , le

Section : AK
Feuille(s) : 000 AK 01
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine : 1/2000
Echelle d'édition : 1/500
Date de l'édition : 20/07/2023
Support numérique : _____

D'après le document d'arpentage
dressé par François HOSPITAL (2)
François HOSPITAL
Géomètre Expert DPLG n°41055
Le 18/07/2023
BP 70 27 - 83040 Toulon Cedex 9 - France.
Tel. +33(0) 494 239 100
contact@opsia.fr - www.opsia.fr

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien agréé du cadastre, etc.).
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité assemblée, etc.).



Commune :

LA SEYNE SUR MER (126)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 8790 L

Document vérifié et numéroté le 01/06/2021

A CDIF Toulon

Par Anne Lenoble
Technicien géomètre
Signé

TOULON

171 avenue de Vert Coleau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION

(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-signés (3)
a été établi (1) :

- A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : _____ effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le _____ par _____ géomètre à _____

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la mise 6463.

A _____, le _____

Section : AK

Feuille(s) : 000 AK 01

Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980

Echelle d'origine : 1/2000

Echelle d'édition : 1/500

Date de l'édition : 01/06/2021

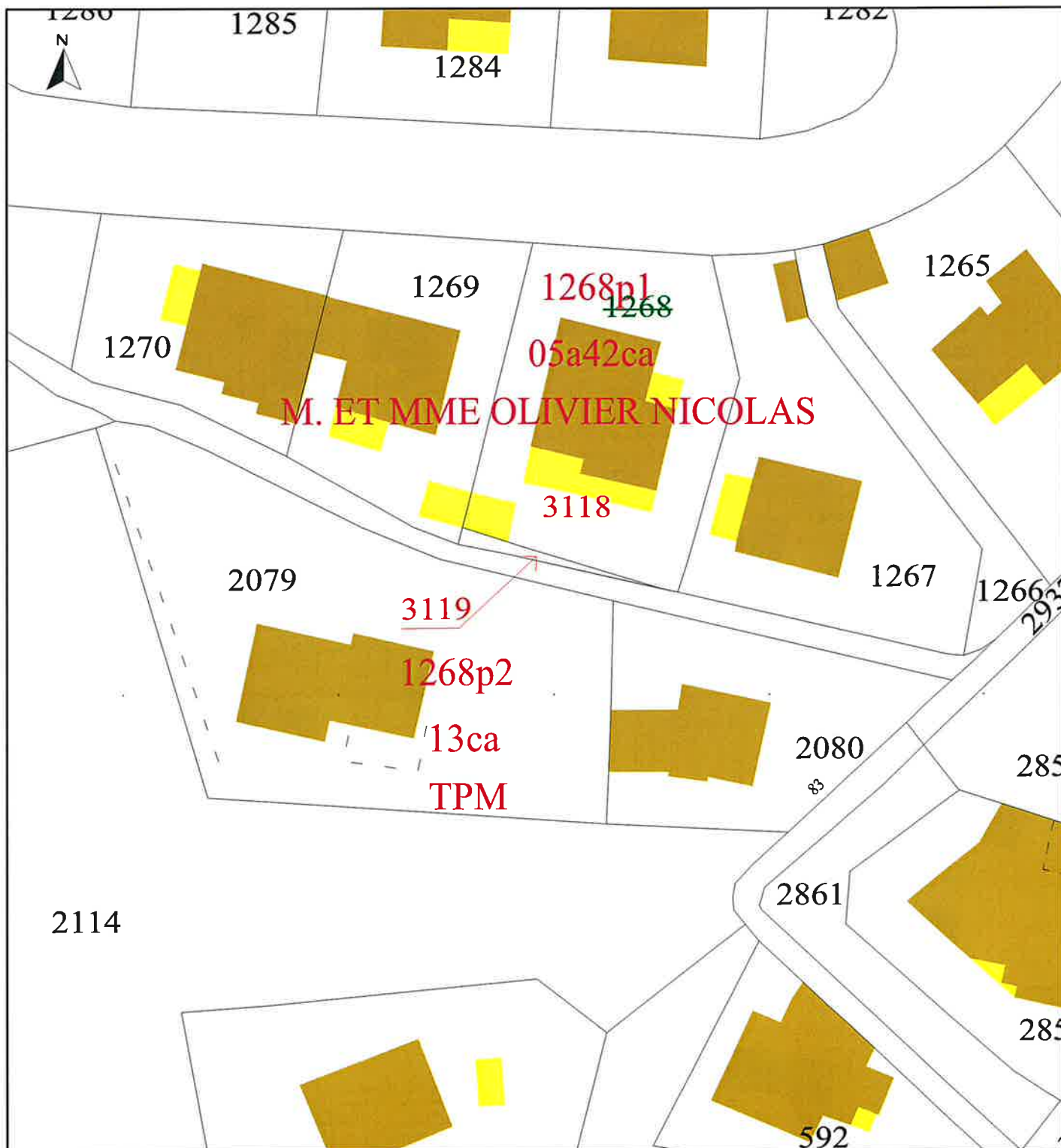
Support numérique : _____

D'après le document d'arpentage
dressé

Par François HOSPITAL (2)

opsia méditerranée
Le
François HOSPITAL
Géomètre Expert DPLG n°4155
BP 70127 - 83040 Toulon Cedex 9 - France
Tel. +33(0) 494 239 300
contact@opsia.fr - www.opsia.fr

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan révisé par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...)
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).



[illegible]

Commune :
LA SEYNE SUR MER (126)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 87702
Document vérifié et numéroté le 23/12/2020
A TOULON
Par Nabil HIRECHE
GEOMETRE
Signé

TOULON
171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgif.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-signés (3)
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : _____ effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou d'ornage, dont copie ci-jointe, dressé
le _____ par _____ géomètre à _____.

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la mise 6463.

A _____, le _____

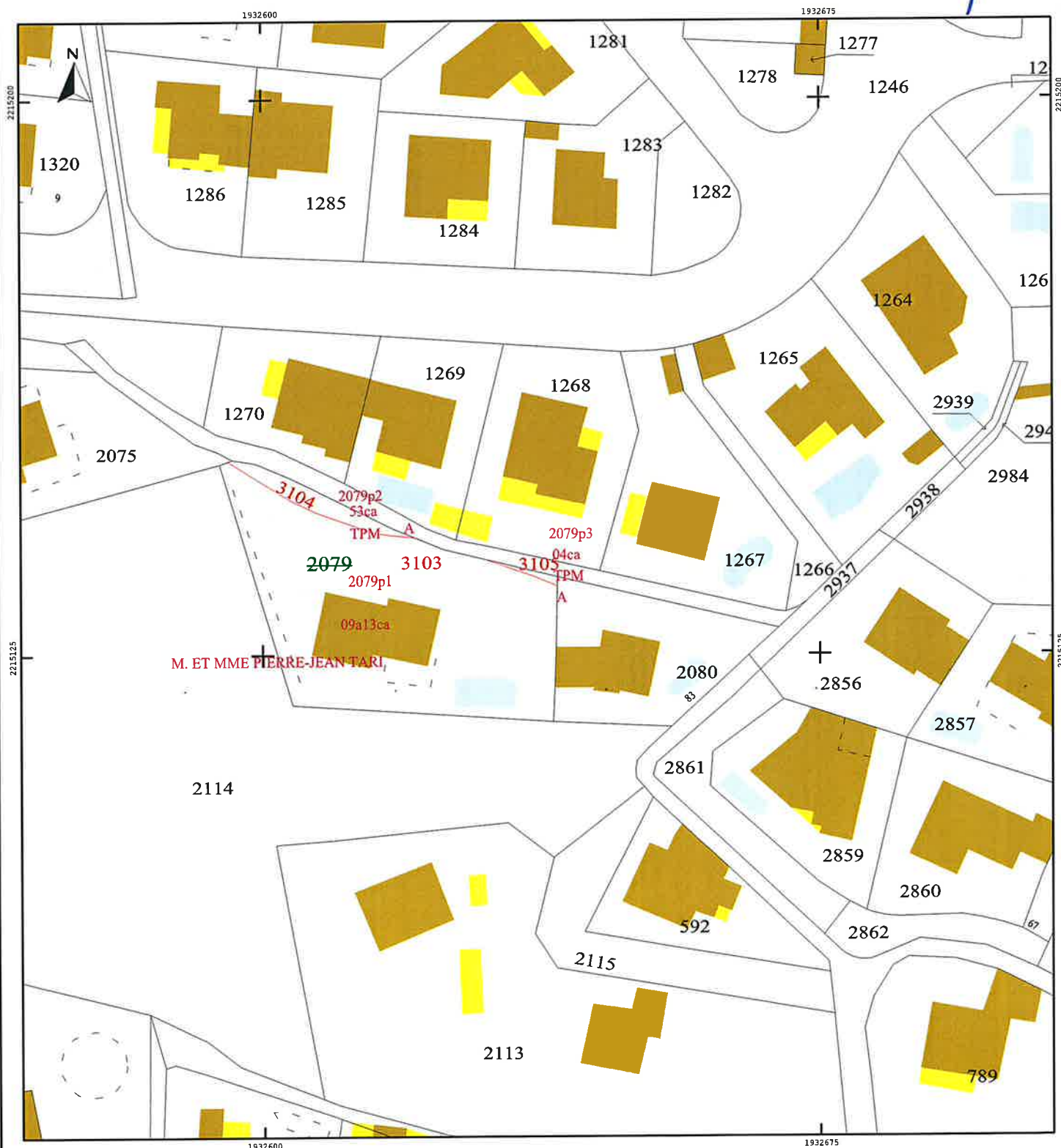
(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires doivent avoir fait effectuer le piquetage par un géomètre ou un technicien retraité du cadastre, etc...
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...)
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité appropriée, etc...)

Section : AK
Feuille(s) : 000 AK 01
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980 -
Echelle d'origine : 1/2000
Echelle d'édition : 1/750
Date de l'édition : 23/12/2020
Support numérique : _____

D'après le document d'arpentage
dressé
Par HOSPITAL François (2)

Réf. : Dossier N° 19 142 4
Le **opsia** méditerranée
François HOSPITAL
Géomètre Expert DPLG n° 4055
70127 - 83040 Toulon Cedex 2 - France.
Tel. 33(0) 494 230 706
Contact : contact@opsia.fr
www.opsia.fr

Modification selon les énonciations d'un acte à publier



opsia - N° 55-22
(Mai 2017)

N° D'ORDRE DU DOCUMENT
D'ARPENTAGE

8 7 7 0 Z

Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

La Seyne-sur-Mer

commune

000

préfixe

AK

section

feuille

VAR

département

DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

MODIFICATION
DU PARCELLEAIRE CADASTRAL

PUBLICITÉ FONCIÈRE ET CONSERVATION CADASTRALE

Document d'arpentage établi en application de l'article 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955

PROCÈS-VERBAL DE DÉLIMITATION (1)

ESQUISSE (1)

- ☒ Changement de limite(s) de propriété

☐ Rectification de limites figurées au plan cadastral

☐ Nouvel agencement de la propriété

☐ Application d'un plan d'arpentage ou d'un procès-verbal de bornage sans modifications des limites parcellaires figurées au plan cadastral (3)
- ☐ Lotissement

☐ Expropriation

Document établi pour (2)

☒ Document d'arpentage numérique
Libellé du fichier numérique associé : 126_AK2079_DA.txt

DÉSIGNATION DES PARTIES

propriétaire(s) avant modification

M. ET MME PIERRE-JEAN TARI

propriétaire(s) après modification

TPM

M. ET MME PIERRE-JEAN TARI

PERSONNE HABILITÉE À ÉTABLIR LE DOCUMENT

Dossier 14214 - DTE

OPSIA Méditerranée

M. François HOSPITAL, Géomètre Expert

LA VALETTE DU VAR

Tel : 04 94 23 93 00

Mél. : foncier@opsia.fr

Procès-verbal 6493 N exp joint

oui ☐ (2) numéro :
non ☐ (2)

Date de réception du document

Date de l'application sur PC

Respect du format DA numérique

(1) Rayer la mention inutile ; préciser, le cas échéant, s'il s'agit d'une esquisse provisoire.
(2) Cocher la case correspondante.
(3) Remplir obligatoirement une demande en dernière page lorsque l'opération ne donne pas lieu aux formalités de publicité foncière prescrites par l'article 28-4° du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955.

INFORMATION DES PROPRIÉTAIRES

DÉCRET N° 55-22 DU 4 JANVIER 1955 PORTANT RÉFORME DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE

Article 7 (partiel) - Tout acte ou décision judiciaire sujet à publicité dans un service chargé de la publicité foncière doit indiquer, pour chacun des immeubles qu'il concerne, la nature, la situation, la contenance et la désignation cadastrale (section, numéro de plan, lieu-dit).

DÉCRET N° 55-471 DU 30 AVRIL 1955 RELATIF À LA RÉNOVATION ET À LA CONSERVATION DU CADASTRE

Article 25 (partiel) - Tout changement de limite de propriété, notamment par suite de division, lotissement, partage, doit être constaté par un document d'arpentage établi aux frais et à la diligence des parties et certifié par elles, qui est soumis au Service du Cadastre préalablement à la réduction de l'acte réalisant le changement de limite, pour vérification et numérotage des nouveaux lots de propriété.

L'établissement des documents portant modification du parcellaire cadastral relève de personnes agréées par l'Administration, dont la liste est rendue publique et consultable dans les bureaux du Cadastre. L'arrêté du 22 décembre 1992 relatif à l'information des consommateurs sur les prix des prestations topographiques dispose que, préalablement à l'exécution des travaux, le professionnel remet au client un devis au consommateur, distinguant de manière très apparente les prestations exigées par une administration ou par une collectivité publique des autres prestations effectuées au gré des clients (bornage, arpentage, etc.). Cette obligation s'applique également à la note d'honoraires. L'arrêté précise aussi l'obligation d'affichage du prix des prestations.

RÉUNIONS DE PARCELLES. - Elles interviennent à la demande ou avec l'accord des propriétaires. Les parcelles à regrouper doivent appartenir au même propriétaire, être contiguës et présenter la même situation au regard du fichier immobilier (parcelles toutes non publiées ou toutes publiées au service de la publicité foncière et, en principe, non grevées de droits différents).

DIVISIONS DE PARCELLES. - Elles sont opérées à la demande des propriétaires.

APPLICATION D'UN PROCÈS-VERBAL D'ARPENTAGE OU DE BORNAGE. - Elle est effectuée à la demande des propriétaires. Elle a pour effet de mettre en concordance la contenance cadastrale avec la contenance arpentée des lots que cette opération peut être effectuée sans remettre en cause les limites figurées au plan cadastral. En cas de bornage et sous la même condition, elle provoque la représentation des bornes au plan cadastral (signe conventionnel).

DEMANDE DES PROPRIÉTAIRES

Nous soussigné(e)s M. ET MME PIERRE-JEAN TARI

- (1) demandons

☒ la modification du parcellaire cadastral selon les énonciations d'un acte à publier.

☐ la modification du parcellaire cadastral selon les indications du présent document d'arpentage.

☐ l'application d'un procès-verbal d'arpentage ☐ (1)

☐ l'application d'un procès-verbal de bornage ☐ (1)

conformément aux indications du présent document d'arpentage.

À LA VALETTE DU VAR

le 18/12/2020

Signature(s) du (ou des) propriétaire(s)

opsia méditerranée

François HOSPITAL

Géomètre Expert (art. L. 111-1)

BP 70127 - 83500 LA VALETTE DU VAR - France

Tel : 04 94 23 93 00

foncier@opsia.fr

Cachet du service À

(1) Cocher les cases correspondantes.

CHANGEMENTS CONSTATÉS. ATTRIBUTION DES NOUVEAUX NUMÉROS DE PLAN ET CALCUL DES CONTENANCES

(colonnes 5, 6, 12 à 16 réservées à l'Administration)

[illegible]

À la

1) La personne habilitée à établir le document doit identifier chaque parcelle nouvelle, sur l'extrait de plan, par une désignation provisoire sous la forme A, B, C, ...

ENGAGEMENT DE CESSION

Je, soussignée,

MadameISABELLE ALARY.....

propriétaire de la parcelle cadastrée section AK n° 2080, sise à La Seyne-sur-Mer, Lotissement du Val d'Artaud, chemin des Lentisques,

conformément au plan de division n°1914214G établi par le cabinet OPSIA,

m'engage

à céder au prix de UN EURO SYMBOLIQUE

au profit de la Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, une emprise d'une superficie de 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n° 2080 afin de permettre la régularisation foncière de la voie communale n°224 dite chemin des Lentisques à La Seyne-sur-Mer.

Fait à La Seyne / Mer, le 2/6/21

Signature de Mme ALARY Isabelle

(Faire précéder la mention manuscrite

«Lu et approuvé»)

lu et approuvé
[Signature]

ENGAGEMENT DE CESSION

Nous, soussignés,

Monsieur Jean-Claude GUIOL
et
Madame Patricia GUIOL

propriétaires de la parcelle cadastrée section AK n° 1270, sise à La Seyne-sur-Mer, 18, Lotissement du Val d'Artaud, chemin des Lentisques,

conformément au plan de division établi par le cabinet OPSIA,


nous engageons

à céder au prix de UN EURO SYMBOLIQUE


au profit de la Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, une emprise d'une superficie de 7 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n° 1270 afin de permettre la régularisation foncière de la voie communale n°224 dite chemin des Lentisques à La Seyne-sur-Mer.

Fait à La Seyne-sur-Mer, le 19/6/2023

Signature de Mme GUIOL Patricia
(Faire précéder la mention manuscrite
« Lu et approuvé »)

Lu et approuvé


Signature de M. GUIOL Jean-Claude
(Faire précéder la mention manuscrite
« Lu et approuvé »)

Lu et approuvé


ENGAGEMENT DE CESSION

Nous, soussignés,

MonsieurOlivier NICOLAS.....

propriétaire de la parcelle cadastrée section AK n° 1268, sise à La Seyne-sur-Mer, Lotissement du Val d'Artaud, chemin des Lentisques,

conformément au plan de division établi par le cabinet OPSIA,

m'engage

à céder au prix de UN EURO SYMBOLIQUE

au profit de la Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, une emprise d'une superficie de 15 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n° 1268 afin de permettre la régularisation foncière de la voie communale n°224 dite chemin des Lentisques à La Seyne-sur-Mer.

Fait à LA SEYNE SUR MER, le 26/03/21

Signature de M. NICOLAS Olivier
(Faire précéder la mention manuscrite
« Lu et approuvé »)

Lu et approuvé



PUBLICITE FONCIERE ET CONSERVATION CADASTRALE
Décret N° 55-471 DU 30 AVRIL 1955 RELATIF A LA CONSERVATION DU CADASTRE

POUVOIR OU DELEGATION DE SIGNATURE

Le, (La), (Les) soussigné(e)(ées) : Monsieur Olivier NICOLAS

Domiciliés à : Lotissement du Val d'Artaud, 695 Chemin de Chateaubanne, 83500 LA SEYNE SUR MER

Propriétaire (s) de la (des) parcelle (s) cadastrée (e) AK n° 1268.

sise (s) sur la commune de : LA SEYNE SUR MER

Donne (ent) par la présente, pouvoir à Monsieur François HOSPITAL, Géomètre expert pour la société OPSIA MEDITERRANEE afin de réaliser l'ensemble des travaux relatifs à la division de ladite (des dites) parcelle (s) et signer tous les documents y afférant et notamment le document d'arpentage, exigé par le décret N°55-22 du 4 Janvier 1955 portant réforme de la publicité.

- (1) ☒ *La modification du parcellaire cadastral selon les énonciations d'un acte à publier.*
- (1) ☐ *La modification du parcellaire cadastral selon les énonciations d'un acte à publier et les indications du présent document pour le surplus.*
- (1) ☐ *La modification du parcellaire cadastral selon les indications du présent document d'arpentage.*
- (1) ☐ *L'application du présent document.*

Fait à LA SEYNE SUR MER, le 26/03/21

Signatures précédées de la mention manuscrite « Bon pour pouvoir ».

Bon pour pouvoir



(1) Cocher les cases correspondantes

ENGAGEMENT DE CESSION

Arrivée au Service Courrier le :

12 MARS 2021

TPM N°

278C

Nous, soussignés,

Monsieur VAINGUER Frédéric

et

Madame SCHIANO DE COLELLA Marie - Hélène

propriétaires de la parcelle cadastrée section AK n° 1269, sise à La Seyne-sur-Mer, Lotissement du Val d'Artaud, chemin des Lentisques,

conformément au plan de division établi par le cabinet OPSIA,

nous engageons

à céder au prix de UN EURO SYMBOLIQUE

au profit de la Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, une emprise d'une superficie de 9 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n° 1269 afin de permettre la régularisation foncière de la voie communale n°224 dite chemin des Lentisques à La Seyne-sur-Mer.

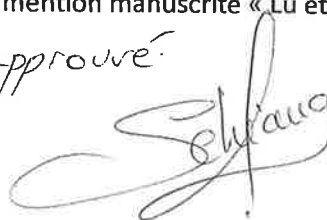
Sous réserve que les actes afférents soient pris en charge en totalité par Toulon Provence Méditerranée

Fait à La Seyne, le 23/02/2021

Signature de Mme SCHIANO DE COLELLA Marie-Hélène

Faire précéder la mention manuscrite « Lu et approuvé »)

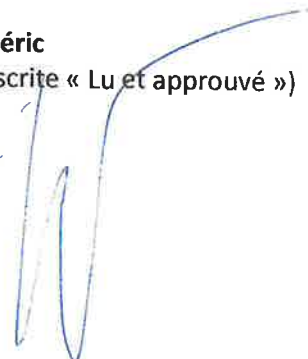
Lu et approuvé



Signature de M. VAINGUER Frédéric

(Faire précéder la mention manuscrite « Lu et approuvé »)

Lu et Approuvé



ENGAGEMENT DE CESSION

Nous, soussignés,

Monsieur Pierre-Jean TARI

et

Madame Sandrine OSSOLIERES

propriétaires de la parcelle cadastrée section AK n° 2079, sise à La Seyne-sur-Mer, Lotissement du Val d'Artaud, chemin des Lentisques,

conformément au plan de division établi par le cabinet OPSIA,

nous engageons

à céder au prix de UN EURO SYMBOLIQUE

au profit de la Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, deux emprises d'une superficie de 53 et 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n° 2079 afin de permettre la régularisation foncière de la voie communale n°224 dite chemin des Lentisques à La Seyne-sur-Mer.

Fait à La Seyne, le 23/02/2021

Signature de Mme OSSOLIERES Sandrine
(Faire précéder la mention manuscrite
« Lu et approuvé »)



Signature de M. TARI Pierre-Jean
(Faire précéder la mention manuscrite
« Lu et approuvé »)

Lu et Approuvé
Jan-

VENTE
VAINGUER – SCHIANO DE COLLELA /
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (AK 3121)

A LA SEYNE SUR MER (83500), 265 avenue du Docteur Mazen, au siège de l'Office Notarial,

Maître Laure MAGNAN soussignée, notaire associée de la Société Civile Professionnelle dénommée "Sabine SORIN, Valérie GHISOLFO et Laure MAGNAN, Notaires Associés" titulaire d'un Office Notarial à LA SEYNE SUR MER (83500), 265 avenue du Docteur Mazen,

Et dont l'office notarial est immatriculé à la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires (CRPCEN) sous le numéro 83080,

A REÇU à la requête des parties ci-après identifiées, le présent acte authentique sur support électronique, contenant :

VENTE DE TERRAIN

PARTIE NORMALISÉE

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR

1 - Monsieur Frédéric Jean Gaston VAINGUER, , demeurant à LA SEYNE SUR MER (83500), 695, chemin de Chateaubanne, 17 Lotissement du Val d'Artaud,
Né à (), le 6 juin 1961.

Célibataire.

Non soumis à un pacs ou partenariat,

De nationalité française.

« Résident » au sens de la réglementation fiscale.

2 - Madame Marie-Hélène SCHIANO de COLELLA, , demeurant à LA

SEYNE SUR MER (83500), 695, chemin de Chateaubanne, 17 Lotissement du Va d'Artaud,

Née à TOULON (83000), le 29 novembre 1966.

Célibataire.

Non soumise à un pacs ou partenariat,

De nationalité française.

« Résidente » au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommés le « VENDEUR ».

Agissant solidairement entre eux.

ACQUEREUR

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

Administration domiciliée à TOULON (83000), Hôtel de la Métropole - 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536, identifiée au SIREN sous le numéro 248300543.

Ci-après dénommée l' « ACQUEREUR ».

PRESENCE - REPRESENTATION

- Monsieur Frédéric VAINGUER est ici présent.

- Madame Marie-Hélène SCHIANO de COLELLA est ici présente.

- LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE créée aux termes d'un décret de Monsieur le Premier Ministre, numéro 2017-1758 du 26 décembre 2017, est représentée par Madame Valérie PAECHT, Directeur Général des Services de la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs dont une copie est ci-annexée, consentie par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, aux termes d'un arrêté n° AP 23/49 en date du 11 mai 2023 affiché à l'Hôtel de Métropole et notifié à Monsieur le Préfet du Var le même jour, complété par l'arrêté n° AP/24/3 en date du 7 février 2024, affiché à l'hôtel de la Métropole et notifié à Monsieur le Préfet du Var le même jour, dont copie est également ci-annexée. Le représentant de la Métropole déclare que lesdits arrêté n'ont fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif.

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, ayant agi en sa qualité de Président de la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/75 en date du 4 mai 2023.

Et spécialement autorisé à l'effet des présentes en vertu d'une décision du Président numéro +++++ en date du +++++ et affichée le +++++ dont copie demeure jointe et annexée aux présentes après mention.

Monsieur le Préfet du Var n'a exercé aucun recours contre cette décision dans le délai de deux mois prévus par l'article L 2131-6 du Code général des collectivités territoriales ainsi que Madame la représentante de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE le déclare.

Un extrait certifié conforme des décisions est demeuré ci-annexé après mention.

EXPOSE

Aux termes d'une décision du Président en date du +++++ numéro +++++, dont copie est demeurée ci-annexée, il a été prévu ce qui suit littéralement retranscrit :

«

ACQUISITION DES PARCELLES SISES A LA SEYNE-SUR-MER, CHEMIN DES LENTISQUES ET CADASTRÉES SECTION AK N°3104, 3105, 3119, 3121, 3146, 3216 ET 3218

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 04 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau de Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/075 du Conseil Métropolitain du 04 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière,

VU les articles L. 1311-9 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales imposant aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, de délibérer, sur les opérations concernées, au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'État,

VU l'emplacement réservé n°103 inscrit au plan local d'urbanisme applicable au territoire de la Ville de La Seyne-sur-Mer, ayant pour objet l'élargissement de la route de Janas à 12 mètres,

VU l'engagement daté du 19 juin 2023 de M. et Mme GUIOL, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 7 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1270 dont ils sont propriétaires,

VU l'engagement daté du 2 juin 2021 de Mme ALARY, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°2080 dont elle est propriétaire,

VU l'engagement daté du 26 mars 2021 de M. NICOLAS, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 15 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1268 dont il est propriétaire,

VU l'engagement daté du 23 février 2021 de M. TARI et Mme OSSOLIERES, portant sur la cession à l'euro symbolique de deux emprises de 53 m² et 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°2079 dont ils sont propriétaires,

VU l'engagement daté du 23 février 2021 de M. VAINGUER et Mme SCHIANO DE COLELLA, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 9 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1269 dont ils sont propriétaires,

VU le procès-verbal d'assemblée générale de l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers du 3 février 2023 dans lequel l'A.S.L. consent la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 45 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1271 dont elle est propriétaire,

VU le plan de cessions n°1914214 établi par le cabinet OPSIA, Géomètre-Expert, matérialisant les emprises à acquérir par la Métropole T.P.M.,

VU le document d'arpentage n°9028K, vérifié et numéroté le 20/07/2023, créant la parcelle cadastrée section AK n°3218 d'une superficie de 45 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1271 appartenant à l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers,

VU le document d'arpentage n°9027P, vérifié et numéroté le 20/07/2023, créant la parcelle cadastrée section AK n°3216 d'une superficie de 7 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1270 appartenant à M. et Mme GUIOL,

VU le document d'arpentage n°8790L, vérifié et numéroté le 01/06/2021, créant la parcelle cadastrée section AK n°3119 d'une superficie de 13 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1268 appartenant à M. NICOLAS,

VU le document d'arpentage n°8791G, vérifié et numéroté le 01/06/2021, créant la parcelle cadastrée section AK n°3121 d'une superficie de 8 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1269 appartenant à M. VAINGUER et Mme SCHIANO DE COLELLA,

VU le document d'arpentage n°8770Z, vérifié et numéroté le 23/12/2020, créant les parcelles cadastrées section AK n°3104 d'une superficie de 53 m² et n°3105 d'une superficie de 4 m², issues de la division de la parcelle cadastrée section AK n°2079 appartenant à M. TARI et Mme OSSOLIERES,

VU le document d'arpentage n°8814K, vérifié et numéroté le 30/09/2021, créant la parcelle cadastrée section AK n°3146 d'une superficie de 4 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°2080 appartenant à Mme ALARY,

CONSIDÉRANT que, la valeur vénale de chaque emprise à acquérir étant inférieure aux seuils réglementaires en vigueur, les présentes acquisitions ne sont pas soumises à la consultation préalable du service du Domaine, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes,

CONSIDÉRANT que la voie communale n°224 dite chemin des Lentisques à La Seyne-

sur-Mer est un ancien chemin charretier intégré dans la voirie publique communale par délibération du conseil municipal de La Seyne-sur-Mer du 12 décembre 1962, prise en application de l'ordonnance n°59-115 du 07 janvier 1959,

CONSIDÉRANT que les limites physiques actuelles de cette voie ne correspondent pas avec ses limites cadastrales,

CONSIDÉRANT qu'une régularisation foncière des lieux est nécessaire pour que la Métropole Toulon Provence Méditerranée soit régulièrement titrée sur la totalité du chemin existant,

CONSIDÉRANT que, dès lors que les transferts de propriété de la voirie communale au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée seront actés, cette dernière s'engage à rétrocéder aux riverains ...

CONSIDÉRANT qu'il convient dès lors d'accepter l'acquisition, au prix d'un euro symbolique, des parcelles en nature de voirie cadastrées section AK n°3218 auprès de l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers, n°3216 auprès de M. et Mme GUIOL, n°3146 auprès de Mme ALARY, n°3104 et 3105 auprès de M. TARI et de Mme OSSOLIERES, n°3121 auprès de M. VAINGUER et de Mme SCHIANO DE COLELLA, et n°3119 auprès de M. NICOLAS, afin de procéder à la régularisation foncière de la voie communale n°224 dite chemin des Lentisques,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACQUÉRIR les parcelles cadastrées section AK n°3218 (45 m²) auprès de l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers, n°3216 (7 m²) auprès de M. et Mme GUIOL, n°3146 (4 m²) auprès de Mme ALARY, n°3104 (53 m²) et 3105 (4 m²) auprès de M. TARI et de Mme OSSOLIERES, n°3121 (8 m²) auprès de M. VAINGUER et de Mme SCHIANO DE COLELLA, et n°3119 (13 m²) auprès de M. NICOLAS, sises chemin des Lentisques, chacune au prix d'un euro symbolique.

ARTICLE 2

DE SIGNER l'acte d'acquisition à intervenir, ainsi que tous les documents annexes éventuellement nécessaires,

ARTICLE 3

DE DIRE que les parcelles acquises seront classées dans le domaine public routier métropolitain conformément à l'article L.141-3 du code de la voirie routière,

ARTICLE 4

DE DESIGNER l'Office notarial SCP Sabine SORIN, Valérie GHISOLFO et Laure MAGNAN, Notaires Associés sis 21 avenue du Dr Mazen à La Seyne-sur-Mer, aux fins de rédaction des actes authentiques de vente.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits seront inscrits au Budget Principal 2024, Opération n°60401.

SYNTHÈSE

La voie communale n°224 dite chemin des Lentisques à LSM est un ancien chemin charretier intégré dans la voirie publique communale par délibération du conseil municipal de La Seyne-sur-Mer du 12/12/1962, prise en application de l'ordonnance n°59-115 du 07/01/1959.

Cependant, ses limites physiques actuelles ne correspondent plus avec ses limites cadastrales, rendant juridiquement impossible tous travaux de réfection de la chaussée. Une régularisation foncière préalable est alors nécessaire.

La Métropole TPM étant aujourd'hui compétente en matière de voirie, il convient d'acquérir l'ensemble des emprises nécessaires à cette régularisation et de signer les actes notariés correspondants, ainsi que tous actes nécessaires s'y affèrent.

... »

Ceci exposé, il peut être passé à l'acte de vente objet des présentes :

VENTE

Le VENDEUR en s'obligeant aux garanties ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles suivantes, vend à l'ACQUEREUR, qui accepte, les biens ci-après désignés.

DESIGNATION DES BIENS

Sur la commune de LA SEYNE SUR MER (83500), 695, chemin de Chateaubanne, 17 Lotissement le Val d'Artaud (VC 120),

Un terrain.

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
AK	3121	VIGNELONGUE	0	00	08
Contenance Totale :			0ha 00a 08ca		

Un plan cadastral matérialisant l'assiette foncière, desdits biens est ci-annexée.

Tel que cet immeuble existe, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Ci-après dénommé le « BIEN ».

Étant ici précisé que le notaire soussigné a établi la désignation qui précède, tant d'après les anciens titres de propriété que d'après les énonciations de toutes les parties, avec la précision qu'aucune réserve n'a été faite sur cette désignation.

L'ACQUEREUR déclare dispenser le VENDEUR ainsi que le notaire soussigné de faire plus ample désignation de l'immeuble et de ses éventuels éléments d'équipements.

DIVISION CADASTRALE

Il est ici précisé que la parcelle cadastrée section AK numéro 3121 provient de la division de la parcelle antérieurement cadastrée section AK numéro 1269 .

Anciennes références cadastrales					Références cadastrales actuelles				
Section	Numéro	Contenance ha a ca			Section	Numéro	Contenance ha a ca		
AK	1269	00	04	23	AK	3120	00	04	15
					AK	3121	00	00	08

Le document d'arpentage a été établi par **Le Cabinet François HOSPITAL géomètre expert à LA VALETTE DU VAR (Var)** sous le numéro **8791 G** en date du **1^{er} juin 2021**.

Les parties requièrent le notaire soussigné de le déposer au service de la publicité foncière compétent avec un extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre et dont une copie est ci-annexée, ainsi qu'avec la copie authentique des présentes destinée à être publiée.

Le BIEN dont il s'agit figure pour une contenance d'après mesurage de 8 m² en un plan dressé le 15 juillet 2021, par OPSIA MEDITERRANNEE Géomètre-Expert à LA VALETTE DU VAR, dont la copie demeure ci-annexée.

DESTINATION ET USAGE DU BIEN

Le VENDEUR déclare que le BIEN est actuellement à usage de terrain.
L'ACQUEREUR déclare vouloir destiner le BIEN à usage de voirie.

NATURE ET QUOTITE

NATURE ET QUOTITE DES DROITS VENDUS

Le BIEN est vendu :

- par Monsieur Frédéric VAINGUER à concurrence de % en pleine propriété.
- par Madame Marie-Hélène SCHIANO de COLELLA à concurrence de % en pleine propriété.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS ACQUIS

Le BIEN est acquis par METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE à concurrence de la totalité en pleine propriété.

EFFET RELATIF

Acquisition aux termes d'un acte reçu par Maître Bruno ATZORI, notaire à SIX-FOURS-LES-PLAGES (83140), le 12 juillet 2012 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON, le 18 juillet 2012, volume 2012 P numéro 7783.

CHARGES ET CONDITIONS

La présente vente a lieu sous diverses charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, qui pour celles ne donnant lieu ni à publicité ni à taxation, seront développées à la suite de la partie normalisée du présent acte.

PROPRIETE JOUISSANCE

L'ACQUEREUR est propriétaire du BIEN vendu à compter de ce jour.

Il en aura la jouissance à compter de ce jour par la prise de possession réelle et effective, le BIEN étant libre de toute location ou occupation, ainsi que le VENDEUR le déclare.

PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

PRIX

La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix symbolique de UN EURO (1,00 €), non recouvrable.

PAIEMENT DU PRIX

Précision étant ici faite que compte tenu du prix de vente fixé à l'euro symbolique, les parties conviennent qu'aucun paiement ne sera effectué par la comptabilité du notaire soussigné

DESISTEMENT DE DROIT D'HYPOTHEQUE LEGALE SPECIALE ET ACTION RESOLUTOIRE

Par suite du paiement ci-dessus effectué, le VENDEUR se désiste de tous droits d'hypothèque légale spéciale de vendeur et action résolutoire même en ce qui concerne les charges pouvant résulter du présent contrat, et pour quelque cause que ce soit.

DECLARATIONS FISCALES

DECLARATION SUR LES PLUS-VALUES

Pour satisfaire aux dispositions légales sur les plus-values immobilières visées aux articles 150 U et suivants du Code général des impôts et 74 SJ de l'annexe II dudit code,

° Monsieur Frédéric VAINGUER déclare :

- qu'il a son domicile à l'adresse indiquée ci-dessus et qu'il dépend pour sa déclaration de revenus du service des impôts de : LA SEYNE SUR MER 6 allée de Paris ;

- que le BIEN vendu sis à LA SEYNE SUR MER (83500), 695 , chemin de Chateaubanne, 17 Lotissement le Val d'Artaud (VC 120) lui appartient ainsi qu'il est indiqué au paragraphe "EFFET RELATIF" pour l'avoir acquis d'une propriété de plus grande superficie, pour un montant total de ### () Il est ici précisé que le prix ou la valeur déclarée du bien, lors de la précédente mutation, tel qu'indiqué dans le paragraphe "Effet Relatif", concernait d'autres biens en sus du bien, objet des présentes.

- que la vente constitue l'opération visée à l'article 150 U, II-6° du Code général des impôts dont le prix de cession, s'appréciant en tenant compte de la valeur en pleine

propriété de l'immeuble ou de la partie d'immeuble vendu, est inférieur ou égal à QUINZE MILLE EUROS (15 000 €).

En conséquence la plus-value résultant de la présente vente est exonérée de toute imposition. Aucune déclaration de plus-value ne devra être déposée à l'occasion de la publication ou de l'enregistrement de l'acte conformément à l'article 150 VG, III du Code général des impôts.

° Madame Marie-Hélène SCHIANO de COLELLA déclare :

- qu'elle a son domicile à l'adresse indiquée ci-dessus et qu'elle dépend pour sa déclaration de revenus du service des impôts de : LA SEYNE SUR MER 6 allée de Paris ;

- que le BIEN vendu sis à LA SEYNE SUR MER (83500), 695 , chemin de Chateaubanne, 17 Lotissement le Val d'Artaud (VC 120) lui appartient ainsi qu'il est indiqué au paragraphe "EFFET RELATIF" et qu'il avait alors une valeur de ### (), cette valeur ne concernait que le bien objet des présentes.

- que la vente constitue l'opération visée à l'article 150 U, II-6° du Code général des impôts dont le prix de cession, s'appréciant en tenant compte de la valeur en pleine propriété de l'immeuble ou de la partie d'immeuble vendu, est inférieur ou égal à QUINZE MILLE EUROS (15 000 €).

En conséquence la plus-value résultant de la présente vente est exonérée de toute imposition. Aucune déclaration de plus-value ne devra être déposée à l'occasion de la publication ou de l'enregistrement de l'acte conformément à l'article 150 VG, III du Code général des impôts.

IMPOT SUR LA MUTATION

La présente vente est exonérée de toute perception au profit de la Direction générale des finances publiques en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

Pour les frais et émoluments des présentes et de leurs suites, le BIEN est estimé à **SIX CENTS EUROS (600,00 €)**.

LIQUIDATION DES DROITS

La présente mutation ne donne lieu à aucune perception au profit de la direction générale des finances publiques, en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

PUBLICITE FONCIERE

Une copie authentique des présentes sera soumise par les soins du notaire soussigné à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière auprès du Service de la publicité foncière de TOULON, conformément aux prescriptions du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 et aux textes subséquents, et ce, aux frais de l'ACQUEREUR.

Si le BIEN est grevé d'une inscription, transcription, publication ou autres empêchements, le VENDEUR sera tenu d'en rapporter à ses frais les mainlevées et de justifier de l'exécution de la radiation de ces inscriptions, dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile ci-dessus élu.

L'ACQUEREUR sera au surplus indemnisé de tous frais extraordinaires de purge.

MENTION DE CLOTURE

Le notaire soussigné atteste que la partie normalisée contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication et à l'assiette des droits.

FIN DE PARTIE NORMALISÉE

PARTIE DÉVELOPPÉE

OBSERVATIONS PREALABLES

PROTECTION DE L'ACQUEREUR IMMOBILIER

Le présent acte portant sur un terrain nu, les dispositions protectrices de l'ACQUEREUR immobilier prévues par l'article L.271-1 du Code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables aux présentes.

PROJET D'ACTE

Les parties reconnaissent avoir reçu préalablement à ce jour un projet du présent acte et déclarent avoir reçu toutes explications utiles.

DECLARATIONS

EN CE QUI CONCERNE LES PARTIES A L'ACTE

DECLARATIONS SUR LA CAPACITE

CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES

Les parties aux présentes attestent par elles-mêmes ou leurs représentants le cas échéant, qu'il n'existe de leur chef aucun empêchement ou obstacle ni aucune restriction d'ordre légal, contractuel ou judiciaire, à la réalisation de la vente objet du présent acte.

Elles déclarent notamment :

- qu'elles ne sont ni placées sous un régime de protection légale des majeurs, ni frappées d'aucune interdiction légale, et qu'aucune procédure susceptible de restreindre leur capacité civile n'est en cours, sauf, le cas échéant, ce qui a été spécifié aux présentes ;

- qu'elles n'ont pas été associées dans une société mise en liquidation judiciaire ou redressement suivant jugement publié depuis moins de cinq ans et dans laquelle elles étaient tenues indéfiniment et solidairement du passif social ou seulement conjointement ;

- qu'elles ne font pas et n'ont jamais fait l'objet de poursuites pouvant aboutir à la confiscation de leurs biens ;

- qu'elles ne font pas et ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un dispositif de traitement des situations de surendettement des particuliers prévu au Code de la consommation et qu'elles ne sont pas et n'ont jamais été en état de faillite personnelle ;

- qu'elles ne font et n'ont jamais fait l'objet d'une procédure collective : sauvegarde d'entreprise, liquidation des biens, règlement judiciaire, redressement judiciaire cessation de paiement ou autres ;

- que préalablement à la conclusion des présentes, elles avaient échangé toutes les informations qu'elles connaissaient et qui pouvaient avoir une importance déterminante sur leur décision respective de contracter, et ce, qu'il existe ou non entre elles un lien particulier de confiance, conformément à l'article 1112-1 du Code civil ;

- qu'elles étaient également tenues de se renseigner elles-mêmes sur toutes les informations aisément accessibles ;

- qu'elles ont une parfaite connaissance que tout manquement à cette obligation est susceptible d'engager la responsabilité de la partie contrevenante.

CONCERNANT LES PERSONNES MORALES

L'ACQUEREUR déclare avoir visité le BIEN et avoir pu s'entourer de tous sachants afin d'en apprécier l'état, la consistance, l'environnement et le voisinage et ne pas avoir connaissance d'une précédente vente ou d'un précédent avant-contrat en cours d'exécution.

Le VENDEUR déclare :

- que le BIEN est libre de tout obstacle légal, contractuel ou administratif ;
- n'avoir cédé ou concédé aucun droit de propriété, ni régularisé aucun autre avant-contrat en cours d'exécution.

CONSULTATION DU B.O.D.A.C.C.

Le notaire soussigné déclare avoir consulté le Bulletin Officiel Des Annonces Civiles et Commerciales pour toutes les parties à l'acte.

EN CE QUI CONCERNE LE BIEN

URBANISME

L'ACQUEREUR dispense expressément le notaire rédacteur des présentes à lui remettre une note de renseignement d'urbanisme sans recours contre quiconque.

Note de renseignements d'urbanisme

Une note de renseignements d'urbanisme, délivrée le ++++ sous le numéro CU 083 126 +++++.

Il en résulte notamment ce qui suit :

« ...

++++++.

.. »

Certificat de non-péril

Un certificat de non-péril, délivré le 18 juin 2024.

Il en résulte notamment ce qui suit :

« qu'aucune procédure de mise en sécurité concernant cette propriété n'est en cours actuellement ».

Certificat d'alignement

Un certificat d'alignement, délivré le 14 juin 2024.

Il en résulte notamment que :

LE BIEN n'est pas frappé d'alignement.

Certificat de numérotage

Un certificat de numérotage, délivré le 24 juin 2024.

Il en résulte notamment ce que :

LE BIEN porte l'adresse suivante : *Lotissement le Val d'Artaud Lot 17, 695 chemin de Chateaubanne (VC 120).*

Assainissement

Une attestation délivrée par VEOLIA, le 10 juin 2024.

Il en résulte notamment ce qui suit : « *cette propriété est raccordable au réseau public d'eaux usées par l'intermédiaire d'un réseau privé d'eaux usées.* »

Les parties reconnaissent avoir reçu toutes les informations nécessaires à la bonne compréhension du contenu desdits documents et en avoir parfaitement saisi la portée.

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Le BIEN étant situé dans le champ d'application du droit de préemption urbain, son aliénation donnait ouverture au droit de préemption institué par les articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

En conséquence la déclaration d'intention d'aliéner a été notifiée au titulaire du droit de préemption par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire du droit de préemption n'ayant pas fait connaître sa décision dans le délai légal, ce silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption.

La vente peut donc être réalisée au prix indiqué sur la déclaration d'intention d'aliéner.

Une copie de la déclaration d'intention d'aliéner ainsi que le récépissé de dépôt en date du 10 juin 2024 sont ci-annexées.

DROIT DE PREEMPTION DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE

Il résulte des énonciations des documents d'urbanisme dont les copies sont ci-annexées que le BIEN n'est pas situé dans une zone de préemption d'un espace naturel sensible instituée par les articles L. 215-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Par suite, son aliénation ne donne pas ouverture au droit de préemption.

DROIT DE PREEMPTION SAFER

La présente mutation n'est pas soumise au droit de préemption de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER), institué par l'article L. 143-1 du Code rural et de la pêche maritime.

En effet, le BIEN objet des présentes est situé en dehors de la zone où cet organisme dispose d'un tel droit.

Conformément à l'article R. 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime, les parties reconnaissent que le notaire soussigné :

- leur a rappelé les dispositions des articles R. 141-2-1 à R. 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime, relative aux conditions de transmission des informations nécessaires à l'exercice des missions de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural ;
- et que ces dispositions ont bien été observées.

SITUATION LOCATIVE

Le VENDEUR déclare que le BIEN objet des présentes est vendu libre de toute occupation ou location.

SITUATION HYPOTHECAIRE

Le VENDEUR déclare :

- que le BIEN ne fait actuellement l'objet d'aucune procédure d'expropriation ;
- qu'il n'existe de son chef aucune inscription d'hypothèque, privilège, transcription, publication ou autres charges grevant le BIEN.

Ainsi qu'il résulte d'un état hypothécaire hors formalité délivré le 7 juin 2024 et prorogé en date du +++++.

Une copie dudit état est ci-annexée.

DIAGNOSTICS TECHNIQUES

DIAGNOSTICS TECHNIQUES RELATIFS A L'ETAT DU BIEN

Etat des risques

La commune du BIEN objet des présentes est située :

- dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques prescrit dans les conditions définies à l'article R. 515-40 du Code de l'environnement, ou d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou des risques miniers prescrit dans les conditions définies à l'article R. 562-2 du Code de l'environnement ;
- dans une des zones de sismicité 2,3,4 ou 5 mentionnées au I de l'article R. 563-4 et énumérées par l'article D. 563-8-1 du Code de l'environnement ;
- dans une des zones à potentiel radon définies à l'article R. 1333-29 du code de la santé publique, énumérées par l'arrêté mentionné à l'article L. 1333-22 du même code ;

Conformément à l'article R 125-25 II du Code de l'environnement, l'ACQUEREUR reconnaît que le VENDEUR lui a bien remis à l'occasion de la

première visite du BIEN l'état des risques.

Cet état des risques datant de moins de six mois, a été établi à partir des informations mises à disposition par le préfet du département de situation du BIEN.

Une copie de cet état accompagnée des copies des extraits de documents et de dossiers, permettant la localisation du BIEN objet des présentes au regard des risques encourus, est ci-annexée.

Il en résulte :

Concernant les risques naturels :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels.

Concernant les risques miniers :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers.

Concernant les risques technologiques :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques.

Concernant les risques sismiques :

- que le BIEN est situé dans une commune soumise à risque sismique, classée en zone 2 (aléa faible) conformément aux dispositions de l'article R. 563-4 du Code de l'environnement.

Concernant le radon :

Le BIEN est situé dans une commune définie par l'arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français comme à potentiel radon significatif, classée en zone 3 conformément aux dispositions de l'article R. 1333-29 du Code de la santé publique.

Concernant le recul du trait de côte

- que le BIEN n'est pas situé dans une zone susceptible d'être atteinte par le recul du trait de côte.

Information concernant les sinistres

En outre, le VENDEUR déclare qu'à sa connaissance, ledit BIEN n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles, miniers ou technologiques, ce qui est confirmé par l'état des risques ci-annexé.

Etat relatif aux nuisances sonores aériennes

Le VENDEUR déclare que le BIEN, objet des présentes, n'entre pas dans le champ d'application de l'article L. 112-11 du Code de l'urbanisme.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens et droits immobiliers objet des présentes appartiennent au VENDEUR par suite de l'acquisition qu'il en a fait de la propriété cadastrée section AK numéro 1269 dont est issue la parcelle objet des présentes, de :

+++++

Suivant acte reçu par Maître ++++++

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de ++++++

Cette somme a été payée comptant et quittancée dans l'acte, dont une partie, soit la somme de ++++++

Audit acte LE VENDEUR a déclaré qu'il n'était frappé d'aucune mesure restreignant son pouvoir de disposer librement du BIEN vendu.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au bureau des hypothèques de

TOULON 1 le ++++++.

ORIGINE ANTERIEURE

Antérieurement, ledit BIEN appartenait à suite de l'acquisition faite de :

+++++

Suivant acte reçu par Maître ++++++.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de
+++++.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au bureau des hypothèques de
TOULON 1^{er} bureau, le ++++++.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE

ETAT ET CONSISTANCE DU BIEN

L'ACQUEREUR prendra le BIEN objet des présentes dans son état au jour de l'entrée en jouissance, tel qu'il l'a vu et visité, sans pouvoir exercer aucun recours ni répétition contre le VENDEUR pour quelque cause que ce soit et notamment en raison des fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous le BIEN et de tous éboulements qui pourraient en résulter par la suite, la nature du sol et du sous-sol n'étant pas garantie.

De même le VENDEUR ne sera tenu à aucune garantie en ce qui concerne, soit le défaut d'alignement, soit l'état des biens et les vices de toute nature, apparents ou cachés, insectes, parasites ou végétaux parasitaires dont ils peuvent être affectés.

Toutefois, afin de respecter les dispositions de l'article 1626 du Code civil, le VENDEUR garantit l'ACQUEREUR contre tous risques d'évictions, à l'exception des éventuelles charges déclarées aux présentes.

Par ailleurs, l'exonération de garantie des vices cachés, telle que stipulée ci-dessus, ne s'appliquera pas dans les cas suivants :

- le VENDEUR a acquis, volontairement ou involontairement, la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, à moins que l'ACQUEREUR ait également cette qualité ;

- ou si l'ACQUEREUR prouve, dans les délais légaux, que le VENDEUR a dissimulé sciemment un ou plusieurs vices cachés qu'il connaissait.

SERVITUDES

L'ACQUEREUR supportera les servitudes passives, conventionnelles ou légales, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever le BIEN, sauf à s'en défendre et profiter de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls et sans recours contre le VENDEUR.

A cet égard le VENDEUR déclare qu'il n'a personnellement créé aucune servitude et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune à l'exception de celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux ou de la loi.

OBLIGATION REELLE ENVIRONNEMENTALE - ABSENCE

Le VENDEUR déclare n'avoir conclu aucun contrat avec une collectivité publique, un établissement public ou une personne morale de droit privé agissant pour la protection de l'environnement et n'avoir créé aucune obligation réelle environnementale sur le BIEN.

ABSENCE DE REGIME FISCAL DE FAVEUR

Le VENDEUR déclare qu'il n'a bénéficié d'aucun régime fiscal de faveur pouvant être remis en cause dans le cadre de la présente opération, en ce qui concerne le bien vendu aux présentes.

IMPOTS ET TAXES

L'ACQUEREUR acquittera, à compter de l'entrée en jouissance, toutes les

charges fiscales afférentes au BIEN.

Concernant les taxes foncières, le VENDEUR en conservera la charge pour l'entière année.

NEGOCIATION

Les parties déclarent être entrées en contact directement entre elles, sans l'intervention d'aucun intermédiaire mandaté à cet effet.

En cas de fausse déclaration à ce titre, l'éventuelle commission serait due par l'auteur de cette information inexacte.

FRAIS

L'ACQUEREUR paiera tous les frais, droits et émoluments du présent acte et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, conformément aux dispositions de l'article 1593 du Code civil.

CONCILIATION CONVENTIONNELLE NOTARIALE

En cas de litige entre les parties, l'une d'elles pourra, préalablement à toute instance judiciaire, soumettre leur différend à un conciliateur désigné et missionné par le Président de la Chambre des Notaires dont dépend le rédacteur de l'acte.

Le Président de la Chambre des Notaires sera saisi sans forme ni frais.

Cette clause ne s'appliquera pas aux litiges ayant pour cause la défaillance du débiteur ou l'exigibilité d'une créance.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs à tous clercs et employés de l'étude du notaire soussigné, avec faculté d'agir ensemble ou séparément à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs du présent acte, pour mettre celui-ci en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux et avec ceux d'état civil.

RENONCIATION A LA REVISION DU CONTRAT POUR IMPREVISION

Les parties reconnaissent être informées des dispositions de l'article 1195 du Code civil qui dispose :

« Si un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour une partie qui n'avait pas accepté d'en assumer le risque, celle-ci peut demander une renégociation du contrat à son cocontractant. Elle continue à exécuter ses obligations durant la renégociation.

En cas de refus ou d'échec de la renégociation, les parties peuvent convenir de la résolution du contrat, à la date et aux conditions qu'elles déterminent, ou demander d'un commun accord au juge de procéder à son adaptation. A défaut d'accord dans un délai raisonnable, le juge peut, à la demande d'une partie, réviser le contrat ou y mettre fin, à la date et aux conditions qu'il fixe. »

Les parties souhaitant expressément que le présent contrat ne puisse être remis en cause quel que soit le ou les événements qui pourrai(en)t intervenir et rendre son exécution excessivement onéreuse, déclarent expressément en assumer le risque et en conséquence, dans une telle circonstance, renoncer au bénéfice des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

DELIVRANCE DE LA COPIE AUTHENTIQUE

Dès que le présent acte sera revenu du service de la publicité foncière, le Notaire soussigné délivrera à l'ACQUEREUR la copie authentique du présent acte revêtue des mentions de publication. L'ACQUEREUR accepte que la copie authentique lui soit transmis sous format dématérialisé.

DEVOIR D'INFORMATION

Il résulte de l'article 1112-1 du Code civil ci-après littéralement rapporté :

« Celle des parties qui connaît une information dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'autre doit l'en informer dès lors que, légitimement, cette dernière ignore cette information ou fait confiance à son cocontractant.

« Néanmoins, ce devoir d'information ne porte pas sur l'estimation de la valeur de la prestation.

« Ont une importance déterminante les informations qui ont un lien direct et nécessaire avec le contenu du contrat ou la qualité des parties.

« Il incombe à celui qui prétend qu'une information lui était due de prouver que l'autre partie la lui devait, à charge pour cette autre partie de prouver qu'elle l'a fournie.

« Les parties ne peuvent ni limiter, ni exclure ce devoir.

« Outre la responsabilité de celui qui en était tenu, le manquement à ce devoir d'information peut entraîner l'annulation du contrat dans les conditions prévues aux articles 1130 et suivants. »

Parfaitement informés de cette obligation par le notaire soussigné, le VENDEUR et l'ACQUEREUR déclarent, chacun en ce qui le concerne, ne connaître aucune information dont l'importance serait déterminante pour le consentement de l'autre et qui ne soit déjà relatée aux présentes.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure respective, tel qu'indiqué en tête des présentes

BASE PERVAL

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières, dénommée PERVAL, exploitée par Min.not et dont la diffusion a pour finalité de faciliter le suivi du marché et l'évaluation des biens immobiliers.

Ce traitement porte sur des données anonymes. L'inscription de la présente mutation dans cette base offre aux parties la possibilité de suivre l'évolution de la valeur de leur bien et aux professionnels du secteur de disposer d'informations fiables et mises à jour sur l'évolution du marché immobilier.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 26 et 27 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que d'un droit d'accès et de rectification auprès du correspondant informatique et libertés de Min.not.

Cette formalité donne droit à la perception par le notaire des émoluments prévus à l'article A. 444-171 du Code de commerce.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Electronique des Notaires,

registre du PACS, ...),

- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les parties estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

TITRES, CORRESPONDANCES ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'ACQUEREUR qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, concernant le BIEN vendu et sera subrogé dans tous les droits du VENDEUR à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'ACQUEREUR devront s'effectuer à l'adresse indiquée en tête des présentes.

La correspondance auprès du VENDEUR s'effectuera à l'adresse indiquée en tête des présentes.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné, conformément aux articles 863 et 864 du Code général des impôts, des sanctions, édictées par le 5 du V de l'article 1754, aux articles 850, 1729 et 1837 dudit code et à l'article 1202 du Code civil, encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est contredit ni modifié par aucune contre-lettre contenant un changement au niveau du prix.

CERTIFICATION D'IDENTITE DES PARTIES

Le notaire soussigné atteste que l'identité complète des parties dénommées aux termes des présentes, telle qu'elle est indiquée à la suite de leurs noms et dénominations, lui a été régulièrement justifiée.

DONT ACTE

Sans renvoi.

Généré et visualisé sur support électronique en l'étude du notaire soussigné, les jours, mois et an indiqués aux présentes.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, puis le notaire soussigné a recueilli l'image de leur signature manuscrite et a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

**VENTE
NICOLAS /
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (AK 3119)**

**A LA SEYNE SUR MER (83500), 265 avenue du Docteur Mazen, au siège
de l'Office Notarial,**

Maître Laure MAGNAN soussignée, notaire associée de la Société Civile Professionnelle dénommée "Sabine SORIN, Valérie GHISOLFO et Laure MAGNAN, Notaires Associés" titulaire d'un Office Notarial à LA SEYNE SUR MER (83500), 265 avenue du Docteur Mazen,

Et dont l'office notarial est immatriculé à la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires (CRPCEN) sous le numéro 83080,

A REÇU à la requête des parties ci-après identifiées, le présent acte authentique sur support électronique, contenant :

VENTE DE TERRAIN

PARTIE NORMALISÉE

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR

Monsieur Olivier Jean-Pierre **NICOLAS**, agent SNCF, demeurant à LA SEYNE SUR MER (83500), 695, chemin de Chateaubanne, 16 Lotissement du Val d'Artaud,

Né à TOULON (83000), le 13 décembre 1976.

Divorcé de Madame Gaëlle **TUFFERY**, suivant convention de divorce déposée au rang des minutes de Maître Johann **ROPION**, notaire à TOULON, le 11 août 2020 et dont l'office notarial est immatriculé à la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires (CRPCEN) sous le numéro 83043, et non remarié.

Non soumis à un pacs ou partenariat,

De nationalité française.

« Résident » au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommé le « VENDEUR ».

ACQUEREUR

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,
Administration domiciliée à TOULON (83000), Hôtel de la Métropole - 107 Boulevard
Henri Fabre CS 30536, identifiée au SIREN sous le numéro 248300543.

Ci-après dénommée l' « ACQUEREUR ».

PRESENCE - REPRESENTATION

- Monsieur Olivier NICOLAS est ici présent.

- LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE créée aux termes d'un décret de Monsieur le Premier Ministre, numéro 2017-1758 du 26 décembre 2017, est représentée par Madame Valérie PAECHT, Directeur Général des Services de la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs dont une copie est ci-annexée, consentie par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, aux termes d'un arrêté n° AP 23/49 en date du 11 mai 2023 affiché à l'Hôtel de Métropole et notifié à Monsieur le Préfet du Var le même jour, complété par l'arrêté n° AP/24/3 en date du 7 février 2024, affiché à l'hôtel de la Métropole et notifié à Monsieur le Préfet du Var le même jour, dont copie est également ci-annexée. Le représentant de la Métropole déclare que lesdits arrêté n'ont fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif.

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, ayant agi en sa qualité de Président de la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/75 en date du 4 mai 2023.

Et spécialement autorisé à l'effet des présentes en vertu d'une décision du Président numéro +++++ en date du +++++ et affichée le +++++ dont copie demeure jointe et annexée aux présentes après mention.

Monsieur le Préfet du Var n'a exercé aucun recours contre cette décision dans le délai de deux mois prévus par l'article L 2131-6 du Code général des collectivités territoriales ainsi que Madame la représentante de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE le déclare.

Un extrait certifié conforme des décisions est demeuré ci-annexé après mention.

EXPOSE

Aux termes d'une décision du Président en date du +++++ numéro +++++, dont copie est demeurée ci-annexée, il a été prévu ce qui suit littéralement retranscrit :

«

**ACQUISITION DES PARCELLES SISES A LA SEYNE-SUR-MER, CHEMIN
DES LENTISQUES ET CADASTRÉES SECTION AK N°3104, 3105, 3119, 3121, 3146, 3216
ET 3218**

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

*VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée,*

*VU la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 04 mai 2023 portant
délégations au Président et au Bureau de Toulon Provence Méditerranée,*

*VU la délibération n°23/05/075 du Conseil Métropolitain du 04 mai 2023 portant
élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,*

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière,

VU les articles L. 1311-9 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales imposant aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, de délibérer, sur les opérations concernées, au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'État,

VU l'emplacement réservé n°103 inscrit au plan local d'urbanisme applicable au territoire de la Ville de La Seyne-sur-Mer, ayant pour objet l'élargissement de la route de Janas à 12 mètres,

VU l'engagement daté du 19 juin 2023 de M. et Mme GUIOL, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 7 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1270 dont ils sont propriétaires,

VU l'engagement daté du 2 juin 2021 de Mme ALARY, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°2080 dont elle est propriétaire,

VU l'engagement daté du 26 mars 2021 de M. NICOLAS, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 15 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1268 dont il est propriétaire,

VU l'engagement daté du 23 février 2021 de M. TARI et Mme OSSOLIERES, portant sur la cession à l'euro symbolique de deux emprises de 53 m² et 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°2079 dont ils sont propriétaires,

VU l'engagement daté du 23 février 2021 de M. VAINGUER et Mme SCHIANO DE COLELLA, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 9 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1269 dont ils sont propriétaires,

VU le procès-verbal d'assemblée générale de l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers du 3 février 2023 dans lequel l'A.S.L. consent la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 45 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1271 dont elle est propriétaire,

VU le plan de cessions n°1914214 établi par le cabinet OPSIA, Géomètre-Expert, matérialisant les emprises à acquérir par la Métropole T.P.M.,

VU le document d'arpentage n°9028K, vérifié et numéroté le 20/07/2023, créant la parcelle cadastrée section AK n°3218 d'une superficie de 45 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1271 appartenant à l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers,

VU le document d'arpentage n°9027P, vérifié et numéroté le 20/07/2023, créant la parcelle cadastrée section AK n°3216 d'une superficie de 7 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1270 appartenant à M. et Mme GUIOL,

VU le document d'arpentage n°8790L, vérifié et numéroté le 01/06/2021, créant la parcelle cadastrée section AK n°3119 d'une superficie de 13 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1268 appartenant à M. NICOLAS,

VU le document d'arpentage n°8791G, vérifié et numéroté le 01/06/2021, créant la parcelle cadastrée section AK n°3121 d'une superficie de 8 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1269 appartenant à M. VAINGUER et Mme SCHIANO DE COLELLA,

VU le document d'arpentage n°8770Z, vérifié et numéroté le 23/12/2020, créant les parcelles cadastrées section AK n°3104 d'une superficie de 53 m² et n°3105 d'une superficie de 4 m², issues de la division de la parcelle cadastrée section AK n°2079 appartenant à M. TARI et Mme OSSOLIERES,

VU le document d'arpentage n°8814K, vérifié et numéroté le 30/09/2021, créant la parcelle cadastrée section AK n°3146 d'une superficie de 4 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°2080 appartenant à Mme ALARY,

CONSIDÉRANT que, la valeur vénale de chaque emprise à acquérir étant inférieure aux seuils réglementaires en vigueur, les présentes acquisitions ne sont pas soumises à la consultation préalable du service du Domaine, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes,

CONSIDÉRANT que la voie communale n°224 dite chemin des Lentisques à La Seyne-sur-Mer est un ancien chemin charretier intégré dans la voirie publique communale par délibération du conseil municipal de La Seyne-sur-Mer du 12 décembre 1962, prise en application de l'ordonnance n°59-115 du 07 janvier 1959,

CONSIDÉRANT que les limites physiques actuelles de cette voie ne correspondent pas avec ses limites cadastrales,

CONSIDÉRANT qu'une régularisation foncière des lieux est nécessaire pour que la Métropole Toulon Provence Méditerranée soit régulièrement titrée sur la totalité du chemin existant,

CONSIDÉRANT que, dès lors que les transferts de propriété de la voirie communale au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée seront actés, cette dernière s'engage à rétrocéder aux riverains ...

CONSIDÉRANT qu'il convient dès lors d'accepter l'acquisition, au prix d'un euro symbolique, des parcelles en nature de voirie cadastrées section AK n°3218 auprès de l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers, n°3216 auprès de M. et Mme GUIOL, n°3146 auprès de Mme ALARY, n°3104 et 3105 auprès de M. TARI et de Mme OSSOLIERES, n°3121 auprès de M. VAINGUER et de Mme SCHIANO DE COLELLA, et n°3119 auprès de M. NICOLAS, afin de procéder à la régularisation foncière de la voie communale n°224 dite chemin des Lentisques,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACQUÉRIR les parcelles cadastrées section AK n°3218 (45 m²) auprès de l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers, n°3216 (7 m²) auprès de M. et Mme GUIOL, n°3146 (4 m²) auprès de Mme ALARY, n°3104 (53 m²) et 3105 (4 m²) auprès de M. TARI et de Mme OSSOLIERES, n°3121 (8 m²) auprès de M. VAINGUER et de Mme SCHIANO DE COLELLA, et n°3119 (13 m²) auprès de M. NICOLAS, sises chemin des Lentisques, chacune au prix d'un euro symbolique.

ARTICLE 2

DE SIGNER l'acte d'acquisition à intervenir, ainsi que tous les documents annexes éventuellement nécessaires,

ARTICLE 3

DE DIRE que les parcelles acquises seront classées dans le domaine public routier métropolitain conformément à l'article L.141-3 du code de la voirie routière,

ARTICLE 4

DE DESIGNER l'Office notarial SCP Sabine SORIN, Valérie GHISOLFO et Laure MAGNAN, Notaires Associés sis 21 avenue du Dr Mazen à La Seyne-sur-Mer, aux fins de rédaction des actes authentiques de vente.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits seront inscrits au Budget Principal 2024, Opération n°60401.

SYNTHÈSE

La voie communale n°224 dite chemin des Lentisques à LSM est un ancien chemin charretier intégré dans la voirie publique communale par délibération du conseil municipal de La Seyne-sur-Mer du 12/12/1962, prise en application de l'ordonnance n°59-115 du 07/01/1959.

Cependant, ses limites physiques actuelles ne correspondent plus avec ses limites cadastrales, rendant juridiquement impossible tous travaux de réfection de la chaussée. Une régularisation foncière préalable est alors nécessaire.

La Métropole TPM étant aujourd'hui compétente en matière de voirie, il convient d'acquérir l'ensemble des emprises nécessaires à cette régularisation et de signer les actes notariés correspondants, ainsi que tous actes nécessaires s'y afférant.

... »

Ceci exposé, il peut être passé à l'acte de vente objet des présentes :

VENTE

Le VENDEUR en s'obligeant aux garanties ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles suivantes, vend à l'ACQUEREUR, qui accepte, les biens ci-après désignés.

DESIGNATION DES BIENS

Sur la commune de **LA SEYNE SUR MER (83500)**, 695, chemin de Chateaubanne, 16 Lotissement du Val d'Artaud,
Un terrain.

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
AK	3119	VIGNELONGUE	0	00	13
Contenance Totale :			0ha 00a 13ca		

Un plan cadastral matérialisant l'assiette foncière, desdits biens est ci-annexée.

Tel que cet immeuble existe, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Ci-après dénommé le « BIEN ».

Étant ici précisé que le notaire soussigné a établi la désignation qui précède, tant d'après les anciens titres de propriété que d'après les énonciations de toutes les parties, avec la précision qu'aucune réserve n'a été faite sur cette désignation.

L'ACQUEREUR déclare dispenser le VENDEUR ainsi que le notaire soussigné de faire plus ample désignation de l'immeuble et de ses éventuels éléments d'équipements.

DIVISION CADASTRALE

Il est ici précisé que la parcelle cadastrée section AK numéro 3119 provient de la division de la parcelle antérieurement cadastrée section AK numéro 1268 .

Anciennes références cadastrales					Références cadastrales actuelles				
Section	Numéro	Contenance ha a ca			Section	Numéro	Contenance ha a ca		
AK	1268	00	05	55	AK	3118	00	05	42
					AK	31119	00	00	13

Le document d'arpentage a été établi par **Le Cabinet François HOSPITAL géomètre expert à LA VALETTE DU VAR (Var)** sous le numéro **8790 L** en date du 1^{er} juin 2021.

Les parties requièrent le notaire soussigné de le déposer au service de la publicité foncière compétent avec un extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre et dont une copie est ci-annexée, ainsi qu'avec la copie authentique des présentes destinée à être publiée.

Le BIEN dont il s'agit figure pour une contenance d'après mesurage de 13 m² en un plan dressé le 15 juillet 2021, par OPSIA MEDITERRANEE Géomètre-Expert à LA VALETTE DU VAR, dont la copie demeure ci-annexée.

DESTINATION ET USAGE DU BIEN

Le VENDEUR déclare que le BIEN est actuellement à usage de terrain.

L'ACQUEREUR déclare vouloir destiner le BIEN à usage de voirie.

NATURE ET QUOTITE

NATURE ET QUOTITE DES DROITS VENDUS

Le BIEN est vendu par Monsieur Olivier NICOLAS à concurrence de la totalité en pleine propriété.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS ACQUIS

Le BIEN est acquis par METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE à concurrence de la totalité en pleine propriété.

EFFET RELATIF

- Acquisition aux termes d'un acte reçu par Maître Michel PEROL, notaire à TOULON (83000), le 7 novembre 2011 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON, le 8 décembre 2011, volume 2011 P numéro 2662.

- Partage aux termes d'un acte reçu par Maître Johan ROPION, notaire à TOULON (83000), le 11 août 2020 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON, le 2 septembre 2020, volume 2020 P numéro 8641.

CHARGES ET CONDITIONS

La présente vente a lieu sous diverses charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, qui pour celles ne donnant lieu ni à publicité ni à taxation, seront développées à la suite de la partie normalisée du présent acte.

PROPRIETE JOUISSANCE

L'ACQUEREUR est propriétaire du BIEN vendu à compter de ce jour.

Il en aura la jouissance à compter de ce jour par la prise de possession réelle et effective, le BIEN étant libre de toute location ou occupation, ainsi que le VENDEUR le déclare.

PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

PRIX

La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix symbolique de UN EURO (1,00 €), non recouvrable.

PAIEMENT DU PRIX

Précision étant ici faite que compte tenu du prix de vente fixé à l'euro symbolique, les parties conviennent qu'aucun paiement ne sera effectué par la comptabilité du notaire soussigné

DESISTEMENT DE DROIT D'HYPOTHEQUE LEGALE SPECIALE ET ACTION RESOLUTOIRE

Par suite du paiement ci-dessus effectué, le VENDEUR se désiste de tous droits d'hypothèque légale spéciale de vendeur et action résolutoire même en ce qui concerne les charges pouvant résulter du présent contrat, et pour quelque cause que ce soit.

DECLARATIONS FISCALES

DECLARATION SUR LES PLUS-VALUES

Pour satisfaire aux dispositions légales sur les plus-values immobilières visées aux articles 150 U et suivants du Code général des impôts et 74 SJ de l'annexe II dudit code, Monsieur Olivier NICOLAS déclare :

- qu'il a son domicile à l'adresse indiquée ci-dessus et qu'il dépend pour sa déclaration de revenus du service des impôts de : LA SEYNE SUR MER 6 allée de Paris ;

- que le BIEN vendu sis à LA SEYNE SUR MER (83500), 695 , chemin de Chateaubanne, 16 Lotissement du Val d'Artaud lui appartient ainsi qu'il est indiqué au paragraphe "EFFET RELATIF",

*qu'il avait alors une valeur totale de QUATRE CENT MILLE EUROS (400 000,00 €) le 7 novembre 2011.

Il est ici précisé que le prix ou la valeur déclarée du bien, lors de la précédente mutation, tel qu'indiqué dans le paragraphe "Effet Relatif", concernait d'autres biens en sus du bien, objet des présentes.

*qu'il avait alors une valeur totale de TROIS CENT QUATRE-VINGT MILLE EUROS (380 000,00 €) le 11 août 2020.

Il est ici précisé que le prix ou la valeur déclarée du bien, lors de la précédente mutation, tel qu'indiqué dans le paragraphe "Effet Relatif", concernait d'autres biens en sus du bien, objet des présentes.

- que la vente constitue l'opération visée à l'article 150 U, II-6° du Code général

des impôts dont le prix de cession, s'appréciant en tenant compte de la valeur en pleine propriété de l'immeuble ou de la partie d'immeuble vendu, est inférieur ou égal à QUINZE MILLE EUROS (15 000 €).

En conséquence la plus-value résultant de la présente vente est exonérée de toute imposition. Aucune déclaration de plus-value ne devra être déposée à l'occasion de la publication ou de l'enregistrement de l'acte conformément à l'article 150 VG, III du Code général des impôts.

IMPOT SUR LA MUTATION

La présente vente est exonérée de toute perception au profit de la Direction générale des finances publiques en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

Pour les frais et émoluments des présentes et de leurs suites, le BIEN est estimé à **NEUF CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (975,00 €)**.

LIQUIDATION DES DROITS

La présente mutation ne donne lieu à aucune perception au profit de la direction générale des finances publiques, en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

PUBLICITE FONCIERE

Une copie authentique des présentes sera soumise par les soins du notaire soussigné à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière auprès du Service de la publicité foncière de TOULON, conformément aux prescriptions du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 et aux textes subséquents, et ce, aux frais de l'ACQUEREUR.

Si le BIEN est grevé d'une inscription, transcription, publication ou autres empêchements, le VENDEUR sera tenu d'en rapporter à ses frais les mainlevées et de justifier de l'exécution de la radiation de ces inscriptions, dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile ci-dessus élu.

L'ACQUEREUR sera au surplus indemnisé de tous frais extraordinaires de purge.

MENTION DE CLOTURE

Le notaire soussigné atteste que la partie normalisée contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication et à l'assiette des droits.

FIN DE PARTIE NORMALISÉE

PARTIE DÉVELOPPÉE

OBSERVATIONS PREALABLES

PROTECTION DE L'ACQUEREUR IMMOBILIER

Le présent acte portant sur un terrain nu, les dispositions protectrices de l'ACQUEREUR immobilier prévues par l'article L.271-1 du Code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables aux présentes.

PROJET D'ACTE

Les parties reconnaissent avoir reçu préalablement à ce jour un projet du présent acte et déclarent avoir reçu toutes explications utiles.

DECLARATIONS

EN CE QUI CONCERNE LES PARTIES A L'ACTE

DECLARATIONS SUR LA CAPACITE

CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES

Les parties aux présentes attestent par elles-mêmes ou leurs représentants le cas échéant, qu'il n'existe de leur chef aucun empêchement ou obstacle ni aucune restriction d'ordre légal, contractuel ou judiciaire, à la réalisation de la vente objet du présent acte.

Elles déclarent notamment :

- qu'elles ne sont ni placées sous un régime de protection légale des majeurs, ni frappées d'aucune interdiction légale, et qu'aucune procédure susceptible de restreindre leur capacité civile n'est en cours, sauf, le cas échéant, ce qui a été spécifié aux présentes ;
- qu'elles n'ont pas été associées dans une société mise en liquidation judiciaire ou redressement suivant jugement publié depuis moins de cinq ans et dans laquelle elles étaient tenues indéfiniment et solidairement du passif social ou seulement conjointement ;
- qu'elles ne font pas et n'ont jamais fait l'objet de poursuites pouvant aboutir à la confiscation de leurs biens ;
- qu'elles ne font pas et ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un dispositif de traitement des situations de surendettement des particuliers prévu au Code de la consommation et qu'elles ne sont pas et n'ont jamais été en état de faillite personnelle ;
- qu'elles ne font et n'ont jamais fait l'objet d'une procédure collective : sauvegarde d'entreprise, liquidation des biens, règlement judiciaire, redressement judiciaire cessation de paiement ou autres ;
- que préalablement à la conclusion des présentes, elles avaient échangé toutes les informations qu'elles connaissaient et qui pouvaient avoir une importance déterminante sur leur décision respective de contracter, et ce, qu'il existe ou non entre elles un lien particulier de confiance, conformément à l'article 1112-1 du Code civil ;
- qu'elles étaient également tenues de se renseigner elles-mêmes sur toutes les informations aisément accessibles ;
- qu'elles ont une parfaite connaissance que tout manquement à cette obligation est susceptible d'engager la responsabilité de la partie contrevenante.

CONCERNANT LES PERSONNES MORALES

L'ACQUEREUR déclare avoir visité le BIEN et avoir pu s'entourer de tous sachants afin d'en apprécier l'état, la consistance, l'environnement et le voisinage et ne pas avoir connaissance d'une précédente vente ou d'un précédent avant-contrat en cours d'exécution.

Le VENDEUR déclare :

- que le BIEN est libre de tout obstacle légal, contractuel ou administratif ;
- n'avoir cédé ou concédé aucun droit de propriété, ni régularisé aucun autre avant-contrat en cours d'exécution.

CONSULTATION DU B.O.D.A.C.C.

Le notaire soussigné déclare avoir consulté le Bulletin Officiel Des Annonces Civiles et Commerciales pour toutes les parties à l'acte.

EN CE QUI CONCERNE LE BIEN

URBANISME

L'ACQUEREUR dispense expressément le notaire rédacteur des présentes à lui remettre une note de renseignement d'urbanisme sans recours contre quiconque.

Note de renseignements d'urbanisme

Une note de renseignements d'urbanisme, délivrée le ++++ sous le numéro CU 083 126 ++++++,

Il en résulte notamment ce qui suit :

« ...

+++++++,

.. »

Certificat de non-péril

Un certificat de non-péril, délivré le 18 juin 2024.

Il en résulte notamment ce qui suit :

« qu'aucune procédure de mise en sécurité concernant cette propriété n'est en cours actuellement ».

Certificat d'alignement

Un certificat d'alignement, délivré le 14 juin 2024.

Il en résulte notamment que :

LE BIEN n'est pas frappé de servitude d'alignement.

Certificat de numérotage

Un certificat de numérotage, délivré le 24 juin 2024.

Il en résulte notamment ce que :

LE BIEN porte l'adresse suivante : Lotissement le Val d'Artaud Lot 16, 695 chemin de Chateaubanne (VC 120).

Assainissement

Une attestation délivrée par VEOLIA, le 10 juin 2024.

Il en résulte notamment ce qui suit : « cette propriété est raccordable au réseau public d'eaux usées par l'intermédiaire d'un réseau privé d'eaux usées. »

Les parties reconnaissent avoir reçu toutes les informations nécessaires à la bonne compréhension du contenu desdits documents et en avoir parfaitement saisi la portée.

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Le BIEN étant situé dans le champ d'application du droit de préemption urbain, son aliénation donnait ouverture au droit de préemption institué par les articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

En conséquence la déclaration d'intention d'aliéner a été notifiée au titulaire du droit de préemption par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire du droit de préemption n'ayant pas fait connaître sa décision dans le délai légal, ce silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption.

La vente peut donc être réalisée au prix indiqué sur la déclaration d'intention d'aliéner.

Une copie de la déclaration d'intention d'aliéner ainsi que le récépissé de dépôt en date du 10 juin 2024 sont ci-annexées.

DROIT DE PREEMPTION DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE

Il résulte des énonciations des documents d'urbanisme dont les copies sont ci-annexées que le BIEN n'est pas situé dans une zone de préemption d'un espace naturel sensible instituée par les articles L. 215-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Par suite, son aliénation ne donne pas ouverture au droit de préemption.

DROIT DE PREEMPTION SAFER

La présente mutation n'est pas soumise au droit de préemption de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER), institué par l'article L. 143-1 du Code rural et de la pêche maritime.

En effet, le BIEN objet des présentes est situé en dehors de la zone où cet organisme dispose d'un tel droit.

Conformément à l'article R. 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime, les parties reconnaissent que le notaire soussigné :

- leur a rappelé les dispositions des articles R. 141-2-1 à R. 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime, relative aux conditions de transmission des informations nécessaires à l'exercice des missions de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural ;
- et que ces dispositions ont bien été observées.

SITUATION LOCATIVE

Le VENDEUR déclare que le BIEN objet des présentes est vendu libre de toute occupation ou location.

SITUATION HYPOTHECAIRE

Le VENDEUR déclare :

- que le BIEN ne fait actuellement l'objet d'aucune procédure d'expropriation ;
- qu'il n'existe de son chef aucune inscription d'hypothèque, privilège, transcription, publication ou autres charges grevant le BIEN.

Ainsi qu'il résulte d'un état hypothécaire hors formalité délivré le 10 juin 2024 et prorogé en date du +++++.

Une copie dudit état est ci-annexée.

DIAGNOSTICS TECHNIQUES

DIAGNOSTICS TECHNIQUES RELATIFS A L'ETAT DU BIEN

Etat des risques

La commune du BIEN objet des présentes est située :

- dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques prescrit dans les conditions définies à l'article R. 515-40 du Code de l'environnement, ou d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou des risques miniers prescrit dans les conditions définies à l'article R. 562-2 du Code de l'environnement ;
- dans une des zones de sismicité 2,3,4 ou 5 mentionnées au I de l'article R. 563-4 et énumérées par l'article D. 563-8-1 du Code de l'environnement ;
- dans une des zones à potentiel radon définies à l'article R. 1333-29 du code de la santé publique, énumérées par l'arrêté mentionné à l'article L. 1333-22 du même code ;

Conformément à l'article R 125-25 II du Code de l'environnement, l'ACQUEREUR reconnaît que le VENDEUR lui a bien remis à l'occasion de la

première visite du BIEN l'état des risques.

Cet état des risques datant de moins de six mois, a été établi à partir des informations mises à disposition par le préfet du département de situation du BIEN.

Une copie de cet état accompagnée des copies des extraits de documents et de dossiers, permettant la localisation du BIEN objet des présentes au regard des risques encourus, est ci-annexée.

Il en résulte :

Concernant les risques naturels :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels.

Concernant les risques miniers :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers.

Concernant les risques technologiques :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques.

Concernant les risques sismiques :

- que le BIEN est situé dans une commune soumise à risque sismique, classée en zone 2 (aléa faible) conformément aux dispositions de l'article R. 563-4 du Code de l'environnement.

Concernant le radon :

Le BIEN est situé dans une commune définie par l'arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français comme à potentiel radon significatif, classée en zone 3 conformément aux dispositions de l'article R. 1333-29 du Code de la santé publique.

Concernant le recul du trait de côte

- que le BIEN n'est pas situé dans une zone susceptible d'être atteinte par le recul du trait de côte.

Information concernant les sinistres

En outre, le VENDEUR déclare qu'à sa connaissance, ledit BIEN n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles, miniers ou technologiques, ce qui est confirmé par l'état des risques ci-annexé.

Etat relatif aux nuisances sonores aériennes

Le VENDEUR déclare que le BIEN, objet des présentes, n'entre pas dans le champ d'application de l'article L. 112-11 du Code de l'urbanisme.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens et droits immobiliers objet des présentes appartiennent au VENDEUR par suite :

I – ACQUISITION PAR LES EPOUX NICOLAS

Acquisition qu'il en a fait avec Madame Gaëlle TUFFERY avec qui il était marié, sous le régime légal de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de LE PRADET (83220), le 20 août 2004 ; ci-après nommée, de la propriété de plus grande importance cadastrée section AK numéro 1268 dont est issue la parcelle objet des présentes, de :

Monsieur Richard Luc BERTHIER, retraité et Madame Catherine Arlette COUTANCIN, sans profession, son épouse, demeurant ensemble à LA SEYNE SUR MER (Var), Quartier Vignelongue, 16 Lotissement le Val d'Artaud.

Nés savoir :

Monsieur à MOSTANEM (Algérie), le 5 juin 1947.

Madame à TOURS (37000), le 24 juillet 1951.

Tous deux de nationalité Française.

Mariés sous le régime légal de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de SAINT AVERTIN (37550), le 2 août 1980, ledit régime n'ayant subi aucune modification contractuelle ou judiciaire postérieure ainsi déclaré.

Suivant acte reçu par Maître Michel PEROL, notaire à TOULON (Var), 119 boulevard Grignan.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix total de QUATRE CENT MILLE EUROS (400 000,00 €)

Cette somme a été payée comptant et quittancée dans l'acte.

Audit acte LE VENDEUR a déclaré qu'il n'était frappé d'aucune mesure restreignant son pouvoir de disposer librement du BIEN vendu.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au bureau des hypothèques de TOULON 1 le 8 décembre 2011, volume 2011 P, numéro 12662.

II- PARTAGE ENTRE LES EPOUX NICOLAS

Pour lui avoir été attribués aux termes d'un acte reçu par Maître Johan ROPION, notaire à TOULON (83000), le 11 août 2020.

Entre Monsieur Olivier NICOLAS susnommé et

Madame Gaëlle TUFFERY, agent de la Poste, divorcée de Monsieur Olivier NICOLAS, demeurant ensemble à LA SEYNE SUR MER (Var), 16 Lotissement du Val d'Artaud, née à PARIS (75012), le 21 novembre 1974.

Audit acte il a été fait les déclarations d'usage concernant l'état civil et la capacité des parties.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON 1, le 2 septembre 2020, volume 2020 P numéro 8641.

L'état sur formalités requis suite à cette publication n'a fait apparaître aucune inscription quelconque.

Ledit acte contenant le partage des biens entre les époux NICOLAS, à charge par Monsieur Olivier NICOLAS de verser une soulte d'un montant de QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE HUIT CENTS EUROS (94 800,00 €), quittancée à l'acte.

ORIGINE ANTERIEURE

Antérieurement, ledit BIEN appartenait à Monsieur et Madame BERTHIER susnommés par suite de l'acquisition faite de :

1°) Madame Nicole, Marie, Michelle ROLLAND, enseignante, veuve non remariée de Monsieur Henri, Jean, Edouard ROQUE, demeurant lors à LA SEYNE SUR MER (Var), Quartier Vignelongue, 16 Lotissement le Val d'Artaud ;

Née à CROZON (29160), le 22 décembre 1947.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

2°) Monsieur Sylvain, Yann ROQUE, militaire, célibataire majeur, demeurant lors à LA SEYNE SUR MER (Var), Quartier Vignelongue, 16 Lotissement le Val d'Artaud.

Né à TOULON (Var), le 17 octobre 1971.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

3°) Mademoiselle Emmanuelle, Carole ROQUE, assistante d'agent d'assurance, célibataire majeure, demeurant lors à LA SEYNE SUR MER (Var), Quartier Vignelongue, 16 Lotissement le Val d'Artaud.

Née à MONTEREAU-FAUT-YONNE (77130), le 27 mars 1975.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Ladite vente ayant lieu moyennant le prix principal de DEUX CENT TREIZE MILLE QUATRE CENT VINGT-HUIT EUROS ET SOIXANTE-DEUX CENTIMES (213 428,62 €) payé et quittancé dans l'acte.

Le bien était grevé d'une inscription de privilège de prêteur de deniers prise au profit de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL. Ladite inscription ayant été régulièrement radiée depuis.

Suivant acte reçu par Maître MONTOLIVO-MARSEILLE, notaire à SANARY SUR MER (Var), le 30 octobre 2000.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au bureau des hypothèques de TOULON 1^{er} bureau, le 7 décembre 2000, volume 2000 P, numéro 12478.

ORIGINE PLUS ANTERIEURE

Plus antérieurement le bien objet des présentes appartenait aux Consorts ROQUE, ci-dessus nommés par suite de :

I – Originellement ledit bien dépendant de la communauté existant entre les époux ROQUE, ci-après nommée / ROLLAND, ci-dessus nommée, savoir :

- les constructions, pour les avoir fait édifier sans conférer aucun privilège d'entrepreneur ou d'architecte,

- et le terrain, par suite de l'acquisition qu'ils en avaient faite, au cours de la communauté et pour le compte de cette communauté, de :

La Société en nom collectif RICCI ET CIE, ayant pour nom commercial « REALISATION IMMOBILIERE », au capital de vingt mille francs, dont le siège social est à SANARY SUR MER, 1 rue Lauzet Ainé, immatriculée au RCS de TOULON sous le numéro B 313 552 804.

Aux termes d'un acte reçu par Maître Robert MANCY, notaire à TOULON, le 19 janvier 1982.

Cette acquisition avait eu lieu moyennant le prix de DEUX CENTE QUATRE VINGT DOUZE MILLE FRANCS, payé comptant et quittancé en l'acte, tant au moyen de deniers personnels qu'au moyen de deniers provenant d'un prêt consenti par la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DU VAR.

Une expédition de cet acte a été publiée au premier bureau des hypothèques de TOULON, le 12 février 1982, volume 5122 numéro 6.

II – DECES DE Monsieur ROQUE

Monsieur Henri Jean Edouard ROQUE, en son vivant chef de travaux, demeurant à LA SEYNE SUR MER, 16 Lotissement du Val d'Artaud, né à ALGER, le 18 juillet 1946, est décédé à VIC-FEZENAC (Gers), le 10 août 1990, époux de Madame Nicole Marie Michelle ROLLAND, susnommée, avec laquelle il était marié sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts, faute de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de NANGIS, le 8 juillet 1970.

Usufruitière légale du quart des biens composant sa succession en vertu de l'article 767 du Code Civil.

Et comme seuls héritiers à réserve et de droit, ensemble entre eux pour le tout soit divisément chacun pour moitié, deux enfants issus de son union avec ladite dame ROLLAND :

- Monsieur Sylvain Yann ROQUE

- Mademoiselle Emmanuelle Carole ROQUE

Tous deux susnommés.

Mademoiselle Emmanuelle ROQUE, alors mineure sous l'administration légale sous contrôle judiciaire de sa mère.

Ainsi que ces faits et qualités ont été constatés dans un acte de notoriété dressé après ce décès par Maître Robert MANCY, notaire susnommé, le 16 mai 1991, dont une expédition a été publiée au premier bureau des hypothèques de TOULON, le 7 juin 1991, volume 1991 P, numéro 5190.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE

ETAT ET CONSISTANCE DU BIEN

L'ACQUEREUR prendra le BIEN objet des présentes dans son état au jour de l'entrée en jouissance, tel qu'il l'a vu et visité, sans pouvoir exercer aucun recours ni répétition contre le VENDEUR pour quelque cause que ce soit et notamment en raison des fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous le BIEN et de tous éboulements qui pourraient en résulter par la suite, la nature du sol et du sous-sol n'étant pas garantie.

De même le VENDEUR ne sera tenu à aucune garantie en ce qui concerne, soit le défaut d'alignement, soit l'état des biens et les vices de toute nature, apparents ou cachés, insectes, parasites ou végétaux parasites dont ils peuvent être affectés.

Toutefois, afin de respecter les dispositions de l'article 1626 du Code civil, le VENDEUR garantit l'ACQUEREUR contre tous risques d'évictions, à l'exception des éventuelles charges déclarées aux présentes.

Par ailleurs, l'exonération de garantie des vices cachés, telle que stipulée ci-dessus, ne s'appliquera pas dans les cas suivants :

- le VENDEUR a acquis, volontairement ou involontairement, la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, à moins que l'ACQUEREUR ait également cette qualité ;
- ou si l'ACQUEREUR prouve, dans les délais légaux, que le VENDEUR a dissimulé sciemment un ou plusieurs vices cachés qu'il connaissait.

SERVITUDES

L'ACQUEREUR supportera les servitudes passives, conventionnelles ou légales, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever le BIEN, sauf à s'en défendre et profiter de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls et sans recours contre le VENDEUR.

A cet égard le VENDEUR déclare qu'il n'a personnellement créé aucune servitude et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune à l'exception :

- de celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux ou de la loi ;
- et de celles ci-après relatées dans une note qui demeure ci-annexée.

OBLIGATION REELLE ENVIRONNEMENTALE - ABSENCE

Le VENDEUR déclare n'avoir conclu aucun contrat avec une collectivité publique, un établissement public ou une personne morale de droit privé agissant pour la protection de l'environnement et n'avoir créé aucune obligation réelle environnementale sur le BIEN.

ABSENCE DE REGIME FISCAL DE FAVEUR

Le VENDEUR déclare qu'il n'a bénéficié d'aucun régime fiscal de faveur pouvant être remis en cause dans le cadre de la présente opération, en ce qui concerne le bien vendu aux présentes.

IMPOTS ET TAXES

L'ACQUEREUR acquittera, à compter de l'entrée en jouissance, toutes les charges fiscales afférentes au BIEN.

Concernant les taxes foncières, le VENDEUR en conservera la charge pour l'entière année.

NEGOCIATION

Les parties déclarent être entrées en contact directement entre elles, sans l'intervention d'aucun intermédiaire mandaté à cet effet.

En cas de fausse déclaration à ce titre, l'éventuelle commission serait due par l'auteur de cette information inexacte.

FRAIS

L'ACQUEREUR paiera tous les frais, droits et émoluments du présent acte et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, conformément aux dispositions de l'article 1593 du Code civil.

CONCILIATION CONVENTIONNELLE NOTARIALE

En cas de litige entre les parties, l'une d'elles pourra, préalablement à toute instance judiciaire, soumettre leur différend à un conciliateur désigné et missionné par le Président de la Chambre des Notaires dont dépend le rédacteur de l'acte.

Le Président de la Chambre des Notaires sera saisi sans forme ni frais.

Cette clause ne s'appliquera pas aux litiges ayant pour cause la défaillance du débiteur ou l'exigibilité d'une créance.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs à tous clercs et employés de l'étude du notaire soussigné, avec faculté d'agir ensemble ou séparément à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs du présent acte, pour mettre celui-ci en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux et avec ceux d'état civil.

RENONCIATION A LA REVISION DU CONTRAT POUR IMPREVISION

Les parties reconnaissent être informées des dispositions de l'article 1195 du Code civil qui dispose :

« Si un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour une partie qui n'avait pas accepté d'en assumer le risque, celle-ci peut demander une renégociation du contrat à son cocontractant. Elle continue à exécuter ses obligations durant la renégociation.

En cas de refus ou d'échec de la renégociation, les parties peuvent convenir de la résolution du contrat, à la date et aux conditions qu'elles déterminent, ou demander d'un commun accord au juge de procéder à son adaptation. A défaut d'accord dans un délai raisonnable, le juge peut, à la demande d'une partie, réviser le contrat ou y mettre fin, à la date et aux conditions qu'il fixe. »

Les parties souhaitant expressément que le présent contrat ne puisse être remis en cause quel que soit le ou les événements qui pourrai(en)t intervenir et rendre son exécution excessivement onéreuse, déclarent expressément en assumer le risque et en conséquence, dans une telle circonstance, renoncer au bénéfice des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

DELIVRANCE DE LA COPIE AUTHENTIQUE

Dès que le présent acte sera revenu du service de la publicité foncière, le Notaire soussigné délivrera à l'ACQUEREUR la copie authentique du présent acte revêtue des mentions de publication. L'ACQUEREUR accepte que la copie authentique lui soit transmis sous format dématérialisé.

DEVOIR D'INFORMATION

Il résulte de l'article 1112-1 du Code civil ci-après littéralement rapporté :

« Celle des parties qui connaît une information dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'autre doit l'en informer dès lors que, légitimement, cette dernière ignore cette information ou fait confiance à son

cocontractant.

« Néanmoins, ce devoir d'information ne porte pas sur l'estimation de la valeur de la prestation.

« Ont une importance déterminante les informations qui ont un lien direct et nécessaire avec le contenu du contrat ou la qualité des parties.

« Il incombe à celui qui prétend qu'une information lui était due de prouver que l'autre partie la lui devait, à charge pour cette autre partie de prouver qu'elle l'a fournie.

« Les parties ne peuvent ni limiter, ni exclure ce devoir.

« Outre la responsabilité de celui qui en était tenu, le manquement à ce devoir d'information peut entraîner l'annulation du contrat dans les conditions prévues aux articles 1130 et suivants. »

Parfaitement informés de cette obligation par le notaire soussigné, le VENDEUR et l'ACQUEREUR déclarent, chacun en ce qui le concerne, ne connaître aucune information dont l'importance serait déterminante pour le consentement de l'autre et qui ne soit déjà relatée aux présentes.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure respective, tel qu'indiqué en tête des présentes

BASE PERVAL

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières, dénommée PERVAL, exploitée par Min.not et dont la diffusion a pour finalité de faciliter le suivi du marché et l'évaluation des biens immobiliers.

Ce traitement porte sur des données anonymes. L'inscription de la présente mutation dans cette base offre aux parties la possibilité de suivre l'évolution de la valeur de leur bien et aux professionnels du secteur de disposer d'informations fiables et mises à jour sur l'évolution du marché immobilier.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 26 et 27 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que d'un droit d'accès et de rectification auprès du correspondant informatique et libertés de Min.not.

Cette formalité donne droit à la perception par le notaire des émoluments prévus à l'article A. 444-171 du Code de commerce.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Electronique des Notaires, registre du PACS, ...),

- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des

statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les parties estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

TITRES, CORRESPONDANCES ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'ACQUEREUR qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, concernant le BIEN vendu et sera subrogé dans tous les droits du VENDEUR à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'ACQUEREUR devront s'effectuer à l'adresse indiquée en tête des présentes.

La correspondance auprès du VENDEUR s'effectuera à l'adresse indiquée en tête des présentes.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné, conformément aux articles 863 et 864 du Code général des impôts, des sanctions, édictées par le 5 du V de l'article 1754, aux articles 850, 1729 et 1837 dudit code et à l'article 1202 du Code civil, encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est contredit ni modifié par aucune contre-lettre contenant un changement au niveau du prix.

CERTIFICATION D'IDENTITE DES PARTIES

Le notaire soussigné atteste que l'identité complète des parties dénommées aux termes des présentes, telle qu'elle est indiquée à la suite de leurs noms et dénominations, lui a été régulièrement justifiée.

DONT ACTE

Sans renvoi.

Généré et visualisé sur support électronique en l'étude du notaire soussigné, les jours, mois et an indiqués aux présentes.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, puis le notaire soussigné a recueilli l'image de leur signature manuscrite et a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

**VENTE
GUIOL /
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (AK 3216)**

**A LA SEYNE SUR MER (83500), 265 avenue du Docteur Mazen, au siège
de l'Office Notarial,**

Maître Laure MAGNAN soussignée, notaire associée de la Société Civile Professionnelle dénommée "Sabine SORIN, Valérie GHISOLFO et Laure MAGNAN, Notaires Associés" titulaire d'un Office Notarial à LA SEYNE SUR MER (83500), 265 avenue du Docteur Mazen,

Et dont l'office notarial est immatriculé à la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires (CRPCEN) sous le numéro 83080,

A REÇU à la requête des parties ci-après identifiées, le présent acte authentique sur support électronique, contenant :

VENTE DE TERRAIN

PARTIE NORMALISÉE

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR

1 - Monsieur Jean-Claude Marcel Lucien **GUIOL**, retraité, et Madame Patricia Andrée Juliette **TORNATO**, retraitée fonction publique, demeurant ensemble à LA SEYNE SUR MER (83500), 18 Lotissement Le Val d'Artaud, 695 chemin de Chateaubanne,

Nés savoir :

- Monsieur **GUIOL** à LA SEYNE SUR MER (83500), le 7 mars 1951,
- Madame **TORNATO** à LA SEYNE SUR MER (83500), le 16 septembre 1954.

Mariés sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts à

défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de LA SEYNE SUR MER (83500), le 21 août 1976.

Ledit régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

Tous deux de nationalité française.

Ayant tous deux la qualité de « Résidents » au sens de la réglementation fiscale.

Propriétaires de la totalité en usufruit.

2 - Monsieur Ludovic Loïc Bernard **GUIOL**, assistant superviseur, demeurant à SIX-FOURS-LES-PLAGES (83140), Résidence les Marines d'Aryana, Immeuble le YAWL,

Né à TOULON (83000), le 10 août 1986.

Célibataire.

Non soumis à un pacs ou partenariat,

De nationalité française.

« Résident » au sens de la réglementation fiscale.

Propriétaire de la totalité en nue-propriété.

Ci-après dénommés le « VENDEUR ».

Agissant solidairement entre eux.

ACQUEREUR

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

Administration domiciliée à TOULON (83000), Hôtel de la Métropole - 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536, identifiée au SIREN sous le numéro 248300543.

Ci-après dénommée l' « ACQUEREUR ».

PRESENCE - REPRESENTATION

- Monsieur Jean-Claude **GUIOL** et Madame Patricia **TORNATO** sont ici présents.

- Monsieur Ludovic **GUIOL** est ici présent.

- LA **METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** créée aux termes d'un décret de Monsieur le Premier Ministre, numéro 2017-1758 du 26 décembre 2017, est représentée par Madame Valérie PAECHT, Directeur Général des Services de la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs dont une copie est ci-annexée, consentie par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, aux termes d'un arrêté n° AP 23/49 en date du 11 mai 2023 affiché à l'Hôtel de Métropole et notifié à Monsieur le Préfet du Var le même jour, complété par l'arrêté n° AP/24/3 en date du 7 février 2024, affiché à l'hôtel de la Métropole et notifié à Monsieur le Préfet du Var le même jour, dont copie est également ci-annexée. Le représentant de la Métropole déclare que lesdits arrêté n'ont fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif.

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, ayant agi en sa qualité de Président de la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/75 en date du 4 mai 2023.

Et spécialement autorisé à l'effet des présentes en vertu d'une décision du Président numéro +++++ en date du +++++ et affichée le +++++ dont copie demeure jointe et annexée aux présentes après mention.

Monsieur le Préfet du Var n'a exercé aucun recours contre cette décision dans le délai de deux mois prévus par l'article L 2131-6 du Code général des collectivités territoriales ainsi que Madame la représentante de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE le déclare.

Un extrait certifié conforme des décisions est demeuré ci-annexé après mention.

EXPOSE

Aux termes d'une décision du Président en date du +++++ numéro +++++, dont copie est demeurée ci-annexée, il a été prévu ce qui suit littéralement retranscrit :

«

ACQUISITION DES PARCELLES SISES A LA SEYNE-SUR-MER, CHEMIN DES LENTISQUES ET CADASTRÉES SECTION AK N°3104, 3105, 3119, 3121, 3146, 3216 ET 3218

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 04 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau de Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/075 du Conseil Métropolitain du 04 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière,

VU les articles L. 1311-9 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales imposant aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, de délibérer, sur les opérations concernées, au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'État,

VU l'emplacement réservé n°103 inscrit au plan local d'urbanisme applicable au territoire de la Ville de La Seyne-sur-Mer, ayant pour objet l'élargissement de la route de Janas à 12 mètres,

VU l'engagement daté du 19 juin 2023 de M. et Mme GUIOL, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 7 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1270 dont ils sont propriétaires,

VU l'engagement daté du 2 juin 2021 de Mme ALARY, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°2080 dont elle est propriétaire,

VU l'engagement daté du 26 mars 2021 de M. NICOLAS, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 15 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1268 dont il est propriétaire,

VU l'engagement daté du 23 février 2021 de M. TARI et Mme OSSOLIERES, portant sur la cession à l'euro symbolique de deux emprises de 53 m² et 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°2079 dont ils sont propriétaires,

VU l'engagement daté du 23 février 2021 de M. VAINGUER et Mme SCHIANO DE COLELLA, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 9 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1269 dont ils sont propriétaires,

VU le procès-verbal d'assemblée générale de l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers du 3 février 2023 dans lequel l'A.S.L. consent la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 45 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1271 dont elle est propriétaire,

VU le plan de cessions n°1914214 établi par le cabinet OPSIA, Géomètre-Expert, matérialisant les emprises à acquérir par la Métropole T.P.M.,

VU le document d'arpentage n°9028K, vérifié et numéroté le 20/07/2023, créant la parcelle cadastrée section AK n°3218 d'une superficie de 45 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1271 appartenant à l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers,

VU le document d'arpentage n°9027P, vérifié et numéroté le 20/07/2023, créant la parcelle cadastrée section AK n°3216 d'une superficie de 7 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1270 appartenant à M. et Mme GUIOL,

VU le document d'arpentage n°8790L, vérifié et numéroté le 01/06/2021, créant la parcelle cadastrée section AK n°3119 d'une superficie de 13 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1268 appartenant à M. NICOLAS,

VU le document d'arpentage n°8791G, vérifié et numéroté le 01/06/2021, créant la parcelle cadastrée section AK n°3121 d'une superficie de 8 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1269 appartenant à M. VAINGUER et Mme SCHIANO DE COLELLA,

VU le document d'arpentage n°8770Z, vérifié et numéroté le 23/12/2020, créant les parcelles cadastrées section AK n°3104 d'une superficie de 53 m² et n°3105 d'une superficie de

4 m², issues de la division de la parcelle cadastrée section AK n°2079 appartenant à M. TARI et Mme OSSOLIERES,

VU le document d'arpentage n°8814K, vérifié et numéroté le 30/09/2021, créant la parcelle cadastrée section AK n°3146 d'une superficie de 4 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°2080 appartenant à Mme ALARY,

CONSIDÉRANT que, la valeur vénale de chaque emprise à acquérir étant inférieure aux seuils réglementaires en vigueur, les présentes acquisitions ne sont pas soumises à la consultation préalable du service du Domaine, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes,

CONSIDÉRANT que la voie communale n°224 dite chemin des Lentisques à La Seyne-sur-Mer est un ancien chemin charretier intégré dans la voirie publique communale par délibération du conseil municipal de La Seyne-sur-Mer du 12 décembre 1962, prise en application de l'ordonnance n°59-115 du 07 janvier 1959,

CONSIDÉRANT que les limites physiques actuelles de cette voie ne correspondent pas avec ses limites cadastrales,

CONSIDÉRANT qu'une régularisation foncière des lieux est nécessaire pour que la Métropole Toulon Provence Méditerranée soit régulièrement titrée sur la totalité du chemin existant,

CONSIDÉRANT que, dès lors que les transferts de propriété de la voirie communale au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée seront actés, cette dernière s'engage à rétrocéder aux riverains ...

CONSIDÉRANT qu'il convient dès lors d'accepter l'acquisition, au prix d'un euro symbolique, des parcelles en nature de voirie cadastrées section AK n°3218 auprès de l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers, n°3216 auprès de M. et Mme GUIOL, n°3146 auprès de Mme ALARY, n°3104 et 3105 auprès de M. TARI et de Mme OSSOLIERES, n°3121 auprès de M. VAINGUER et de Mme SCHIANO DE COLELLA, et n°3119 auprès de M. NICOLAS, afin de procéder à la régularisation foncière de la voie communale n°224 dite chemin des Lentisques,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACQUÉRIR les parcelles cadastrées section AK n°3218 (45 m²) auprès de l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers, n°3216 (7 m²) auprès de M. et Mme GUIOL, n°3146 (4 m²) auprès de Mme ALARY, n°3104 (53 m²) et 3105 (4 m²) auprès de M. TARI et de Mme OSSOLIERES, n°3121 (8 m²) auprès de M. VAINGUER et de Mme SCHIANO DE COLELLA, et n°3119 (13 m²) auprès de M. NICOLAS, sises chemin des Lentisques, chacune au prix d'un euro symbolique.

ARTICLE 2

DE SIGNER l'acte d'acquisition à intervenir, ainsi que tous les documents annexes éventuellement nécessaires,

ARTICLE 3

DE DIRE que les parcelles acquises seront classées dans le domaine public routier métropolitain conformément à l'article L.141-3 du code de la voirie routière,

ARTICLE 4

DE DESIGNER l'Office notarial SCP Sabine SORIN, Valérie GHISOLFO et Laure MAGNAN, Notaires Associés sis 21 avenue du Dr Mazen à La Seyne-sur-Mer, aux fins de rédaction des actes authentiques de vente.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits seront inscrits au Budget Principal 2024, Opération n°60401.

SYNTHÈSE

La voie communale n°224 dite chemin des Lentisques à LSM est un ancien chemin charretier intégré dans la voirie publique communale par délibération du conseil municipal de La Seyne-sur-Mer du 12/12/1962, prise en application de l'ordonnance n°59-115 du 07/01/1959.

Cependant, ses limites physiques actuelles ne correspondent plus avec ses limites cadastrales, rendant juridiquement impossible tous travaux de réfection de la chaussée. Une régularisation foncière préalable est alors nécessaire.

La Métropole TPM étant aujourd'hui compétente en matière de voirie, il convient d'acquérir l'ensemble des emprises nécessaires à cette régularisation et de signer les actes notariés correspondants, ainsi que tous actes nécessaires s'y affèrent.

... »

Ceci exposé, il peut être passé à l'acte de vente objet des présentes :

VENTE

Le VENDEUR en s'obligeant aux garanties ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles suivantes, vend à l'ACQUEREUR, qui accepte, les biens ci-après désignés.

DESIGNATION DES BIENS

Sur la commune de **LA SEYNE SUR MER (83500)**, 695, chemin de Chateaubanne, 18 Lotissement Le Val d'Artaud (VC 120),
Un terrain.

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
AK	3216	VIGNELONGUE	0	00	07
Contenance Totale :			0ha 00a 07ca		

Un plan cadastral matérialisant l'assiette foncière, desdits biens est ci-annexée.

Tel que cet immeuble existe, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Ci-après dénommé le « BIEN ».

Étant ici précisé que le notaire soussigné a établi la désignation qui précède, tant d'après les anciens titres de propriété que d'après les énonciations de toutes les parties, avec la précision qu'aucune réserve n'a été faite sur cette désignation.

L'ACQUEREUR déclare dispenser le VENDEUR ainsi que le notaire soussigné de faire plus ample désignation de l'immeuble et de ses éventuels éléments d'équipements.

DIVISION CADASTRALE

Il est ici précisé que la parcelle cadastrée section AK numéro 3216 provient de la division de la parcelle antérieurement cadastrée section AK numéro 1270 .

Anciennes références cadastrales					Références cadastrales actuelles				
Section	Numéro	Contenance ha a ca			Section	Numéro	Contenance ha a ca		
AK	1270	00	03	93	AK	3215	00	03	86
					AK	3216	00	00	07

Le document d'arpentage a été établi par **Le Cabinet François HOSPITAL géomètre expert à LA VALETTE DU VAR (Var)** sous le numéro **9027 P** en date du 20 juillet 2023.

Les parties requièrent le notaire soussigné de le déposer au service de la publicité foncière compétent avec un extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre et dont une copie est ci-annexée, ainsi qu'avec la copie authentique des présentes destinée à être publiée.

Le BIEN dont il s'agit figure pour une contenance d'après mesurage de 7 m² en un plan dressé le 15 juillet 2021, par OPSIA MEDITERRANNEE Géomètre-Expert à LA VALETTE DU VAR, dont la copie demeure ci-annexée.

DESTINATION ET USAGE DU BIEN

Le VENDEUR déclare que le BIEN est actuellement à usage de terrain.

L'ACQUEREUR déclare vouloir destiner le BIEN à usage de voirie.

NATURE ET QUOTITE

NATURE ET QUOTITE DES DROITS VENDUS

Le BIEN est vendu :

- par Monsieur Jean-Claude GUIOL et Madame Patricia TORNATO à concurrence de la totalité en usufruit.
- par Monsieur Ludovic GUIOL à concurrence de la totalité en nue-proprieété.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS ACQUIS

Le BIEN est acquis par la société METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE à concurrence de la totalité en pleine propriété.

EFFET RELATIF

Concernant les époux GUIOL :

- Acquisition aux termes d'un acte reçu par Maître MANCY, notaire à TOULON (83000), le 16 septembre 1981 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON, le 13 novembre 1981, volume 4983 numéro 5.

Concernant Monsieur Ludovic GUIOL :

- Donation de la pleine propriété aux termes d'un acte reçu par Maître Christophe ROCHIER, notaire à LA SEYNE SUR MER (83500), le 21 juin 2004 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON, le , volume numéro .

CHARGES ET CONDITIONS

La présente vente a lieu sous diverses charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, qui pour celles ne donnant lieu ni à publicité ni à taxation, seront développées à la suite de la partie normalisée du présent acte.

PROPRIETE JOUISSANCE

L'ACQUEREUR est propriétaire du BIEN vendu à compter de ce jour.

Il en aura la jouissance à compter de ce jour par la prise de possession réelle et effective, le BIEN étant libre de toute location ou occupation, ainsi que le VENDEUR le déclare.

PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

PRIX

La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix symbolique de UN EURO (1,00 €), non recouvrable.

PAIEMENT DU PRIX

Précision étant ici faite que compte tenu du prix de vente fixé à l'euro symbolique, les parties conviennent qu'aucun paiement ne sera effectué par la comptabilité du notaire soussigné

DESISTEMENT DE DROIT D'HYPOTHEQUE LEGALE SPECIALE ET ACTION RESOLUTOIRE

Par suite du paiement ci-dessus effectué, le VENDEUR se désiste de tous droits d'hypothèque légale spéciale de vendeur et action résolutoire même en ce qui concerne les charges pouvant résulter du présent contrat, et pour quelque cause que ce soit.

DECLARATIONS FISCALES

DECLARATION SUR LES PLUS-VALUES

Pour satisfaire aux dispositions légales sur les plus-values immobilières visées aux articles 150 U et suivants du Code général des impôts et 74 SJ de l'annexe II dudit code,

° Monsieur Jean-Claude GUIOL et Madame Patricia TORNATO déclarent :

- qu'ils ont leur domicile à l'adresse indiquée ci-dessus et qu'ils dépendent pour leur déclaration de revenus du service des impôts de : LA SEYNE SUR MER (Var) 76 allée de Paris ;

- que le BIEN vendu sis à LA SEYNE SUR MER (83500), 695 , chemin de Chateaubanne, 18 Lotissement Le Val d'Artaud (VC 120) leur appartient ainsi qu'il est indiqué au paragraphe "EFFET RELATIF" pour l'avoir acquis d'une propriété de plus grande superficie, pour un montant total de 194 500 francs, soit une contre valeur à VINGT-NEUF MILLE SIX CENT CINQUANTE ET UN EUROS ET TRENTE-TROIS CENTIMES (29 651,33 €).

Il est ici précisé que le prix ou la valeur déclarée du bien, lors de la précédente mutation, tel qu'indiqué dans le paragraphe "Effet Relatif", concernait d'autres biens en sus du bien, objet des présentes.

La vente constitue l'opération visée à l'article 150 U, II-6° du Code général des impôts dont le prix de cession, s'appréciant au regard de la valeur en pleine propriété de la quote-part de chacun des époux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble vendu, est inférieur ou égal à QUINZE MILLE EUROS (15 000 €).

En conséquence et conformément au BOI-RFPI-PVI-10-40-70, la plus-value résultant de la présente vente est exonérée de toute imposition. Aucune déclaration de plus-value ne devra être déposée à l'occasion de la publication ou de l'enregistrement de l'acte conformément à l'article 150 VG, III du Code général des impôts.

° Monsieur Ludovic GUIOL déclare :

- qu'il a son domicile à l'adresse indiquée ci-dessus et qu'il dépend pour sa déclaration de revenus du service des impôts de : LA SEYNE SUR MER (Var) 76 allée de Paris ;

- que le BIEN vendu sis à LA SEYNE SUR MER (83500), 695 , chemin de Chateaubanne, 18 Lotissement Le Val d'Artaud (VC 120) lui appartient ainsi qu'il est indiqué au paragraphe "EFFET RELATIF" et qu'il avait alors une valeur totale de TROIS CENT MILLE EUROS (300 000,00 €), cette valeur déclarée du bien concernait d'autres biens en sus du bien objet des présentes.

- que la vente constitue l'opération visée à l'article 150 U, II-6° du Code général des impôts dont le prix de cession, s'appréciant en tenant compte de la valeur en pleine propriété de l'immeuble ou de la partie d'immeuble vendu, est inférieur ou égal à QUINZE MILLE EUROS (15 000 €).

En conséquence la plus-value résultant de la présente vente est exonérée de toute imposition. Aucune déclaration de plus-value ne devra être déposée à l'occasion de la publication ou de l'enregistrement de l'acte conformément à l'article 150 VG, III du Code général des impôts.

IMPOT SUR LA MUTATION

La présente vente est exonérée de toute perception au profit de la Direction générale des finances publiques en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

Pour les frais et émoluments des présentes et de leurs suites, le BIEN est estimé à **CINQ CENT VINGT-CINQ EUROS (525,00 €)**.

LIQUIDATION DES DROITS

La présente mutation ne donne lieu à aucune perception au profit de la direction générale des finances publiques, en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

PUBLICITE FONCIERE

Une copie authentique des présentes sera soumise par les soins du notaire soussigné à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière auprès du Service de la publicité foncière de TOULON, conformément aux prescriptions du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 et aux textes subséquents, et ce, aux frais de l'ACQUEREUR.

Si le BIEN est grevé d'une inscription, transcription, publication ou autres empêchements, le VENDEUR sera tenu d'en rapporter à ses frais les mainlevées et de justifier de l'exécution de la radiation de ces inscriptions, dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile ci-dessus élu.

L'ACQUEREUR sera au surplus indemnisé de tous frais extraordinaires de purge.

MENTION DE CLOTURE

Le notaire soussigné atteste que la partie normalisée contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication et à l'assiette des droits.

FIN DE PARTIE NORMALISÉE

PARTIE DÉVELOPPÉE

OBSERVATIONS PREALABLES

PROTECTION DE L'ACQUEREUR IMMOBILIER

Le présent acte portant sur un terrain nu, les dispositions protectrices de l'ACQUEREUR immobilier prévues par l'article L.271-1 du Code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables aux présentes.

PROJET D'ACTE

Les parties reconnaissent avoir reçu préalablement à ce jour un projet du présent acte et déclarent avoir reçu toutes explications utiles.

DECLARATIONS

EN CE QUI CONCERNE LES PARTIES A L'ACTE

DECLARATIONS SUR LA CAPACITE

CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES

Les parties aux présentes attestent par elles-mêmes ou leurs représentants le cas échéant, qu'il n'existe de leur chef aucun empêchement ou obstacle ni aucune restriction d'ordre légal, contractuel ou judiciaire, à la réalisation de la vente objet du présent acte.

Elles déclarent notamment :

- qu'elles ne sont ni placées sous un régime de protection légale des majeurs, ni frappées d'aucune interdiction légale, et qu'aucune procédure susceptible de restreindre leur capacité civile n'est en cours, sauf, le cas échéant, ce qui a été spécifié aux présentes ;

- qu'elles n'ont pas été associées dans une société mise en liquidation judiciaire ou redressement suivant jugement publié depuis moins de cinq ans et dans laquelle elles étaient tenues indéfiniment et solidairement du passif social ou seulement conjointement ;

- qu'elles ne font pas et n'ont jamais fait l'objet de poursuites pouvant aboutir à la confiscation de leurs biens ;

- qu'elles ne font pas et ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un dispositif de traitement des situations de surendettement des particuliers prévu au Code de la consommation et qu'elles ne sont pas et n'ont jamais été en état de faillite personnelle ;

- qu'elles ne font et n'ont jamais fait l'objet d'une procédure collective : sauvegarde d'entreprise, liquidation des biens, règlement judiciaire, redressement judiciaire cessation de paiement ou autres ;

- que préalablement à la conclusion des présentes, elles avaient échangé toutes les informations qu'elles connaissaient et qui pouvaient avoir une importance déterminante sur leur décision respective de contracter, et ce, qu'il existe ou non entre elles un lien particulier de confiance, conformément à l'article 1112-1 du Code civil ;

- qu'elles étaient également tenues de se renseigner elles-mêmes sur toutes les informations aisément accessibles ;

- qu'elles ont une parfaite connaissance que tout manquement à cette obligation est susceptible d'engager la responsabilité de la partie contrevenante.

CONCERNANT LES PERSONNES MORALES

L'ACQUEREUR déclare avoir visité le BIEN et avoir pu s'entourer de tous sachants afin d'en apprécier l'état, la consistance, l'environnement et le voisinage et ne pas avoir connaissance d'une précédente vente ou d'un précédent avant-contrat en cours d'exécution.

Le VENDEUR déclare :

- que le BIEN est libre de tout obstacle légal, contractuel ou administratif ;
 - n'avoir cédé ou concédé aucun droit de propriété, ni régularisé aucun autre avant-contrat en cours d'exécution.

CONSULTATION DU B.O.D.A.C.C.

Le notaire soussigné déclare avoir consulté le Bulletin Officiel Des Annonces Civiles et Commerciales pour toutes les parties à l'acte.

EN CE QUI CONCERNE LE BIEN

URBANISME

L'ACQUEREUR dispense expressément le notaire rédacteur des présentes à lui remettre une note de renseignement d'urbanisme sans recours contre quiconque.

Note de renseignements d'urbanisme

Une note de renseignements d'urbanisme, délivrée le ++++ sous le numéro CU 083 126 +++++.

Il en résulte notamment ce qui suit :

« ...

+++++.

.. »

Certificat de non-péril

Un certificat de non-péril, délivré le 18 juin 2024.

Il en résulte notamment ce qui suit :

« qu'aucune procédure de mise en sécurité concernant cette propriété n'est en cours actuellement ».

Certificat d'alignement

Un certificat d'alignement, délivré le 13 juin 2024.

Il en résulte notamment que :

LE BIEN n'est pas frappé de servitude d'alignement.

Certificat de numérotage

Un certificat de numérotage, délivré le 24 juin 2024.

Il en résulte notamment ce que :

LE BIEN porte l'adresse suivante : Lotissement le Val d'Artaud Lot 18, 695 chemin de Chateaubanne (VC 120).

Assainissement

Une attestation délivrée par VEOLIA, le 10 juin 2024.

Il en résulte notamment ce qui suit : « cette propriété est raccordable au réseau public d'eaux usées par l'intermédiaire d'un réseau privé d'eaux usées. »

Les parties reconnaissent avoir reçu toutes les informations nécessaires à la bonne compréhension du contenu desdits documents et en avoir parfaitement saisi la portée.

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Le BIEN étant situé dans le champ d'application du droit de préemption urbain, son aliénation donnait ouverture au droit de préemption institué par les articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

En conséquence la déclaration d'intention d'aliéner a été notifiée au titulaire du droit de préemption par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire du droit de préemption n'ayant pas fait connaître sa décision dans le délai légal, ce silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption.

La vente peut donc être réalisée au prix indiqué sur la déclaration d'intention d'aliéner.

Une copie de la déclaration d'intention d'aliéner ainsi que le récépissé de dépôt en date du 7 juin 2024 sont ci-annexées.

DROIT DE PREEMPTION DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE

Il résulte des énonciations des documents d'urbanisme dont les copies sont ci-annexées que le BIEN n'est pas situé dans une zone de préemption d'un espace naturel sensible instituée par les articles L. 215-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Par suite, son aliénation ne donne pas ouverture au droit de préemption.

DROIT DE PREEMPTION SAFER

La présente mutation n'est pas soumise au droit de préemption de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER), institué par l'article L. 143-1 du Code rural et de la pêche maritime.

En effet, le BIEN objet des présentes est situé en dehors de la zone où cet organisme dispose d'un tel droit.

Conformément à l'article R. 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime, les parties reconnaissent que le notaire soussigné :

- leur a rappelé les dispositions des articles R. 141-2-1 à R. 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime, relative aux conditions de transmission des informations nécessaires à l'exercice des missions de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural ;
- et que ces dispositions ont bien été observées.

SITUATION LOCATIVE

Le VENDEUR déclare que le BIEN objet des présentes est vendu libre de toute occupation ou location.

SITUATION HYPOTHECAIRE

Le VENDEUR déclare :

- que le BIEN ne fait actuellement l'objet d'aucune procédure d'expropriation ;
- qu'il n'existe de son chef aucune inscription d'hypothèque, privilège, transcription, publication ou autres charges grevant le BIEN.

Ainsi qu'il résulte d'un état hypothécaire hors formalité délivré le 7 juin 2024 et prorogé en date du +++++.

Une copie dudit état est ci-annexée.

DIAGNOSTICS TECHNIQUES

DIAGNOSTICS TECHNIQUES RELATIFS A L'ETAT DU BIEN

Etat des risques

La commune du BIEN objet des présentes est située :

- dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques prescrit dans les conditions définies à l'article R. 515-40 du Code de l'environnement, ou d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou des risques miniers prescrit dans les conditions définies à l'article R. 562-2 du Code de l'environnement ;
- dans une des zones de sismicité 2,3,4 ou 5 mentionnées au I de l'article R. 563-4 et énumérées par l'article D. 563-8-1 du Code de l'environnement ;
- dans une des zones à potentiel radon définies à l'article R. 1333-29 du code de la santé publique, énumérées par l'arrêté mentionné à l'article L. 1333-22 du même code ;

Conformément à l'article R 125-25 II du Code de l'environnement, l'ACQUEREUR reconnaît que le VENDEUR lui a bien remis l'état des risques.

Cet état des risques datant de moins de six mois, a été établi à partir des informations mises à disposition par le préfet du département de situation du BIEN.

Une copie de cet état accompagnée des copies des extraits de documents et de dossiers, permettant la localisation du BIEN objet des présentes au regard des risques encourus, est ci-annexée.

Il en résulte :

Concernant les risques naturels :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels.

Concernant les risques miniers :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers.

Concernant les risques technologiques :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques.

Concernant les risques sismiques :

- que le BIEN est situé dans une commune soumise à risque sismique, classée en zone 2 (aléa faible) conformément aux dispositions de l'article R. 563-4 du Code de l'environnement.

Concernant le radon :

Le BIEN est situé dans une commune définie par l'arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français comme à potentiel radon significatif, classée en zone 3 conformément aux dispositions de l'article R. 1333-29 du Code de la santé publique.

Concernant le recul du trait de côte

- que le BIEN n'est pas situé dans une zone susceptible d'être atteinte par le recul du trait de côte.

Information concernant les sinistres

En outre, le VENDEUR déclare qu'à sa connaissance, ledit BIEN n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles, miniers ou technologiques, ce qui est confirmé par l'état des risques ci-annexé.

Etat relatif aux nuisances sonores aériennes

Le VENDEUR déclare que le BIEN, objet des présentes, n'entre pas dans le champ d'application de l'article L. 112-11 du Code de l'urbanisme.

ORIGINE DE PROPRIETE

Concernant les époux GUIOL :

Les biens et droits immobiliers objet des présentes appartiennent au VENDEUR par suite de l'acquisition qu'il en a fait de la propriété cadastrée section AK numéro 1270 dont est issue la parcelle objet des présentes, de :

La Société en nom collectif RICCI ET CIE, ayant pour nom commercial « REALISATION IMMOBILIERE, au capital de de vingt mille francs, dont le siège social est à SANARY SUR MER, 1 rue Lauzet Ainé, immatriculée au RCS de TOULON sous le numéro B 313 552 804.

Aux termes d'un acte reçu par Maître Robert MANCY, notaire à TOULON, le 16 septembre 1981.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE CINQ CENTS EUROS (194 500,00 €), payé comptant et

quittancé en l'acte, tant au moyen de deniers personnels qu'au moyen de deniers provenant d'un prêt consenti par la CAISSE D'EPARGNE DE TOULON

Une expédition de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON, le 13 novembre 1981, volume 4983 numéro 5.

Concernant Monsieur Ludovic GUIOL :

Les biens et droits immobiliers objet des présentes appartiennent pour la nue-propriété à Monsieur Ludovic GUIOL, par suite de la donation en avancement de part successorale que lui a consenti, ses parents, les époux GUIOL, susnommés vendeurs aux présentes.

Aux termes d'un acte reçu par Maître Christophe ROCHIER, notaire à LA SEYNE SUR MER (83500), le 21 juin 2004.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON, le , volume numéro .

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE

ETAT ET CONSISTANCE DU BIEN

L'ACQUEREUR prendra le BIEN objet des présentes dans son état au jour de l'entrée en jouissance, tel qu'il l'a vu et visité, sans pouvoir exercer aucun recours ni répétition contre le VENDEUR pour quelque cause que ce soit et notamment en raison des fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous le BIEN et de tous éboulements qui pourraient en résulter par la suite, la nature du sol et du sous-sol n'étant pas garantie.

De même le VENDEUR ne sera tenu à aucune garantie en ce qui concerne, soit le défaut d'alignement, soit l'état des biens et les vices de toute nature, apparents ou cachés, insectes, parasites ou végétaux parasites dont ils peuvent être affectés.

Toutefois, afin de respecter les dispositions de l'article 1626 du Code civil, le VENDEUR garantit l'ACQUEREUR contre tous risques d'évictions, à l'exception des éventuelles charges déclarées aux présentes.

Par ailleurs, l'exonération de garantie des vices cachés, telle que stipulée ci-dessus, ne s'appliquera pas dans les cas suivants :

- le VENDEUR a acquis, volontairement ou involontairement, la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, à moins que l'ACQUEREUR ait également cette qualité ;
- ou si l'ACQUEREUR prouve, dans les délais légaux, que le VENDEUR a dissimulé sciemment un ou plusieurs vices cachés qu'il connaissait.

SERVITUDES

L'ACQUEREUR supportera les servitudes passives, conventionnelles ou légales, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever le BIEN, sauf à s'en défendre et profiter de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls et sans recours contre le VENDEUR.

A cet égard le VENDEUR déclare qu'il n'a personnellement créé aucune servitude et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune à l'exception de celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux ou de la loi.

OBLIGATION REELLE ENVIRONNEMENTALE - ABSENCE

Le VENDEUR déclare n'avoir conclu aucun contrat avec une collectivité publique, un établissement public ou une personne morale de droit privé agissant pour la protection de l'environnement et n'avoir créé aucune obligation réelle environnementale sur le BIEN.

ABSENCE DE REGIME FISCAL DE FAVEUR

Le VENDEUR déclare qu'il n'a bénéficié d'aucun régime fiscal de faveur pouvant être remis en cause dans le cadre de la présente opération, en ce qui concerne

le bien vendu aux présentes.

IMPOTS ET TAXES

L'ACQUEREUR acquittera, à compter de l'entrée en jouissance, toutes les charges fiscales afférentes au BIEN.

Concernant les taxes foncières, le VENDEUR en conservera la charge pour l'entière année.

NEGOCIATION

Les parties déclarent être entrées en contact directement entre elles, sans l'intervention d'aucun intermédiaire mandaté à cet effet.

En cas de fausse déclaration à ce titre, l'éventuelle commission serait due par l'auteur de cette information inexacte.

FRAIS

L'ACQUEREUR paiera tous les frais, droits et émoluments du présent acte et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, conformément aux dispositions de l'article 1593 du Code civil.

CONCILIATION CONVENTIONNELLE NOTARIALE

En cas de litige entre les parties, l'une d'elles pourra, préalablement à toute instance judiciaire, soumettre leur différend à un conciliateur désigné et missionné par le Président de la Chambre des Notaires dont dépend le rédacteur de l'acte.

Le Président de la Chambre des Notaires sera saisi sans forme ni frais.

Cette clause ne s'appliquera pas aux litiges ayant pour cause la défaillance du débiteur ou l'exigibilité d'une créance.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs à tous clercs et employés de l'étude du notaire soussigné, avec faculté d'agir ensemble ou séparément à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs du présent acte, pour mettre celui-ci en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux et avec ceux d'état civil.

RENONCIATION A LA REVISION DU CONTRAT POUR IMPREVISION

Les parties reconnaissent être informées des dispositions de l'article 1195 du Code civil qui dispose :

« Si un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour une partie qui n'avait pas accepté d'en assumer le risque, celle-ci peut demander une renégociation du contrat à son cocontractant. Elle continue à exécuter ses obligations durant la renégociation.

En cas de refus ou d'échec de la renégociation, les parties peuvent convenir de la résolution du contrat, à la date et aux conditions qu'elles déterminent, ou demander d'un commun accord au juge de procéder à son adaptation. A défaut d'accord dans un délai raisonnable, le juge peut, à la demande d'une partie, réviser le contrat ou y mettre fin, à la date et aux conditions qu'il fixe. »

Les parties souhaitant expressément que le présent contrat ne puisse être remis en cause quel que soit le ou les événements qui pourrai(en)t intervenir et rendre son exécution excessivement onéreuse, déclarent expressément en assumer le risque et en conséquence, dans une telle circonstance, renoncer au bénéfice des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

DELIVRANCE DE LA COPIE AUTHENTIQUE

Dès que le présent acte sera revenu du service de la publicité foncière, le Notaire soussigné délivrera à l'ACQUEREUR la copie authentique du présent acte revêtue des

mentions de publication. L'ACQUEREUR accepte que la copie authentique lui soit transmis sous format dématérialisé.

DEVOIR D'INFORMATION

Il résulte de l'article 1112-1 du Code civil ci-après littéralement rapporté :

« Celle des parties qui connaît une information dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'autre doit l'en informer dès lors que, légitimement, cette dernière ignore cette information ou fait confiance à son cocontractant.

« Néanmoins, ce devoir d'information ne porte pas sur l'estimation de la valeur de la prestation.

« Ont une importance déterminante les informations qui ont un lien direct et nécessaire avec le contenu du contrat ou la qualité des parties.

« Il incombe à celui qui prétend qu'une information lui était due de prouver que l'autre partie la lui devait, à charge pour cette autre partie de prouver qu'elle l'a fournie.

« Les parties ne peuvent ni limiter, ni exclure ce devoir.

« Outre la responsabilité de celui qui en était tenu, le manquement à ce devoir d'information peut entraîner l'annulation du contrat dans les conditions prévues aux articles 1130 et suivants. »

Parfaitement informés de cette obligation par le notaire soussigné, le VENDEUR et l'ACQUEREUR déclarent, chacun en ce qui le concerne, ne connaître aucune information dont l'importance serait déterminante pour le consentement de l'autre et qui ne soit déjà relatée aux présentes.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure respective, tel qu'indiqué en tête des présentes

BASE PERVAL

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières, dénommée PERVAL, exploitée par Min.not et dont la diffusion a pour finalité de faciliter le suivi du marché et l'évaluation des biens immobiliers.

Ce traitement porte sur des données anonymes. L'inscription de la présente mutation dans cette base offre aux parties la possibilité de suivre l'évolution de la valeur de leur bien et aux professionnels du secteur de disposer d'informations fiables et mises à jour sur l'évolution du marché immobilier.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 26 et 27 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que d'un droit d'accès et de rectification auprès du correspondant informatique et libertés de Min.not.

Cette formalité donne droit à la perception par le notaire des émoluments prévus à l'article A. 444-171 du Code de commerce.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances

notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, ...),

- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les parties estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

TITRES, CORRESPONDANCES ET RENVOI DES PIÈCES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'ACQUEREUR qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, concernant le BIEN vendu et sera subrogé dans tous les droits du VENDEUR à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'ACQUEREUR devront s'effectuer à l'adresse indiquée en tête des présentes.

La correspondance auprès du VENDEUR s'effectuera à l'adresse indiquée en tête des présentes.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné, conformément aux articles 863 et 864 du Code général des impôts, des sanctions, édictées par le 5 du V de l'article 1754, aux articles 850, 1729 et 1837 dudit code et à l'article 1202 du Code civil, encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est contredit ni modifié par aucune contre-lettre contenant un changement au niveau du

prix.

CERTIFICATION D'IDENTITE DES PARTIES

Le notaire soussigné atteste que l'identité complète des parties dénommées aux termes des présentes, telle qu'elle est indiquée à la suite de leurs noms et dénominations, lui a été régulièrement justifiée.

DONT ACTE

Sans renvoi.

Généré et visualisé sur support électronique en l'étude du notaire soussigné, les jours, mois et an indiqués aux présentes.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, puis le notaire soussigné a recueilli l'image de leur signature manuscrite et a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

**VENTE
TARI - OSSOLIERES /
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (AK 3104 - 3105)**

**A LA SEYNE SUR MER (83500), 265 avenue du Docteur Mazen, au siège
de l'Office Notarial,**

Maître Laure MAGNAN soussignée, notaire associée de la Société Civile Professionnelle dénommée "Sabine SORIN, Valérie GHISOLFO et Laure MAGNAN, Notaires Associés" titulaire d'un Office Notarial à LA SEYNE SUR MER (83500), 265 avenue du Docteur Mazen,

Et dont l'office notarial est immatriculé à la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires (CRPCEN) sous le numéro 83080,

A REÇU à la requête des parties ci-après identifiées, le présent acte authentique sur support électronique, contenant :

VENTE DE TERRAIN

PARTIE NORMALISÉE

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR

1 - Monsieur Pierre-Jean Georges **TARI**, , demeurant à LA SEYNE SUR MER (83500), 695, chemin de Chateaubanne, chemin des Lentisques, 3 Lotissement du Va d'Artaud,

Né à ORAN (ALGERIE), le 9 septembre 1947.

Célibataire.

Non soumis à un pacs ou partenariat,

De nationalité française.

« Résident » au sens de la réglementation fiscale.

2 - Madame Sandrine Isabelle Geneviève **OSSOLIERES**, , demeurant à LA SEYNE SUR MER (83500), 695, chemin de Chateaubanne, chemin des Lentisques, 3 Lotissement du Va d'Artaud,

Née à MAZINGARBE (62670), le 2 mai 1958.

Célibataire.

Non soumise à un pacs ou partenariat,

De nationalité française.

« Résidente » au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommés le « VENDEUR ».

Agissant solidairement entre eux.

ACQUEREUR

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,
Administration domiciliée à TOULON (83000), Hôtel de la Métropole - 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536, identifiée au SIREN sous le numéro 248300543.

Ci-après dénommée l' « ACQUEREUR ».

PRESENCE - REPRESENTATION

- Monsieur Pierre-Jean **TARI** est ici présent.

- Madame Sandrine **OSSOLIERES** est ici présente.

- LA **METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** créée aux termes d'un décret de Monsieur le Premier Ministre, numéro 2017-1758 du 26 décembre 2017, est représentée par Madame Valérie PAECHT, Directeur Général des Services de la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs dont une copie est ci-annexée, consentie par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, aux termes d'un arrêté n° AP 23/49 en date du 11 mai 2023 affiché à l'Hôtel de Métropole et notifié à Monsieur le Préfet du Var le même jour, complété par l'arrêté n° AP/24/3 en date du 7 février 2024, affiché à l'hôtel de la Métropole et notifié à Monsieur le Préfet du Var le même jour, dont copie est également ci-annexée. Le représentant de la Métropole déclare que lesdits arrêté n'ont fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif.

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, ayant agi en sa qualité de Président de la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/75 en date du 4 mai 2023.

Et spécialement autorisé à l'effet des présentes en vertu d'une décision du Président numéro +++++ en date du +++++ et affichée le +++++ dont copie demeure jointe et annexée aux présentes après mention.

Monsieur le Préfet du Var n'a exercé aucun recours contre cette décision dans le délai de deux mois prévus par l'article L 2131-6 du Code général des collectivités territoriales ainsi que Madame la représentante de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE le déclare.

Un extrait certifié conforme des décisions est demeuré ci-annexé après mention.

EXPOSE

Aux termes d'une décision du Président en date du +++++ numéro +++++, dont copie est demeurée ci-annexée, il a été prévu ce qui suit littéralement retranscrit :

«

ACQUISITION DES PARCELLES SISES A LA SEYNE-SUR-MER, CHEMIN DES LENTISQUES ET CADASTRÉES SECTION AK N°3104, 3105, 3119, 3121, 3146, 3216 ET 3218

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
 VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole
 Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 04 mai 2023 portant
 délégations au Président et au Bureau de Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/075 du Conseil Métropolitain du 04 mai 2023 portant
 élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière,

VU les articles L. 1311-9 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales
 imposant aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, de
 délibérer, sur les opérations concernées, au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'État,

VU l'emplacement réservé n°103 inscrit au plan local d'urbanisme applicable au
 territoire de la Ville de La Seyne-sur-Mer, ayant pour objet l'élargissement de la route de Janas
 à 12 mètres,

VU l'engagement daté du 19 juin 2023 de M. et Mme GUIOL, portant sur la cession à
 l'euro symbolique d'une emprise de 7 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1270
 dont ils sont propriétaires,

VU l'engagement daté du 2 juin 2021 de Mme ALARY, portant sur la cession à l'euro
 symbolique d'une emprise de 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°2080 dont
 elle est propriétaire,

VU l'engagement daté du 26 mars 2021 de M. NICOLAS, portant sur la cession à l'euro
 symbolique d'une emprise de 15 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1268 dont
 il est propriétaire,

VU l'engagement daté du 23 février 2021 de M. TARI et Mme OSSOLIERES, portant
 sur la cession à l'euro symbolique de deux emprises de 53 m² et 4 m² à détacher de la parcelle
 cadastrée section AK n°2079 dont ils sont propriétaires,

VU l'engagement daté du 23 février 2021 de M. VAINGUER et Mme SCHIANO DE
 COLELLA, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 9 m² à détacher de la
 parcelle cadastrée section AK n°1269 dont ils sont propriétaires,

VU le procès-verbal d'assemblée générale de l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers
 du 3 février 2023 dans lequel l'A.S.L. consent la cession à l'euro symbolique d'une emprise de
 45 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1271 dont elle est propriétaire,

VU le plan de cessions n°1914214 établi par le cabinet OPSIA, Géomètre-Expert,
 matérialisant les emprises à acquérir par la Métropole T.P.M.,

VU le document d'arpentage n°9028K, vérifié et numéroté le 20/07/2023, créant la
 parcelle cadastrée section AK n°3218 d'une superficie de 45 m², issue de la division de la
 parcelle cadastrée section AK n°1271 appartenant à l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers,

VU le document d'arpentage n°9027P, vérifié et numéroté le 20/07/2023, créant la
 parcelle cadastrée section AK n°3216 d'une superficie de 7 m², issue de la division de la parcelle
 cadastrée section AK n°1270 appartenant à M. et Mme GUIOL,

VU le document d'arpentage n°8790L, vérifié et numéroté le 01/06/2021, créant la
 parcelle cadastrée section AK n°3119 d'une superficie de 13 m², issue de la division de la
 parcelle cadastrée section AK n°1268 appartenant à M. NICOLAS,

VU le document d'arpentage n°8791G, vérifié et numéroté le 01/06/2021, créant la
 parcelle cadastrée section AK n°3121 d'une superficie de 8 m², issue de la division de la parcelle
 cadastrée section AK n°1269 appartenant à M. VAINGUER et Mme SCHIANO DE COLELLA,

VU le document d'arpentage n°8770Z, vérifié et numéroté le 23/12/2020, créant les
 parcelles cadastrées section AK n°3104 d'une superficie de 53 m² et n°3105 d'une superficie de
 4 m², issues de la division de la parcelle cadastrée section AK n°2079 appartenant à M. TARI et
 Mme OSSOLIERES,

VU le document d'arpentage n°8814K, vérifié et numéroté le 30/09/2021, créant la
 parcelle cadastrée section AK n°3146 d'une superficie de 4 m², issue de la division de la parcelle
 cadastrée section AK n°2080 appartenant à Mme ALARY,

CONSIDÉRANT que, la valeur vénale de chaque emprise à acquérir étant inférieure
 aux seuils réglementaires en vigueur, les présentes acquisitions ne sont pas soumises à la
 consultation préalable du service du Domaine, conformément à l'arrêté ministériel du 5
 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières
 poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes,

CONSIDÉRANT que la voie communale n°224 dite chemin des Lentisques à La Seyne-sur-Mer est un ancien chemin charretier intégré dans la voirie publique communale par délibération du conseil municipal de La Seyne-sur-Mer du 12 décembre 1962, prise en application de l'ordonnance n°59-115 du 07 janvier 1959,

CONSIDÉRANT que les limites physiques actuelles de cette voie ne correspondent pas avec ses limites cadastrales,

CONSIDÉRANT qu'une régularisation foncière des lieux est nécessaire pour que la Métropole Toulon Provence Méditerranée soit régulièrement titrée sur la totalité du chemin existant,

CONSIDÉRANT que, dès lors que les transferts de propriété de la voirie communale au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée seront actés, cette dernière s'engage à rétrocéder aux riverains ...

CONSIDÉRANT qu'il convient dès lors d'accepter l'acquisition, au prix d'un euro symbolique, des parcelles en nature de voirie cadastrées section AK n°3218 auprès de l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers, n°3216 auprès de M. et Mme GUIOL, n°3146 auprès de Mme ALARY, n°3104 et 3105 auprès de M. TARI et de Mme OSSOLIERES, n°3121 auprès de M. VAINGUER et de Mme SCHIANO DE COLELLA, et n°3119 auprès de M. NICOLAS, afin de procéder à la régularisation foncière de la voie communale n°224 dite chemin des Lentisques,

DE C I D E

ARTICLE 1

D'ACQUÉRIR les parcelles cadastrées section AK n°3218 (45 m²) auprès de l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers, n°3216 (7 m²) auprès de M. et Mme GUIOL, n°3146 (4 m²) auprès de Mme ALARY, n°3104 (53 m²) et 3105 (4 m²) auprès de M. TARI et de Mme OSSOLIERES, n°3121 (8 m²) auprès de M. VAINGUER et de Mme SCHIANO DE COLELLA, et n°3119 (13 m²) auprès de M. NICOLAS, sises chemin des Lentisques, chacune au prix d'un euro symbolique.

ARTICLE 2

DE SIGNER l'acte d'acquisition à intervenir, ainsi que tous les documents annexes éventuellement nécessaires,

ARTICLE 3

DE DIRE que les parcelles acquises seront classées dans le domaine public routier métropolitain conformément à l'article L.141-3 du code de la voirie routière,

ARTICLE 4

DE DESIGNER l'Office notarial SCP Sabine SORIN, Valérie GHISOLFO et Laure MAGNAN, Notaires Associés sis 21 avenue du Dr Mazen à La Seyne-sur-Mer, aux fins de rédaction des actes authentiques de vente.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits seront inscrits au Budget Principal 2024, Opération n°60401.

SYNTHÈSE

La voie communale n°224 dite chemin des Lentisques à LSM est un ancien chemin charretier intégré dans la voirie publique communale par délibération du conseil municipal de La Seyne-sur-Mer du 12/12/1962, prise en application de l'ordonnance n°59-115 du 07/01/1959.

Cependant, ses limites physiques actuelles ne correspondent plus avec ses limites cadastrales, rendant juridiquement impossible tous travaux de réfection de la chaussée. Une régularisation foncière préalable est alors nécessaire.

La Métropole TPM étant aujourd'hui compétente en matière de voirie, il convient d'acquérir l'ensemble des emprises nécessaires à cette régularisation et de signer les actes notariés correspondants, ainsi que tous actes nécessaires s'y affèrent.

... »

Ceci exposé, il peut être passé à l'acte de vente objet des présentes :

VENTE

Le VENDEUR en s'obligeant aux garanties ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles suivantes, vend à l'ACQUEREUR, qui accepte, les biens ci-après désignés.

DESIGNATION DES BIENS

Sur la commune de **LA SEYNE SUR MER (83500)**, 695, chemin de Chateaubanne, chemin des Lentisques, Lotissement du Val d'Artaud Lot 3,

Un terrain.

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
AK	3104	9000 CC 224 DIT DES LENTISQUES	0	00	53
AK	3105	9000 CC 224 DIT DES LENTISQUES	0	00	04
Contenance Totale :			0ha 00a 57ca		

Un plan cadastral matérialisant l'assiette foncière, desdits biens est ci-annexée.

Tel que cet immeuble existe, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Ci-après dénommé le « BIEN ».

Étant ici précisé que le notaire soussigné a établi la désignation qui précède, tant d'après les anciens titres de propriété que d'après les énonciations de toutes les parties, avec la précision qu'aucune réserve n'a été faite sur cette désignation.

L'ACQUEREUR déclare dispenser le VENDEUR ainsi que le notaire soussigné de faire plus ample désignation de l'immeuble et de ses éventuels éléments d'équipements.

DIVISION CADASTRALE

Il est ici précisé que les parcelles cadastrées section AK numéro 3104 et section AK numéro 3105 proviennent de la division de la parcelle antérieurement cadastrée section AK numéro 2079 .

Anciennes références cadastrales					Références cadastrales actuelles				
Section	Numéro	Contenance ha a ca			Section	Numéro	Contenance ha a ca		
AK	2079	00	09	70	AK	3103	00	09	13
					AK	3104	00	00	53
					AK	3105	00	00	04

Le document d'arpentage a été établi par **Le Cabinet François HOSPITAL géomètre expert à LA VALETTE DU VAR (Var)** sous le numéro **8770 Z** en date du 23 décembre 2020.

Les parties requièrent le notaire soussigné de le déposer au service de la publicité foncière compétent avec un extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre et dont une copie est ci-annexée, ainsi qu'avec la copie authentique des présentes destinée à être publiée.

Le BIEN dont il s'agit figure pour une contenance d'après mesurage de 57 m² en un plan dressé le 15 juillet 2021, par OPSIA MEDITERRANNEE Géomètre-Expert à LA VALETTE DU VAR, dont la copie demeure ci-annexée.

DESTINATION ET USAGE DU BIEN

Le VENDEUR déclare que le BIEN est actuellement à usage de terrain.

L'ACQUEREUR déclare vouloir destiner le BIEN à usage de voirie.

NATURE ET QUOTITE

NATURE ET QUOTITE DES DROITS VENDUS

Le BIEN est vendu :

- par Monsieur Pierre-Jean TARI à concurrence de % en pleine propriété.
- par Madame Sandrine OSSOLIERES à concurrence de % en pleine propriété.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS ACQUIS

Le BIEN est acquis par METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE à concurrence de la totalité en pleine propriété.

EFFET RELATIF

Acquisition aux termes d'un acte reçu par Maître PELLETIER, notaire à LA SEYNE SUR MER (83500), le 29 janvier 1997 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON, le 18 février 1997, volume 1997 P numéro 1755.

CHARGES ET CONDITIONS

La présente vente a lieu sous diverses charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, qui pour celles ne donnant lieu ni à publicité ni à taxation, seront développées à la suite de la partie normalisée du présent acte.

PROPRIETE JOUISSANCE

L'ACQUEREUR est propriétaire du BIEN vendu à compter de ce jour.

Il en aura la jouissance à compter de ce jour par la prise de possession réelle et effective, le BIEN étant libre de toute location ou occupation, ainsi que le VENDEUR le déclare.

PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

PRIX

La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix symbolique de UN EURO (1,00 €), non recouvrable.

PAIEMENT DU PRIX

Précision étant ici faite que compte tenu du prix de vente fixé à l'euro symbolique, les parties conviennent qu'aucun paiement ne sera effectué par la comptabilité du notaire soussigné

DESISTEMENT DE DROIT D'HYPOTHEQUE LEGALE SPECIALE ET ACTION RESOLUTOIRE

Par suite du paiement ci-dessus effectué, le VENDEUR se désiste de tous droits d'hypothèque légale spéciale de vendeur et action résolutoire même en ce qui concerne les charges pouvant résulter du présent contrat, et pour quelque cause que ce soit.

DECLARATIONS FISCALES

DECLARATION SUR LES PLUS-VALUES

Pour satisfaire aux dispositions légales sur les plus-values immobilières visées aux articles 150 U et suivants du Code général des impôts et 74 SJ de l'annexe II dudit code,

° Monsieur Pierre-Jean TARI déclare :

- qu'il a son domicile à l'adresse indiquée ci-dessus et qu'il dépend pour sa déclaration de revenus du service des impôts de : LA SEYNE SUR MER 6 allée de Paris ;

- que le BIEN vendu sis à LA SEYNE SUR MER (83500), 695 , chemin de Chateaubanne, chemin des Lentisques, Lotissement du Val d'Artaud Lot 3 lui appartient ainsi qu'il est indiqué au paragraphe "EFFET RELATIF" pour l'avoir acquis d'une propriété de plus grande superficie, pour un montant total de #### () Il est ici précisé que le prix ou la valeur déclarée du bien, lors de la précédente mutation, tel qu'indiqué dans

le paragraphe "Effet Relatif", concernait d'autres biens en sus du bien, objet des présentes.

- que la vente constitue l'opération visée à l'article 150 U, II-6° du Code général des impôts dont le prix de cession, s'appréciant en tenant compte de la valeur en pleine propriété de l'immeuble ou de la partie d'immeuble vendu, est inférieur ou égal à QUINZE MILLE EUROS (15 000 €).

En conséquence la plus-value résultant de la présente vente est exonérée de toute imposition. Aucune déclaration de plus-value ne devra être déposée à l'occasion de la publication ou de l'enregistrement de l'acte conformément à l'article 150 VG, III du Code général des impôts.

° Madame Sandrine OSSOLIERES déclare :

- qu'elle a son domicile à l'adresse indiquée ci-dessus et qu'elle dépend pour sa déclaration de revenus du service des impôts de : LA SEYNE SUR MER 6 allée de Paris ;

- que le BIEN vendu sis à LA SEYNE SUR MER (83500), 695 , chemin de Chateaubanne, chemin des Lentisques, Lotissement du Val d'Artaud Lot 3 lui appartient ainsi qu'il est indiqué au paragraphe "EFFET RELATIF" et qu'il avait alors une valeur de ### (), cette valeur ne concernait que le bien objet des présentes.

- que la vente constitue l'opération visée à l'article 150 U, II-6° du Code général des impôts dont le prix de cession, s'appréciant en tenant compte de la valeur en pleine propriété de l'immeuble ou de la partie d'immeuble vendu, est inférieur ou égal à QUINZE MILLE EUROS (15 000 €).

En conséquence la plus-value résultant de la présente vente est exonérée de toute imposition. Aucune déclaration de plus-value ne devra être déposée à l'occasion de la publication ou de l'enregistrement de l'acte conformément à l'article 150 VG, III du Code général des impôts.

IMPOT SUR LA MUTATION

La présente vente est exonérée de toute perception au profit de la Direction générale des finances publiques en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

Pour les frais et émoluments des présentes et de leurs suites, le BIEN est estimé à **QUATRE MILLE DEUX CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (4 275,00 €)**.

LIQUIDATION DES DROITS

La présente mutation ne donne lieu à aucune perception au profit de la direction générale des finances publiques, en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

PUBLICITE FONCIERE

Une copie authentique des présentes sera soumise par les soins du notaire soussigné à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière auprès du Service de la publicité foncière de TOULON, conformément aux prescriptions du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 et aux textes subséquents, et ce, aux frais de l'ACQUEREUR.

Si le BIEN est grevé d'une inscription, transcription, publication ou autres empêchements, le VENDEUR sera tenu d'en rapporter à ses frais les mainlevées et de justifier de l'exécution de la radiation de ces inscriptions, dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile ci-dessus élu.

L'ACQUEREUR sera au surplus indemnisé de tous frais extraordinaires de purge.

MENTION DE CLOTURE

Le notaire soussigné atteste que la partie normalisée contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication et à l'assiette des droits.

FIN DE PARTIE NORMALISÉE

Projet

PARTIE DÉVELOPPÉE

OBSERVATIONS PREALABLES

PROTECTION DE L'ACQUEREUR IMMOBILIER

Le présent acte portant sur un terrain nu, les dispositions protectrices de l'ACQUEREUR immobilier prévues par l'article L.271-1 du Code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables aux présentes.

PROJET D'ACTE

Les parties reconnaissent avoir reçu préalablement à ce jour un projet du présent acte et déclarent avoir reçu toutes explications utiles.

DECLARATIONS

EN CE QUI CONCERNE LES PARTIES A L'ACTE

DECLARATIONS SUR LA CAPACITE

CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES

Les parties aux présentes attestent par elles-mêmes ou leurs représentants le cas échéant, qu'il n'existe de leur chef aucun empêchement ou obstacle ni aucune restriction d'ordre légal, contractuel ou judiciaire, à la réalisation de la vente objet du présent acte.

Elles déclarent notamment :

- qu'elles ne sont ni placées sous un régime de protection légale des majeurs, ni frappées d'aucune interdiction légale, et qu'aucune procédure susceptible de restreindre leur capacité civile n'est en cours, sauf, le cas échéant, ce qui a été spécifié aux présentes ;
- qu'elles n'ont pas été associées dans une société mise en liquidation judiciaire ou redressement suivant jugement publié depuis moins de cinq ans et dans laquelle elles étaient tenues indéfiniment et solidairement du passif social ou seulement conjointement ;
- qu'elles ne font pas et n'ont jamais fait l'objet de poursuites pouvant aboutir à la confiscation de leurs biens ;
- qu'elles ne font pas et ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un dispositif de traitement des situations de surendettement des particuliers prévu au Code de la consommation et qu'elles ne sont pas et n'ont jamais été en état de faillite personnelle ;
- qu'elles ne font et n'ont jamais fait l'objet d'une procédure collective : sauvegarde d'entreprise, liquidation des biens, règlement judiciaire, redressement judiciaire cessation de paiement ou autres ;
- que préalablement à la conclusion des présentes, elles avaient échangé toutes les informations qu'elles connaissaient et qui pouvaient avoir une importance déterminante sur leur décision respective de contracter, et ce, qu'il existe ou non entre elles un lien particulier de confiance, conformément à l'article 1112-1 du Code civil ;
- qu'elles étaient également tenues de se renseigner elles-mêmes sur toutes les informations aisément accessibles ;
- qu'elles ont une parfaite connaissance que tout manquement à cette obligation est susceptible d'engager la responsabilité de la partie contrevenante.

CONCERNANT LES PERSONNES MORALES

L'ACQUEREUR déclare avoir visité le BIEN et avoir pu s'entourer de tous sachants afin d'en apprécier l'état, la consistance, l'environnement et le voisinage et ne pas avoir connaissance d'une précédente vente ou d'un précédent avant-contrat en cours d'exécution.

Le VENDEUR déclare :

- que le BIEN est libre de tout obstacle légal, contractuel ou administratif ;
- n'avoir cédé ou concédé aucun droit de propriété, ni régularisé aucun autre avant-contrat en cours d'exécution.

CONSULTATION DU B.O.D.A.C.C.

Le notaire soussigné déclare avoir consulté le Bulletin Officiel Des Annonces Civiles et Commerciales pour toutes les parties à l'acte.

EN CE QUI CONCERNE LE BIEN

URBANISME

L'ACQUEREUR dispense expressément le notaire rédacteur des présentes à lui remettre une note de renseignement d'urbanisme sans recours contre quiconque.

Note de renseignements d'urbanisme

Une note de renseignements d'urbanisme, délivrée le ++++ sous le numéro CU 083 126 ++++++,

Il en résulte notamment ce qui suit :

« ...

+++++++,

.. »

Certificat de non-péril

Un certificat de non-péril, délivré le 18 juin 2024.

Il en résulte notamment ce qui suit :

« qu'aucune procédure de mise en sécurité concernant cette propriété n'est en cours actuellement ».

Certificat d'alignement

Un certificat d'alignement, délivré le 14 juin 2024.

Il en résulte notamment que :

LE BIEN *n'est pas frappé d'alignement.*

Certificat de numérotage

Un certificat de numérotage, délivré le 24 juin 2024.

Il en résulte notamment ce que :

LE BIEN porte l'adresse suivante : *Lotissement le Val d'Artaud chemin des Lentisques, Lot 13, 695 chemin de Chateaubanne (VC 120).*

Assainissement

Une attestation délivrée par VEOLIA, le 25 juin 2024.

Il en résulte notamment ce qui suit : « *cette propriété est raccordable au réseau public d'eaux usées, sous réserve des autorisations éventuelles de tiers, est raccordable au réseau public d'eaux usées par l'intermédiaire d'un réseau privé d'eaux usées.* »

Les parties reconnaissent avoir reçu toutes les informations nécessaires à la bonne compréhension du contenu desdits documents et en avoir parfaitement saisi la portée.

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Le BIEN étant situé dans le champ d'application du droit de préemption urbain, son aliénation donnait ouverture au droit de préemption institué par les articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

En conséquence la déclaration d'intention d'aliéner a été notifiée au titulaire du droit de préemption par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire du droit de préemption n'ayant pas fait connaître sa décision dans

le délai légal, ce silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption.

La vente peut donc être réalisée au prix indiqué sur la déclaration d'intention d'aliéner.

Une copie de la déclaration d'intention d'aliéner ainsi que le récépissé de dépôt en date du 10 juin 2024 sont ci-annexées.

DROIT DE PREEMPTION DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE

Il résulte des énonciations des documents d'urbanisme dont les copies sont ci-annexées que le BIEN n'est pas situé dans une zone de préemption d'un espace naturel sensible instituée par les articles L. 215-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Par suite, son aliénation ne donne pas ouverture au droit de préemption.

DROIT DE PREEMPTION SAFER

La présente mutation n'est pas soumise au droit de préemption de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER), institué par l'article L. 143-1 du Code rural et de la pêche maritime.

En effet, le BIEN objet des présentes est situé en dehors de la zone où cet organisme dispose d'un tel droit.

Conformément à l'article R. 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime, les parties reconnaissent que le notaire soussigné :

- leur a rappelé les dispositions des articles R. 141-2-1 à R. 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime, relative aux conditions de transmission des informations nécessaires à l'exercice des missions de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural ;

- et que ces dispositions ont bien été observées.

SITUATION LOCATIVE

Le VENDEUR déclare que le BIEN objet des présentes est vendu libre de toute occupation ou location.

SITUATION HYPOTHECAIRE

Le VENDEUR déclare :

- que le BIEN ne fait actuellement l'objet d'aucune procédure d'expropriation ;
- qu'il n'existe de son chef aucune inscription d'hypothèque, privilège, transcription, publication ou autres charges grevant le BIEN.

Ainsi qu'il résulte d'un état hypothécaire hors formalité délivré le 10 juin 2024 et prorogé en date du +++++.

Une copie dudit état est ci-annexée.

DIAGNOSTICS TECHNIQUES

DIAGNOSTICS TECHNIQUES RELATIFS A L'ETAT DU BIEN

Etat des risques

La commune du BIEN objet des présentes est située :

- dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques prescrit dans les conditions définies à l'article R. 515-40 du Code de l'environnement, ou d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou des risques miniers prescrit dans les conditions définies à l'article R. 562-2 du Code de l'environnement ;

- dans une des zones de sismicité 2,3,4 ou 5 mentionnées au I de l'article R. 563-4 et énumérées par l'article D. 563-8-1 du Code de l'environnement ;

- dans une des zones à potentiel radon définies à l'article R. 1333-29 du code de la santé publique, énumérées par l'arrêté mentionné à l'article L. 1333-22 du même code ;

Conformément à l'article R 125-25 II du Code de l'environnement,

l'ACQUEREUR reconnaît que le VENDEUR lui a bien remis à l'occasion de la première visite du BIEN l'état des risques.

Cet état des risques datant de moins de six mois, a été établi à partir des informations mises à disposition par le préfet du département de situation du BIEN.

Une copie de cet état accompagnée des copies des extraits de documents et de dossiers, permettant la localisation du BIEN objet des présentes au regard des risques encourus, est ci-annexée.

Il en résulte :

Concernant les risques naturels :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels.

Concernant les risques miniers :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers.

Concernant les risques technologiques :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques.

Concernant les risques sismiques :

- que le BIEN est situé dans une commune soumise à risque sismique, classée en zone 2 (aléa faible) conformément aux dispositions de l'article R. 563-4 du Code de l'environnement.

Concernant le radon :

Le BIEN est situé dans une commune définie par l'arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français comme à potentiel radon significatif, classée en zone 3 conformément aux dispositions de l'article R. 1333-29 du Code de la santé publique.

Concernant le recul du trait de côte

- que le BIEN n'est pas situé dans une zone susceptible d'être atteinte par le recul du trait de côte.

Information concernant les sinistres

En outre, le VENDEUR déclare qu'à sa connaissance, ledit BIEN n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles, miniers ou technologiques, ce qui est confirmé par l'état des risques ci-annexé.

Etat relatif aux nuisances sonores aériennes

Le VENDEUR déclare que le BIEN, objet des présentes, n'entre pas dans le champ d'application de l'article L. 112-11 du Code de l'urbanisme.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens et droits immobiliers objet des présentes appartiennent au VENDEUR par suite de l'acquisition qu'il en a fait de la propriété cadastrée section AK numéro 2079 dont est issue la parcelle objet des présentes, de :

+++++

Suivant acte reçu par Maître ++++++

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de ++++++

Cette somme a été payée comptant et quittancée dans l'acte, dont une partie, soit la somme de ++++++

Audit acte LE VENDEUR a déclaré qu'il n'était frappé d'aucune mesure restreignant son pouvoir de disposer librement du BIEN vendu.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au bureau des hypothèques de
TOULON 1 le +++++.

ORIGINE ANTERIEURE

Antérieurement, ledit BIEN appartenait à suite de l'acquisition faite de :

+++++

Suivant acte reçu par Maître +++++.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de
+++++.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au bureau des hypothèques de
TOULON 1^{er} bureau, le +++++.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE

ETAT ET CONSISTANCE DU BIEN

L'ACQUEREUR prendra le BIEN objet des présentes dans son état au jour de l'entrée en jouissance, tel qu'il l'a vu et visité, sans pouvoir exercer aucun recours ni répétition contre le VENDEUR pour quelque cause que ce soit et notamment en raison des fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous le BIEN et de tous éboulements qui pourraient en résulter par la suite, la nature du sol et du sous-sol n'étant pas garantie.

De même le VENDEUR ne sera tenu à aucune garantie en ce qui concerne, soit le défaut d'alignement, soit l'état des biens et les vices de toute nature, apparents ou cachés, insectes, parasites ou végétaux parasites dont ils peuvent être affectés.

Toutefois, afin de respecter les dispositions de l'article 1626 du Code civil, le VENDEUR garantit l'ACQUEREUR contre tous risques d'évictions, à l'exception des éventuelles charges déclarées aux présentes.

Par ailleurs, l'exonération de garantie des vices cachés, telle que stipulée ci-dessus, ne s'appliquera pas dans les cas suivants :

- le VENDEUR a acquis, volontairement ou involontairement, la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, à moins que l'ACQUEREUR ait également cette qualité ;
- ou si l'ACQUEREUR prouve, dans les délais légaux, que le VENDEUR a dissimulé sciemment un ou plusieurs vices cachés qu'il connaissait.

SERVITUDES

L'ACQUEREUR supportera les servitudes passives, conventionnelles ou légales, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever le BIEN, sauf à s'en défendre et profiter de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls et sans recours contre le VENDEUR.

A cet égard le VENDEUR déclare qu'il n'a personnellement créé aucune servitude et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune à l'exception de celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux ou de la loi.

OBLIGATION REELLE ENVIRONNEMENTALE - ABSENCE

Le VENDEUR déclare n'avoir conclu aucun contrat avec une collectivité publique, un établissement public ou une personne morale de droit privé agissant pour la protection de l'environnement et n'avoir créé aucune obligation réelle environnementale sur le BIEN.

ABSENCE DE REGIME FISCAL DE FAVEUR

Le VENDEUR déclare qu'il n'a bénéficié d'aucun régime fiscal de faveur pouvant être remis en cause dans le cadre de la présente opération, en ce qui concerne le bien vendu aux présentes.

IMPOTS ET TAXES

L'ACQUEREUR acquittera, à compter de l'entrée en jouissance, toutes les charges fiscales afférentes au BIEN.

Concernant les taxes foncières, le VENDEUR en conservera la charge pour l'entière année.

NEGOCIATION

Les parties déclarent être entrées en contact directement entre elles, sans l'intervention d'aucun intermédiaire mandaté à cet effet.

En cas de fausse déclaration à ce titre, l'éventuelle commission serait due par l'auteur de cette information inexacte.

FRAIS

L'ACQUEREUR paiera tous les frais, droits et émoluments du présent acte et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, conformément aux dispositions de l'article 1593 du Code civil.

CONCILIATION CONVENTIONNELLE NOTARIALE

En cas de litige entre les parties, l'une d'elles pourra, préalablement à toute instance judiciaire, soumettre leur différend à un conciliateur désigné et missionné par le Président de la Chambre des Notaires dont dépend le rédacteur de l'acte.

Le Président de la Chambre des Notaires sera saisi sans forme ni frais.

Cette clause ne s'appliquera pas aux litiges ayant pour cause la défaillance du débiteur ou l'exigibilité d'une créance.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs à tous clercs et employés de l'étude du notaire soussigné, avec faculté d'agir ensemble ou séparément à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs du présent acte, pour mettre celui-ci en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux et avec ceux d'état civil.

RENONCIATION A LA REVISION DU CONTRAT POUR IMPREVISION

Les parties reconnaissent être informées des dispositions de l'article 1195 du Code civil qui dispose :

« Si un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour une partie qui n'avait pas accepté d'en assumer le risque, celle-ci peut demander une renégociation du contrat à son cocontractant. Elle continue à exécuter ses obligations durant la renégociation.

En cas de refus ou d'échec de la renégociation, les parties peuvent convenir de la résolution du contrat, à la date et aux conditions qu'elles déterminent, ou demander d'un commun accord au juge de procéder à son adaptation. A défaut d'accord dans un délai raisonnable, le juge peut, à la demande d'une partie, réviser le contrat ou y mettre fin, à la date et aux conditions qu'il fixe. »

Les parties souhaitant expressément que le présent contrat ne puisse être remis en cause quel que soit le ou les événements qui pourrai(en)t intervenir et rendre son exécution excessivement onéreuse, déclarent expressément en assumer le risque et en conséquence, dans une telle circonstance, renoncer au bénéfice des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

DELIVRANCE DE LA COPIE AUTHENTIQUE

Dès que le présent acte sera revenu du service de la publicité foncière, le Notaire soussigné délivrera à l'ACQUEREUR la copie authentique du présent acte revêtue des mentions de publication. L'ACQUEREUR accepte que la copie authentique lui soit transmis sous format dématérialisé.

DEVOIR D'INFORMATION

Il résulte de l'article 1112-1 du Code civil ci-après littéralement rapporté :

« Celle des parties qui connaît une information dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'autre doit l'en informer dès lors que, légitimement, cette dernière ignore cette information ou fait confiance à son cocontractant.

« Néanmoins, ce devoir d'information ne porte pas sur l'estimation de la valeur de la prestation.

« Ont une importance déterminante les informations qui ont un lien direct et nécessaire avec le contenu du contrat ou la qualité des parties.

« Il incombe à celui qui prétend qu'une information lui était due de prouver que l'autre partie la lui devait, à charge pour cette autre partie de prouver qu'elle l'a fournie.

« Les parties ne peuvent ni limiter, ni exclure ce devoir.

« Outre la responsabilité de celui qui en était tenu, le manquement à ce devoir d'information peut entraîner l'annulation du contrat dans les conditions prévues aux articles 1130 et suivants. »

Parfaitement informés de cette obligation par le notaire soussigné, le VENDEUR et l'ACQUEREUR déclarent, chacun en ce qui le concerne, ne connaître aucune information dont l'importance serait déterminante pour le consentement de l'autre et qui ne soit déjà relatée aux présentes.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure respective, tel qu'indiqué en tête des présentes

BASE PERVAL

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières, dénommée PERVAL, exploitée par Min.not et dont la diffusion a pour finalité de faciliter le suivi du marché et l'évaluation des biens immobiliers.

Ce traitement porte sur des données anonymes. L'inscription de la présente mutation dans cette base offre aux parties la possibilité de suivre l'évolution de la valeur de leur bien et aux professionnels du secteur de disposer d'informations fiables et mises à jour sur l'évolution du marché immobilier.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 26 et 27 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que d'un droit d'accès et de rectification auprès du correspondant informatique et libertés de Min.not.

Cette formalité donne droit à la perception par le notaire des émoluments prévus à l'article A. 444-171 du Code de commerce.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires,

registre du PACS, ...),

- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les parties estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

TITRES, CORRESPONDANCES ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'ACQUEREUR qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, concernant le BIEN vendu et sera subrogé dans tous les droits du VENDEUR à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'ACQUEREUR devront s'effectuer à l'adresse indiquée en tête des présentes.

La correspondance auprès du VENDEUR s'effectuera à l'adresse indiquée en tête des présentes.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné, conformément aux articles 863 et 864 du Code général des impôts, des sanctions, édictées par le 5 du V de l'article 1754, aux articles 850, 1729 et 1837 dudit code et à l'article 1202 du Code civil, encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est contredit ni modifié par aucune contre-lettre contenant un changement au niveau du prix.

CERTIFICATION D'IDENTITE DES PARTIES

Le notaire soussigné atteste que l'identité complète des parties dénommées aux termes des présentes, telle qu'elle est indiquée à la suite de leurs noms et dénominations, lui a été régulièrement justifiée.

DONT ACTE

Sans renvoi.

Généré et visualisé sur support électronique en l'étude du notaire soussigné, les jours, mois et an indiqués aux présentes.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, puis le notaire soussigné a recueilli l'image de leur signature manuscrite et a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

VENTE
ASL DU VAL D'ARTAUD ET DES AMANDIERS /
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (AK 3218)

A LA SEYNE SUR MER (83500), 265 avenue du Docteur Mazen, au siège de l'Office Notarial,

Maître Laure MAGNAN soussignée, notaire associée de la Société Civile Professionnelle dénommée "Sabine SORIN, Valérie GHISOLFO et Laure MAGNAN, Notaires Associés" titulaire d'un Office Notarial à LA SEYNE SUR MER (83500), 265 avenue du Docteur Mazen,

Et dont l'office notarial est immatriculé à la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires (CRPCEN) sous le numéro 83080,

A REÇU à la requête des parties ci-après identifiées, le présent acte authentique sur support électronique, contenant :

VENTE DE TERRAIN

PARTIE NORMALISÉE

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR

Le syndicat des copropriétaires, dénommé ASL DU VAL D'ARTAUD ET DES AMANDIERS, domicilié à LA SEYNE SUR MER (83500), 695, chemin de Chateaubanne, Lotissement le Val d'Artaud (VC 120).

A été constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Robert MANCY, notaire à TOULON, le 21 janvier 1981.

Un extrait des statuts a été publié dans le « Journal Travaux Publics et Bâtiment du Midi » du 19 février 1981 et adressé à la Préfecture du Var qui en a donné récépissé le 19 mars 1985.

Et dont la mise à jour des statuts a été déposée le 25 mars 2015 à TOULON,

Détenant de plein droit la personnalité civile en application de l'article 14 de la loi du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, dont tous les copropriétaires sont membres de droit.

Autorisé à l'effet des présentes en vertu de la décision d'assemblée générale visée au paragraphe « Présence – Représentation ».

Ci-après dénommée le « VENDEUR ».

ACQUEREUR

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,
Administration domiciliée à TOULON (83000), Hôtel de la Métropole - 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536, identifiée au SIREN sous le numéro 248300543.

Ci-après dénommée l' « ACQUEREUR ».

PRESENCE - REPRESENTATION

- Le syndicat des copropriétaires dénommé **ASL DU VAL D'ARTAUD ET DES AMANDIERS** est ici représenté par Monsieur Claude MICHEL, Président de ladite ASL domicilié à LA SEYNE SUR MER (Var), 695 chemin de Chateaubanne, 55 le Val d'Artaud nommé à ladite fonction par décision d'assemblée général en date du 3 février 2023 et par suite de la distribution des fonctions effectuée par les seuls membres du bureau en date du 1^{er} mars 2023, la copie de ces documents est demeurée ci-annexée ; et

Spécialement habilité aux fins des présentes en vertu d'une assemblée générale des copropriétaires en date du 21 mars 2024 dont une copie est ci-annexée.

- **LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** créée aux termes d'un décret de Monsieur le Premier Ministre, numéro 2017-1758 du 26 décembre 2017, est représentée par Madame Valérie PAECHT, Directeur Général des Services de la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs dont une copie est ci-annexée, consentie par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, aux termes d'un arrêté n° AP 23/49 en date du 11 mai 2023 affiché à l'Hôtel de Métropole et notifié à Monsieur le Préfet du Var le même jour, complété par l'arrêté n° AP/24/3 en date du 7 février 2024, affiché à l'hôtel de la Métropole et notifié à Monsieur le Préfet du Var le même jour, dont copie est également ci-annexée. Le représentant de la Métropole déclare que lesdits arrêté n'ont fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif.

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, ayant agi en sa qualité de Président de la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/75 en date du 4 mai 2023.

Et spécialement autorisé à l'effet des présentes en vertu d'une décision du Président numéro +++++ en date du +++++ et affichée le +++++ dont copie demeure jointe et annexée aux présentes après mention.

Monsieur le Préfet du Var n'a exercé aucun recours contre cette décision dans le délai de deux mois prévus par l'article L 2131-6 du Code général des collectivités territoriales ainsi que Madame la représentante de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE le déclare.

Un extrait certifié conforme des décisions est demeuré ci-annexé après mention.

EXPOSE

Aux termes d'une décision du Président en date du +++++ numéro +++++, dont copie est demeurée ci-annexée, il a été prévu ce qui suit littéralement retranscrit :

« ...

ACQUISITION DES PARCELLES SISES A LA SEYNE-SUR-MER, CHEMIN DES LENTISQUES ET CADASTRÉES SECTION AK N°3104, 3105, 3119, 3121, 3146, 3216 ET 3218

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 04 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau de Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/075 du Conseil Métropolitain du 04 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière,

VU les articles L. 1311-9 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales imposant aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, de délibérer, sur les opérations concernées, au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'État,

VU l'emplacement réservé n°103 inscrit au plan local d'urbanisme applicable au territoire de la Ville de La Seyne-sur-Mer, ayant pour objet l'élargissement de la route de Janas à 12 mètres,

VU l'engagement daté du 19 juin 2023 de M. et Mme GUIOL, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 7 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1270 dont ils sont propriétaires,

VU l'engagement daté du 2 juin 2021 de Mme ALARY, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°2080 dont elle est propriétaire,

VU l'engagement daté du 26 mars 2021 de M. NICOLAS, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 15 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1268 dont il est propriétaire,

VU l'engagement daté du 23 février 2021 de M. TARI et Mme OSSOLIERES, portant sur la cession à l'euro symbolique de deux emprises de 53 m² et 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°2079 dont ils sont propriétaires,

VU l'engagement daté du 23 février 2021 de M. VAINGUER et Mme SCHIANO DE COLELLA, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 9 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1269 dont ils sont propriétaires,

VU le procès-verbal d'assemblée générale de l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers du 3 février 2023 dans lequel l'A.S.L. consent la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 45 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1271 dont elle est propriétaire,

VU le plan de cessions n°1914214 établi par le cabinet OPSIA, Géomètre-Expert, matérialisant les emprises à acquérir par la Métropole T.P.M.,

VU le document d'arpentage n°9028K, vérifié et numéroté le 20/07/2023, créant la parcelle cadastrée section AK n°3218 d'une superficie de 45 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1271 appartenant à l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers,

VU le document d'arpentage n°9027P, vérifié et numéroté le 20/07/2023, créant la parcelle cadastrée section AK n°3216 d'une superficie de 7 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1270 appartenant à M. et Mme GUIOL,

VU le document d'arpentage n°8790L, vérifié et numéroté le 01/06/2021, créant la parcelle cadastrée section AK n°3119 d'une superficie de 13 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1268 appartenant à M. NICOLAS,

VU le document d'arpentage n°8791G, vérifié et numéroté le 01/06/2021, créant la parcelle cadastrée section AK n°3121 d'une superficie de 8 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1269 appartenant à M. VAINGUER et Mme SCHIANO DE COLELLA,

VU le document d'arpentage n°8770Z, vérifié et numéroté le 23/12/2020, créant les parcelles cadastrées section AK n°3104 d'une superficie de 53 m² et n°3105 d'une superficie de 4 m², issues de la division de la parcelle cadastrée section AK n°2079 appartenant à M. TARI et Mme OSSOLIERES,

VU le document d'arpentage n°8814K, vérifié et numéroté le 30/09/2021, créant la parcelle cadastrée section AK n°3146 d'une superficie de 4 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°2080 appartenant à Mme ALARY,

CONSIDÉRANT que, la valeur vénale de chaque emprise à acquérir étant inférieure aux seuils réglementaires en vigueur, les présentes acquisitions ne sont pas soumises à la consultation préalable du service du Domaine, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes,

CONSIDÉRANT que la voie communale n°224 dite chemin des Lentisques à La Seyne-sur-Mer est un ancien chemin charretier intégré dans la voirie publique communale par délibération du conseil municipal de La Seyne-sur-Mer du 12 décembre 1962, prise en application de l'ordonnance n°59-115 du 07 janvier 1959,

CONSIDÉRANT que les limites physiques actuelles de cette voie ne correspondent pas avec ses limites cadastrales,

CONSIDÉRANT qu'une régularisation foncière des lieux est nécessaire pour que la Métropole Toulon Provence Méditerranée soit régulièrement titrée sur la totalité du chemin existant,

CONSIDÉRANT que, dès lors que les transferts de propriété de la voirie communale au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée seront actés, cette dernière s'engage à rétrocéder aux riverains ...

CONSIDÉRANT qu'il convient dès lors d'accepter l'acquisition, au prix d'un euro symbolique, des parcelles en nature de voirie cadastrées section AK n°3218 auprès de l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers, n°3216 auprès de M. et Mme GUIOL, n°3146 auprès de Mme ALARY, n°3104 et 3105 auprès de M. TARI et de Mme OSSOLIERES, n°3121 auprès de M. VAINGUER et de Mme SCHIANO DE COLELLA, et n°3119 auprès de M. NICOLAS, afin de procéder à la régularisation foncière de la voie communale n°224 dite chemin des Lentisques,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACQUÉRIR les parcelles cadastrées section AK n°3218 (45 m²) auprès de l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers, n°3216 (7 m²) auprès de M. et Mme GUIOL, n°3146 (4 m²) auprès de Mme ALARY, n°3104 (53 m²) et 3105 (4 m²) auprès de M. TARI et de Mme OSSOLIERES, n°3121 (8 m²) auprès de M. VAINGUER et de Mme SCHIANO DE COLELLA, et n°3119 (13 m²) auprès de M. NICOLAS, sises chemin des Lentisques, chacune au prix d'un euro symbolique.

ARTICLE 2

DE SIGNER l'acte d'acquisition à intervenir, ainsi que tous les documents annexes éventuellement nécessaires,

ARTICLE 3

DE DIRE que les parcelles acquises seront classées dans le domaine public routier métropolitain conformément à l'article L.141-3 du code de la voirie routière,

ARTICLE 4

DE DESIGNER l'Office notarial SCP Sabine SORIN, Valérie GHISOLFO et Laure MAGNAN, Notaires Associés sis 21 avenue du Dr Mazen à La Seyne-sur-Mer, aux fins de rédaction des actes authentiques de vente.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits seront inscrits au Budget Principal 2024, Opération n°60401.

SYNTHÈSE

La voie communale n°224 dite chemin des Lentisques à LSM est un ancien chemin charretier intégré dans la voirie publique communale par délibération du conseil municipal de La Seyne-sur-Mer du 12/12/1962, prise en application de l'ordonnance n°59-115 du 07/01/1959.

Cependant, ses limites physiques actuelles ne correspondent plus avec ses limites cadastrales, rendant juridiquement impossible tous travaux de réfection de la chaussée. Une régularisation foncière préalable est alors nécessaire.

La Métropole TPM étant aujourd'hui compétente en matière de voirie, il convient d'acquérir l'ensemble des emprises nécessaires à cette régularisation et de signer les actes notariés correspondants, ainsi que tous actes nécessaires s'y affèrent.

... »

Ceci exposé, il peut être passé à l'acte de vente objet des présentes :

VENTE

Le VENDEUR en s'obligeant aux garanties ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles suivantes, vend à l'ACQUEREUR, qui accepte, les

biens ci-après désignés.

DESIGNATION DES BIENS

Sur la commune de **LA SEYNE SUR MER (83500)**, *Chemin de Chateaubanne, Lotissement le Val d'Artaud (VC 120)*.

Un terrain.

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
AK	3218	VIGNELONGUE	0	00	45
Contenance Totale :			0ha 00a 45ca		

Un plan cadastral matérialisant l'assiette foncière, desdits biens est ci-annexée.

Tel que cet immeuble existe, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Ci-après dénommé le « BIEN ».

Étant ici précisé que le notaire soussigné a établi la désignation qui précède, tant d'après les anciens titres de propriété que d'après les énonciations de toutes les parties, avec la précision qu'aucune réserve n'a été faite sur cette désignation.

L'ACQUEREUR déclare dispenser le VENDEUR ainsi que le notaire soussigné de faire plus ample désignation de l'immeuble et de ses éventuels éléments d'équipements.

DIVISION CADASTRALE

Il est ici précisé que la parcelle cadastrée section AK numéro 3218 provient de la division de la parcelle antérieurement cadastrée section AK numéro 1271 .

Anciennes références cadastrales					Références cadastrales actuelles				
Section	Numéro	Contenance ha a ca			Section	Numéro	Contenance ha a ca		
AK	1271	00	03	55	AK	3217	00	01	1
					AK	3218	00	00	45
					AK	3219	00	02	01

Le document d'arpentage a été établi par **Le Cabinet François HOSPITAL géomètre expert à LA VALETTE DU VAR (Var)** sous le numéro **9028 K** en date du 20 juillet 2023.

Les parties requièrent le notaire soussigné de le déposer au service de la publicité foncière compétent avec un extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre et dont une copie est ci-annexée, ainsi qu'avec la copie authentique des présentes destinée à être publiée.

Le BIEN dont il s'agit figure pour une contenance d'après mesurage de 45 m² en un plan dressé le 15 juillet 2021, par OPSIA MEDITERRANNEE Géomètre-Expert à LA VALETTE DU VAR, dont la copie demeure ci-annexée.

DESTINATION ET USAGE DU BIEN

Le VENDEUR déclare que le BIEN est actuellement à usage de terrain.

L'ACQUEREUR déclare vouloir destiner le BIEN à usage de voirie.

NATURE ET QUOTITE

NATURE ET QUOTITE DES DROITS VENDUS

Le BIEN est vendu par la société ASL DU VAL D'ARTAUD ET DES AMANDIERS à concurrence de la totalité en pleine propriété.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS ACQUIS

Le BIEN est acquis par METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE à concurrence de la totalité en pleine propriété.

EFFET RELATIF

Acquisition aux termes d'un acte reçu par Maître Robert MANCY, notaire à TOULON (83000), le 8 février 1990 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON, le 3 juillet 1990, volume 1990 P numéro 5541.

CHARGES ET CONDITIONS

La présente vente a lieu sous diverses charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, qui pour celles ne donnant lieu ni à publicité ni à taxation, seront développées à la suite de la partie normalisée du présent acte.

PROPRIETE JOUISSANCE

L'ACQUEREUR est propriétaire du BIEN vendu à compter de ce jour.

Il en aura la jouissance à compter de ce jour par la prise de possession réelle et effective, le BIEN étant libre de toute location ou occupation, ainsi que le VENDEUR le déclare.

PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

PRIX

La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix symbolique de UN EURO (1,00 €), non recouvrable.

PAIEMENT DU PRIX

Précision étant ici faite que compte tenu du prix de vente fixé à l'euro symbolique, les parties conviennent qu'aucun paiement ne sera effectué par la comptabilité du notaire soussigné

DESISTEMENT DE DROIT D'HYPOTHEQUE LEGALE SPECIALE ET ACTION RESOLUTOIRE

Par suite du paiement ci-dessus effectué, le VENDEUR se désiste de tous droits d'hypothèque légale spéciale de vendeur et action résolutoire même en ce qui concerne les charges pouvant résulter du présent contrat, et pour quelque cause que ce soit.

DECLARATIONS FISCALES

DECLARATION SUR LES PLUS-VALUES

Pour satisfaire aux dispositions légales sur les plus-values immobilières visées aux articles 150 U et suivants du Code général des impôts et 74 SJ de l'annexe II dudit code, le représentant de la société ASL DU VAL D'ARTAUD ET DES AMANDIERS déclare :

- que son siège social est en FRANCE à l'adresse indiquée en tête des présentes et que les bénéfices réalisés sont déclarés auprès du service des impôts de : ;
- agir en qualité de ;
- que le numéro d'identification qui lui a été attribué est : ;
- que le BIEN vendu sis à LA SEYNE SUR MER (83500), lieudit : Chemin de Chateaubanne appartient au VENDEUR ainsi qu'il est indiqué au paragraphe "EFFET

RELATIF" et qu'il avait alors une valeur de ### (), cette valeur ne concernait que le bien objet des présentes.

En outre, il reconnaît être informé :

- que la société venderesse relève des articles 8 à 8 ter du Code général des impôts ;

- que la vente constitue l'opération visée à l'article 150 U, II-6° du Code général des impôts dont le prix de cession s'appréciant en tenant compte de la valeur en pleine propriété de l'immeuble ou de la partie d'immeuble vendu, est inférieur ou égal à 15 000 €.

En conséquence la plus-value résultant de la présente vente est exonérée de toute imposition. Aucune déclaration de plus-value ne devra être déposée à l'occasion de la publication ou de l'enregistrement de l'acte conformément à l'article 150 VG, III du Code général des impôts.

IMPOT SUR LA MUTATION

La présente vente est exonérée de toute perception au profit de la Direction générale des finances publiques en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

Pour les frais et émoluments des présentes et de leurs suites, le BIEN est estimé à **TROIS MILLE TROIS CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (3 375,00 €)**.

LIQUIDATION DES DROITS

La présente mutation ne donne lieu à aucune perception au profit de la direction générale des finances publiques, en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

PUBLICITE FONCIERE

Une copie authentique des présentes sera soumise par les soins du notaire soussigné à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière auprès du Service de la publicité foncière de TOULON, conformément aux prescriptions du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 et aux textes subséquents, et ce, aux frais de l'ACQUEREUR.

Si le BIEN est grevé d'une inscription, transcription, publication ou autres empêchements, le VENDEUR sera tenu d'en rapporter à ses frais les mainlevées et de justifier de l'exécution de la radiation de ces inscriptions, dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile ci-dessus élu.

L'ACQUEREUR sera au surplus indemnisé de tous frais extraordinaires de purge.

MENTION DE CLOTURE

Le notaire soussigné atteste que la partie normalisée contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication et à l'assiette des droits.

FIN DE PARTIE NORMALISÉE

PARTIE DÉVELOPPÉE

OBSERVATIONS PREALABLES

PROTECTION DE L'ACQUEREUR IMMOBILIER

Le présent acte portant sur un terrain nu, les dispositions protectrices de l'ACQUEREUR immobilier prévues par l'article L.271-1 du Code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables aux présentes.

PROJET D'ACTE

Les parties reconnaissent avoir reçu préalablement à ce jour un projet du présent acte et déclarent avoir reçu toutes explications utiles.

DECLARATIONS

EN CE QUI CONCERNE LES PARTIES A L'ACTE

DECLARATIONS SUR LA CAPACITE

L'ACQUEREUR déclare avoir visité le BIEN et avoir pu s'entourer de tous sachants afin d'en apprécier l'état, la consistance, l'environnement et le voisinage et ne pas avoir connaissance d'une précédente vente ou d'un précédent avant-contrat en cours d'exécution.

Le VENDEUR déclare :

- que le BIEN est libre de tout obstacle légal, contractuel ou administratif ;
- n'avoir cédé ou concédé aucun droit de propriété, ni régularisé aucun autre avant-contrat en cours d'exécution.

CONSULTATION DU B.O.D.A.C.C.

Le notaire soussigné déclare avoir consulté le Bulletin Officiel Des Annonces Civiles et Commerciales pour toutes les parties à l'acte.

EN CE QUI CONCERNE LE BIEN

URBANISME

L'ACQUEREUR dispense expressément le notaire rédacteur des présentes à lui remettre une note de renseignement d'urbanisme sans recours contre quiconque.

Note de renseignements d'urbanisme

Une note de renseignements d'urbanisme, délivrée le ++++ sous le numéro CU 083 126 +++++.

Il en résulte notamment ce qui suit :

« ...

++++++.

.. »

Certificat de non-péril

Un certificat de non-péril, délivré le 18 juin 2024.

Il en résulte notamment ce qui suit :

« qu'aucune procédure de mise en sécurité concernant cette propriété n'est en cours ».

Certificat d'alignement

Un certificat d'alignement, délivré le 13 juin 2024.

Il en résulte notamment que :

LE BIEN n'est pas frappé de servitude d'alignement.

Certificat de numérotage

Un certificat de numérotage, délivré le 24 juin 2024.

Il en résulte notamment ce que :

LE BIEN porte l'adresse suivante : *Lotissement le Val d'Artaud, 695 chemin de Chateaubanne (VC 120).*

Assainissement

Une attestation délivrée par VEOLIA, le 10 juin 2024.

Il en résulte notamment ce qui suit : *« cette propriété est raccordable au réseau public d'eaux usées par l'intermédiaire d'un réseau privé d'eau usées. »*

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Le BIEN étant situé dans le champ d'application du droit de préemption urbain, son aliénation donnait ouverture au droit de préemption institué par les articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

En conséquence la déclaration d'intention d'aliéner a été notifiée au titulaire du droit de préemption par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire du droit de préemption n'ayant pas fait connaître sa décision dans le délai légal, ce silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption.

La vente peut donc être réalisée au prix indiqué sur la déclaration d'intention d'aliéner.

Une copie de la déclaration d'intention d'aliéner ainsi que le récépissé de dépôt en date du 7 juin 2024 sont ci-annexées.

DROIT DE PREEMPTION DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE

Il résulte des énonciations des documents d'urbanisme dont les copies sont ci-annexées que le BIEN n'est pas situé dans une zone de préemption d'un espace naturel sensible instituée par les articles L. 215-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Par suite, son aliénation ne donne pas ouverture au droit de préemption.

DROIT DE PREEMPTION SAFER

La présente mutation n'est pas soumise au droit de préemption de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER), institué par l'article L. 143-1 du Code rural et de la pêche maritime.

En effet, le BIEN objet des présentes est situé en dehors de la zone où cet organisme dispose d'un tel droit.

Conformément à l'article R. 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime, les parties reconnaissent que le notaire soussigné :

- leur a rappelé les dispositions des articles R. 141-2-1 à R. 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime, relative aux conditions de transmission des informations nécessaires à l'exercice des missions de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural ;

- et que ces dispositions ont bien été observées.

SITUATION LOCATIVE

Le VENDEUR déclare que le BIEN objet des présentes est vendu libre de toute occupation ou location.

SITUATION HYPOTHECAIRE

Le VENDEUR déclare :

- que le BIEN ne fait actuellement l'objet d'aucune procédure d'expropriation ;
- qu'il n'existe de son chef aucune inscription d'hypothèque, privilège, transcription, publication ou autres charges grevant le BIEN.

Ainsi qu'il résulte d'un état hypothécaire hors formalité délivré le 7 juin 2024 et

prorogé en date du +++++.

Une copie dudit état est ci-annexée.

DIAGNOSTICS TECHNIQUES

DIAGNOSTICS TECHNIQUES RELATIFS A L'ETAT DU BIEN

Etat des risques

La commune du BIEN objet des présentes est située :

- dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques prescrit dans les conditions définies à l'article R. 515-40 du Code de l'environnement, ou d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou des risques miniers prescrit dans les conditions définies à l'article R. 562-2 du Code de l'environnement ;

- dans une des zones de sismicité 2,3,4 ou 5 mentionnées au I de l'article R. 563-4 et énumérées par l'article D. 563-8-1 du Code de l'environnement ;

- dans une des zones à potentiel radon définies à l'article R. 1333-29 du code de la santé publique, énumérées par l'arrêté mentionné à l'article L. 1333-22 du même code ;

Conformément à l'article R 125-25 II du Code de l'environnement, l'ACQUEREUR reconnaît que le VENDEUR lui a bien remis l'état des risques.

Cet état des risques datant de moins de six mois, a été établi à partir des informations mises à disposition par le préfet du département de situation du BIEN.

Une copie de cet état accompagnée des copies des extraits de documents et de dossiers, permettant la localisation du BIEN objet des présentes au regard des risques encourus, est ci-annexée.

Il en résulte :

Concernant les risques naturels :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels.

Concernant les risques miniers :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers.

Concernant les risques technologiques :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques.

Concernant les risques sismiques :

- que le BIEN est situé dans une commune soumise à risque sismique, classée en zone 2 (aléa faible) conformément aux dispositions de l'article R. 563-4 du Code de l'environnement.

Concernant le radon :

Le BIEN est situé dans une commune définie par l'arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français comme à potentiel radon significatif, classée en zone 3 conformément aux dispositions de l'article R. 1333-29 du Code de la santé publique.

Concernant le recul du trait de côte

- que le BIEN n'est pas situé dans une zone susceptible d'être atteinte par le recul du trait de côte.

Information concernant les sinistres

En outre, le VENDEUR déclare qu'à sa connaissance, ledit BIEN n'a subi aucun

sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles, miniers ou technologiques, ce qui est confirmé par l'état des risques ci-annexé.

Etat relatif aux nuisances sonores aériennes

Le VENDEUR déclare que le BIEN, objet des présentes, n'entre pas dans le champ d'application de l'article L. 112-11 du Code de l'urbanisme.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens et droits immobiliers objet des présentes appartiennent au VENDEUR par suite de l'acquisition qu'il en a fait de la propriété cadastrée section AK numéro 1271 dont est issue la parcelle objet des présentes, de :

La SOCIETE EN NOM COLLECTIF RICCI ET CIE, ayant en outre pour nom commercial « REALISATION IMMOBILIERE », société française au capital de vingt mille francs, dont le siège social est à SIX FOURS LES PLAGES (Var), 800 Plage de Bonnegrâce, immatriculée au Registre du Commerce de TOULON, sous le numéro B 313.552804 à la date du 4 août 1978.

Suivant acte reçu par Maître Robert MANCY, notaire à TOULON (Var), le 8 février 1990.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix total de UN FRANC (1,00 Frs).

Cette somme a été payée comptant et quittancée dans l'acte.

Audit acte LE VENDEUR a déclaré qu'il n'était frappé d'aucune mesure restreignant son pouvoir de disposer librement du BIEN vendu.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au bureau des hypothèques de TOULON 1 le ++++++.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE

ETAT ET CONSISTANCE DU BIEN

L'ACQUEREUR prendra le BIEN objet des présentes dans son état au jour de l'entrée en jouissance, tel qu'il l'a vu et visité, sans pouvoir exercer aucun recours ni répétition contre le VENDEUR pour quelque cause que ce soit et notamment en raison des fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous le BIEN et de tous éboulements qui pourraient en résulter par la suite, la nature du sol et du sous-sol n'étant pas garantie.

De même le VENDEUR ne sera tenu à aucune garantie en ce qui concerne, soit le défaut d'alignement, soit l'état des biens et les vices de toute nature, apparents ou cachés, insectes, parasites ou végétaux parasitaires dont ils peuvent être affectés.

Toutefois, afin de respecter les dispositions de l'article 1626 du Code civil, le VENDEUR garantit l'ACQUEREUR contre tous risques d'évictions, à l'exception des éventuelles charges déclarées aux présentes.

Par ailleurs, l'exonération de garantie des vices cachés, telle que stipulée ci-dessus, ne s'appliquera pas dans les cas suivants :

- le VENDEUR a acquis, volontairement ou involontairement, la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, à moins que l'ACQUEREUR ait également cette qualité ;

- ou si l'ACQUEREUR prouve, dans les délais légaux, que le VENDEUR a dissimulé sciemment un ou plusieurs vices cachés qu'il connaissait.

SERVITUDES – PAS DANS TITRE VERIFIER EHF

L'ACQUEREUR supportera les servitudes passives, conventionnelles ou légales, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever le BIEN, sauf à s'en défendre et profiter de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls et sans recours contre le VENDEUR.

A cet égard le VENDEUR déclare qu'il n'a personnellement créé aucune servitude et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune à l'exception de celles pouvant

résulter de la situation naturelle des lieux ou de la loi.

OBLIGATION REELLE ENVIRONNEMENTALE - ABSENCE

Le VENDEUR déclare n'avoir conclu aucun contrat avec une collectivité publique, un établissement public ou une personne morale de droit privé agissant pour la protection de l'environnement et n'avoir créé aucune obligation réelle environnementale sur le BIEN.

ABSENCE DE REGIME FISCAL DE FAVEUR

Le VENDEUR déclare qu'il n'a bénéficié d'aucun régime fiscal de faveur pouvant être remis en cause dans le cadre de la présente opération, en ce qui concerne le bien vendu aux présentes.

IMPOTS ET TAXES

L'ACQUEREUR acquittera, à compter de l'entrée en jouissance, toutes les charges fiscales afférentes au BIEN.

Concernant les taxes foncières, le VENDEUR en conservera la charge pour l'entière année.

NEGOCIATION

Les parties déclarent être entrées en contact directement entre elles, sans l'intervention d'aucun intermédiaire mandaté à cet effet.

En cas de fausse déclaration à ce titre, l'éventuelle commission serait due par l'auteur de cette information inexacte.

FRAIS

L'ACQUEREUR paiera tous les frais, droits et émoluments du présent acte et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, conformément aux dispositions de l'article 1593 du Code civil.

CONCILIATION CONVENTIONNELLE NOTARIALE

En cas de litige entre les parties, l'une d'elles pourra, préalablement à toute instance judiciaire, soumettre leur différend à un conciliateur désigné et missionné par le Président de la Chambre des Notaires dont dépend le rédacteur de l'acte.

Le Président de la Chambre des Notaires sera saisi sans forme ni frais.

Cette clause ne s'appliquera pas aux litiges ayant pour cause la défaillance du débiteur ou l'exigibilité d'une créance.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs à tous clercs et employés de l'étude du notaire soussigné, avec faculté d'agir ensemble ou séparément à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs du présent acte, pour mettre celui-ci en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux et avec ceux d'état civil.

RENONCIATION A LA REVISION DU CONTRAT POUR IMPREVISION

Les parties reconnaissent être informées des dispositions de l'article 1195 du Code civil qui dispose :

« Si un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour une partie qui n'avait pas accepté d'en assumer le risque, celle-ci peut demander une renégociation du contrat à son cocontractant. Elle continue à exécuter ses obligations durant la renégociation.

En cas de refus ou d'échec de la renégociation, les parties peuvent convenir de la résolution du contrat, à la date et aux conditions qu'elles déterminent, ou demander d'un commun accord au juge de procéder à son adaptation. A défaut d'accord dans un

délai raisonnable, le juge peut, à la demande d'une partie, réviser le contrat ou y mettre fin, à la date et aux conditions qu'il fixe. »

Les parties souhaitant expressément que le présent contrat ne puisse être remis en cause quel que soit le ou les événements qui pourrai(en)t intervenir et rendre son exécution excessivement onéreuse, déclarent expressément en assumer le risque et en conséquence, dans une telle circonstance, renoncer au bénéfice des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

DELIVRANCE DE LA COPIE AUTHENTIQUE

Dès que le présent acte sera revenu du service de la publicité foncière, le Notaire soussigné délivrera à l'ACQUEREUR la copie authentique du présent acte revêtue des mentions de publication. L'ACQUEREUR accepte que la copie authentique lui soit transmis sous format dématérialisé.

DEVOIR D'INFORMATION

Il résulte de l'article 1112-1 du Code civil ci-après littéralement rapporté :

« Celle des parties qui connaît une information dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'autre doit l'en informer dès lors que, légitimement, cette dernière ignore cette information ou fait confiance à son cocontractant.

« Néanmoins, ce devoir d'information ne porte pas sur l'estimation de la valeur de la prestation.

« Ont une importance déterminante les informations qui ont un lien direct et nécessaire avec le contenu du contrat ou la qualité des parties.

« Il incombe à celui qui prétend qu'une information lui était due de prouver que l'autre partie la lui devait, à charge pour cette autre partie de prouver qu'elle l'a fournie.

« Les parties ne peuvent ni limiter, ni exclure ce devoir.

« Outre la responsabilité de celui qui en était tenu, le manquement à ce devoir d'information peut entraîner l'annulation du contrat dans les conditions prévues aux articles 1130 et suivants. »

Parfaitement informés de cette obligation par le notaire soussigné, le VENDEUR et l'ACQUEREUR déclarent, chacun en ce qui le concerne, ne connaître aucune information dont l'importance serait déterminante pour le consentement de l'autre et qui ne soit déjà relatée aux présentes.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure respective, tel qu'indiqué en tête des présentes

BASE PERVAL

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières, dénommée PERVAL, exploitée par Min.not et dont la diffusion a pour finalité de faciliter le suivi du marché et l'évaluation des biens immobiliers.

Ce traitement porte sur des données anonymes. L'inscription de la présente mutation dans cette base offre aux parties la possibilité de suivre l'évolution de la valeur de leur bien et aux professionnels du secteur de disposer d'informations fiables et mises à jour sur l'évolution du marché immobilier.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 26 et 27 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que d'un droit d'accès et de rectification auprès du correspondant informatique et libertés de Min.not.

Cette formalité donne droit à la perception par le notaire des émoluments prévus à l'article A. 444-171 du Code de commerce.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, ...),

- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les parties estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

TITRES, CORRESPONDANCES ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'ACQUEREUR qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, concernant le BIEN vendu et sera subrogé dans tous les droits du VENDEUR à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'ACQUEREUR devront s'effectuer à l'adresse indiquée en tête des présentes.

La correspondance auprès du VENDEUR s'effectuera à l'adresse indiquée en tête des présentes.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné, conformément aux articles 863 et 864 du Code général des impôts, des sanctions, édictées par le 5 du V de l'article 1754, aux articles 850, 1729 et 1837 dudit code et à l'article 1202 du Code civil, encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est contredit ni modifié par aucune contre-lettre contenant un changement au niveau du prix.

CERTIFICATION D'IDENTITE DES PARTIES

Le notaire soussigné atteste que l'identité complète des parties dénommées aux termes des présentes, telle qu'elle est indiquée à la suite de leurs noms et dénominations, lui a été régulièrement justifiée.

DONT ACTE

Sans renvoi.

Généré et visualisé sur support électronique en l'étude du notaire soussigné, les jours, mois et an indiqués aux présentes.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, puis le notaire soussigné a recueilli l'image de leur signature manuscrite et a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

**VENTE
ALARY /
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (AK 3146)**

A LA SEYNE SUR MER (83500), 265 avenue du Docteur Mazen, au siège de l'Office Notarial,

Maître Laure MAGNAN soussignée, notaire associée de la Société Civile Professionnelle dénommée "Sabine SORIN, Valérie GHISOLFO et Laure MAGNAN, Notaires Associés" titulaire d'un Office Notarial à LA SEYNE SUR MER (83500), 265 avenue du Docteur Mazen,

Et dont l'office notarial est immatriculé à la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires (CRPCEN) sous le numéro 83080,

A REÇU à la requête des parties ci-après identifiées, le présent acte authentique sur support électronique, contenant :

VENTE DE TERRAIN

PARTIE NORMALISÉE

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR

Madame Isabelle Monique Hélène ALARY, , demeurant à LA SEYNE SUR MER (83500), 695, chemin de Chateaubanne, 4 Lotissement Le Val d'Artaud, chemin des Lentisques (VC 120),

Née à GRENOBLE (38000), le 11 octobre 1972.

Célibataire.

Non soumise à un pacs ou partenariat,

De nationalité française.

« Résidente » au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommée le « VENDEUR ».

ACQUEREUR

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,
Administration domiciliée à TOULON (83000), Hôtel de la Métropole - 107 Boulevard
Henri Fabre CS 30536, identifiée au SIREN sous le numéro 248300543.

Ci-après dénommée l' « ACQUEREUR ».

PRESENCE - REPRESENTATION

- Madame Isabelle ALARY est ici présente.

- LA **METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** créée aux termes d'un décret de Monsieur le Premier Ministre, numéro 2017-1758 du 26 décembre 2017, est représentée par Madame Valérie PAECHT, Directeur Général des Services de la **METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs dont une copie est ci-annexée, consentie par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, aux termes d'un arrêté n° AP 23/49 en date du 11 mai 2023 affiché à l'Hôtel de Métropole et notifié à Monsieur le Préfet du Var le même jour, complété par l'arrêté n° AP/24/3 en date du 7 février 2024, affiché à l'hôtel de la Métropole et notifié à Monsieur le Préfet du Var le même jour, dont copie est également ci-annexée. Le représentant de la Métropole déclare que lesdits arrêté n'ont fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif.

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, ayant agi en sa qualité de Président de la **METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/75 en date du 4 mai 2023.

Et spécialement autorisé à l'effet des présentes en vertu d'une décision du Président numéro +++++ en date du +++++ et affichée le +++++ dont copie demeure jointe et annexée aux présentes après mention.

Monsieur le Préfet du Var n'a exercé aucun recours contre cette décision dans le délai de deux mois prévus par l'article L 2131-6 du Code général des collectivités territoriales ainsi que Madame la représentante de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE le déclare.

Un extrait certifié conforme des décisions est demeuré ci-annexé après mention.

EXPOSE

Aux termes d'une décision du Président en date du +++++ numéro +++++, dont copie est demeurée ci-annexée, il a été prévu ce qui suit littéralement retranscrit :

«

ACQUISITION DES PARCELLES SISES A LA SEYNE-SUR-MER, CHEMIN DES LENTISQUES ET CADASTRÉES SECTION AK N°3104, 3105, 3119, 3121, 3146, 3216 ET 3218

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 04 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau de Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/075 du Conseil Métropolitain du 04 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière,

VU les articles L. 1311-9 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

imposant aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, de délibérer, sur les opérations concernées, au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'État,

VU l'emplacement réservé n°103 inscrit au plan local d'urbanisme applicable au territoire de la Ville de La Seyne-sur-Mer, ayant pour objet l'élargissement de la route de Janas à 12 mètres,

VU l'engagement daté du 19 juin 2023 de M. et Mme GUIOL, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 7 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1270 dont ils sont propriétaires,

VU l'engagement daté du 2 juin 2021 de Mme ALARY, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°2080 dont elle est propriétaire,

VU l'engagement daté du 26 mars 2021 de M. NICOLAS, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 15 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1268 dont il est propriétaire,

VU l'engagement daté du 23 février 2021 de M. TARI et Mme OSSOLIERES, portant sur la cession à l'euro symbolique de deux emprises de 53 m² et 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°2079 dont ils sont propriétaires,

VU l'engagement daté du 23 février 2021 de M. VAINGUER et Mme SCHIANO DE COLELLA, portant sur la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 9 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1269 dont ils sont propriétaires,

VU le procès-verbal d'assemblée générale de l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers du 3 février 2023 dans lequel l'A.S.L. consent la cession à l'euro symbolique d'une emprise de 45 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AK n°1271 dont elle est propriétaire,

VU le plan de cessions n°1914214 établi par le cabinet OPSIA, Géomètre-Expert, matérialisant les emprises à acquérir par la Métropole T.P.M.,

VU le document d'arpentage n°9028K, vérifié et numéroté le 20/07/2023, créant la parcelle cadastrée section AK n°3218 d'une superficie de 45 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1271 appartenant à l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers,

VU le document d'arpentage n°9027P, vérifié et numéroté le 20/07/2023, créant la parcelle cadastrée section AK n°3216 d'une superficie de 7 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1270 appartenant à M. et Mme GUIOL,

VU le document d'arpentage n°8790L, vérifié et numéroté le 01/06/2021, créant la parcelle cadastrée section AK n°3119 d'une superficie de 13 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1268 appartenant à M. NICOLAS,

VU le document d'arpentage n°8791G, vérifié et numéroté le 01/06/2021, créant la parcelle cadastrée section AK n°3121 d'une superficie de 8 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°1269 appartenant à M. VAINGUER et Mme SCHIANO DE COLELLA,

VU le document d'arpentage n°8770Z, vérifié et numéroté le 23/12/2020, créant les parcelles cadastrées section AK n°3104 d'une superficie de 53 m² et n°3105 d'une superficie de 4 m², issues de la division de la parcelle cadastrée section AK n°2079 appartenant à M. TARI et Mme OSSOLIERES,

VU le document d'arpentage n°8814K, vérifié et numéroté le 30/09/2021, créant la parcelle cadastrée section AK n°3146 d'une superficie de 4 m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AK n°2080 appartenant à Mme ALARY,

CONSIDÉRANT que, la valeur vénale de chaque emprise à acquérir étant inférieure aux seuils réglementaires en vigueur, les présentes acquisitions ne sont pas soumises à la consultation préalable du service du Domaine, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes,

CONSIDÉRANT que la voie communale n°224 dite chemin des Lentisques à La Seyne-sur-Mer est un ancien chemin charretier intégré dans la voirie publique communale par délibération du conseil municipal de La Seyne-sur-Mer du 12 décembre 1962, prise en application de l'ordonnance n°59-115 du 07 janvier 1959,

CONSIDÉRANT que les limites physiques actuelles de cette voie ne correspondent pas avec ses limites cadastrales,

CONSIDÉRANT qu'une régularisation foncière des lieux est nécessaire pour que la Métropole Toulon Provence Méditerranée soit régulièrement titrée sur la totalité du chemin existant,

CONSIDÉRANT que, dès lors que les transferts de propriété de la voirie communale au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée seront actés, cette dernière s'engage à rétrocéder aux riverains ...

CONSIDÉRANT qu'il convient dès lors d'accepter l'acquisition, au prix d'un euro symbolique, des parcelles en nature de voirie cadastrées section AK n°3218 auprès de l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers, n°3216 auprès de M. et Mme GUIOL, n°3146 auprès de Mme ALARY, n°3104 et 3105 auprès de M. TARI et de Mme OSSOLIERES, n°3121 auprès de M. VAINGUER et de Mme SCHIANO DE COLELLA, et n°3119 auprès de M. NICOLAS, afin de procéder à la régularisation foncière de la voie communale n°224 dite chemin des Lentisques,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACQUÉRIR les parcelles cadastrées section AK n°3218 (45 m²) auprès de l'A.S.L. Le Val d'Artaud - Les Amandiers, n°3216 (7 m²) auprès de M. et Mme GUIOL, n°3146 (4 m²) auprès de Mme ALARY, n°3104 (53 m²) et 3105 (4 m²) auprès de M. TARI et de Mme OSSOLIERES, n°3121 (8 m²) auprès de M. VAINGUER et de Mme SCHIANO DE COLELLA, et n°3119 (13 m²) auprès de M. NICOLAS, sises chemin des Lentisques, chacune au prix d'un euro symbolique.

ARTICLE 2

DE SIGNER l'acte d'acquisition à intervenir, ainsi que tous les documents annexes éventuellement nécessaires,

ARTICLE 3

DE DIRE que les parcelles acquises seront classées dans le domaine public routier métropolitain conformément à l'article L.141-3 du code de la voirie routière,

ARTICLE 4

DE DESIGNER l'Office notarial SCP Sabine SORIN, Valérie GHISOLFO et Laure MAGNAN, Notaires Associés sis 21 avenue du Dr Mazen à La Seyne-sur-Mer, aux fins de rédaction des actes authentiques de vente.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits seront inscrits au Budget Principal 2024, Opération n°60401.

SYNTHÈSE

La voie communale n°224 dite chemin des Lentisques à LSM est un ancien chemin charretier intégré dans la voirie publique communale par délibération du conseil municipal de La Seyne-sur-Mer du 12/12/1962, prise en application de l'ordonnance n°59-115 du 07/01/1959.

Cependant, ses limites physiques actuelles ne correspondent plus avec ses limites cadastrales, rendant juridiquement impossible tous travaux de réfection de la chaussée. Une régularisation foncière préalable est alors nécessaire.

La Métropole TPM étant aujourd'hui compétente en matière de voirie, il convient d'acquérir l'ensemble des emprises nécessaires à cette régularisation et de signer les actes notariés correspondants, ainsi que tous actes nécessaires s'y affèrent.

... »

Ceci exposé, il peut être passé à l'acte de vente objet des présentes :

VENTE

Le VENDEUR en s'obligeant aux garanties ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles suivantes, vend à l'ACQUEREUR, qui accepte, les biens ci-après désignés.

DESIGNATION DES BIENS

Sur la commune de **LA SEYNE SUR MER (83500)**, 695, chemin de Chateaubanne, 4 Lotissement du Val d'Artaud, chemin des Lentisques (VC 120),
Un terrain.

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
AK	3146	83 CC 224 DIT DES LENTISQUES	0	00	04
Contenance Totale :			0ha 00a 04ca		

Un plan cadastral matérialisant l'assiette foncière, desdits biens est ci-annexée.

Tel que cet immeuble existe, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Ci-après dénommé le « BIEN ».

Étant ici précisé que le notaire soussigné a établi la désignation qui précède, tant d'après les anciens titres de propriété que d'après les énonciations de toutes les parties, avec la précision qu'aucune réserve n'a été faite sur cette désignation.

L'ACQUEREUR déclare dispenser le VENDEUR ainsi que le notaire soussigné de faire plus ample désignation de l'immeuble et de ses éventuels éléments d'équipements.

DIVISION CADASTRALE

Il est ici précisé que la parcelle cadastrée section AK numéro 3146 provient de la division de la parcelle antérieurement cadastrée section AK numéro 2080 .

Anciennes références cadastrales					Références cadastrales actuelles				
Section	Numéro	Contenance ha a ca			Section	Numéro	Contenance ha a ca		
AK	2080	00	04	00	AK	3145	00	03	96
					AK	3146	00	00	04

Le document d'arpentage a été établi par **Le Cabinet François HOSPITAL géomètre expert à LA VALETTE DU VAR (Var)** sous le numéro **8814 K** en date du 30 septembre 2021.

Les parties requièrent le notaire soussigné de le déposer au service de la publicité foncière compétent avec un extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre et dont une copie est ci-annexée, ainsi qu'avec la copie authentique des présentes destinée à être publiée.

Le BIEN dont il s'agit figure pour une contenance d'après mesurage de 4 m² en un plan dressé le 15 juillet 2021, par OPSIA MEDITERRANEE Géomètre-Expert à LA VALETTE DU VAR, dont la copie demeure ci-annexée.

DESTINATION ET USAGE DU BIEN

Le VENDEUR déclare que le BIEN est actuellement à usage de terrain.

L'ACQUEREUR déclare vouloir destiner le BIEN à usage de voirie.

NATURE ET QUOTITE

NATURE ET QUOTITE DES DROITS VENDUS

Le BIEN est vendu par Madame Isabelle ALARY à concurrence de la totalité en pleine propriété.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS ACQUIS

Le BIEN est acquis par METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE à concurrence de la totalité en pleine propriété.

EFFET RELATIF

Acquisition aux termes d'un acte reçu par Maître Christophe BOUDRY, notaire à HYERES (83400), le 28 juin 2002 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON, le 23 août 2002, volume 2002 P numéro 8639.

CHARGES ET CONDITIONS

La présente vente a lieu sous diverses charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, qui pour celles ne donnant lieu ni à publicité ni à taxation, seront

développées à la suite de la partie normalisée du présent acte.

PROPRIETE JOUISSANCE

L'ACQUEREUR est propriétaire du BIEN vendu à compter de ce jour.

Il en aura la jouissance à compter de ce jour par la prise de possession réelle et effective, le BIEN étant libre de toute location ou occupation, ainsi que le VENDEUR le déclare.

PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

PRIX

La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix symbolique de UN EURO (1,00 €), non recouvrable.

PAIEMENT DU PRIX

Précision étant ici faite que compte tenu du prix de vente fixé à l'euro symbolique, les parties conviennent qu'aucun paiement ne sera effectué par la comptabilité du notaire soussigné

DESISTEMENT DE DROIT D'HYPOTHEQUE LEGALE SPECIALE ET ACTION RESOLUTOIRE

Par suite du paiement ci-dessus effectué, le VENDEUR se désiste de tous droits d'hypothèque légale spéciale de vendeur et action résolutoire même en ce qui concerne les charges pouvant résulter du présent contrat, et pour quelque cause que ce soit.

DECLARATIONS FISCALES

DECLARATION SUR LES PLUS-VALUES

Pour satisfaire aux dispositions légales sur les plus-values immobilières visées aux articles 150 U et suivants du Code général des impôts et 74 SJ de l'annexe II dudit code, Madame Isabelle ALARY déclare :

- qu'elle a son domicile à l'adresse indiquée ci-dessus et qu'elle dépend pour sa déclaration de revenus du service des impôts de : ;

- que le BIEN vendu sis à LA SEYNE SUR MER (83500), 695 , chemin de Chateaubanne, 4 Lotissement du Val d'Artaud, chemin des Lentisques (VC 120) lui appartient ainsi qu'il est indiqué au paragraphe "EFFET RELATIF" pour l'avoir acquis d'une propriété de plus grande superficie, pour un montant total de ### () Il est ici précisé que le prix ou la valeur déclarée du bien, lors de la précédente mutation, tel qu'indiqué dans le paragraphe "Effet Relatif", concernait d'autres biens en sus du bien, objet des présentes.

- que la vente constitue l'opération visée à l'article 150 U, II-6° du Code général des impôts dont le prix de cession, s'appréciant en tenant compte de la valeur en pleine propriété de l'immeuble ou de la partie d'immeuble vendu, est inférieur ou égal à QUINZE MILLE EUROS (15 000 €).

En conséquence la plus-value résultant de la présente vente est exonérée de toute imposition. Aucune déclaration de plus-value ne devra être déposée à l'occasion de la publication ou de l'enregistrement de l'acte conformément à l'article 150 VG, III du Code général des impôts.

IMPOT SUR LA MUTATION

La présente vente est exonérée de toute perception au profit de la Direction générale des finances publiques en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

Pour les frais et émoluments des présentes et de leurs suites, le BIEN est estimé à TROIS CENTS EUROS (300,00 €).

LIQUIDATION DES DROITS

La présente mutation ne donne lieu à aucune perception au profit de la direction générale des finances publiques, en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

PUBLICITE FONCIERE

Une copie authentique des présentes sera soumise par les soins du notaire soussigné à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière auprès du Service de la publicité foncière de TOULON, conformément aux prescriptions du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 et aux textes subséquents, et ce, aux frais de l'ACQUEREUR.

Si le BIEN est grevé d'une inscription, transcription, publication ou autres empêchements, le VENDEUR sera tenu d'en rapporter à ses frais les mainlevées et de justifier de l'exécution de la radiation de ces inscriptions, dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile ci-dessus élu.

L'ACQUEREUR sera au surplus indemnisé de tous frais extraordinaires de purge.

MENTION DE CLOTURE

Le notaire soussigné atteste que la partie normalisée contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication et à l'assiette des droits.

FIN DE PARTIE NORMALISÉE

PARTIE DÉVELOPPÉE

OBSERVATIONS PREALABLES

PROTECTION DE L'ACQUEREUR IMMOBILIER

Le présent acte portant sur un terrain nu, les dispositions protectrices de l'ACQUEREUR immobilier prévues par l'article L.271-1 du Code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables aux présentes.

PROJET D'ACTE

Les parties reconnaissent avoir reçu préalablement à ce jour un projet du présent acte et déclarent avoir reçu toutes explications utiles.

DECLARATIONS

EN CE QUI CONCERNE LES PARTIES A L'ACTE

DECLARATIONS SUR LA CAPACITE

CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES

Les parties aux présentes attestent par elles-mêmes ou leurs représentants le cas échéant, qu'il n'existe de leur chef aucun empêchement ou obstacle ni aucune restriction d'ordre légal, contractuel ou judiciaire, à la réalisation de la vente objet du présent acte.

Elles déclarent notamment :

- qu'elles ne sont ni placées sous un régime de protection légale des majeurs, ni frappées d'aucune interdiction légale, et qu'aucune procédure susceptible de restreindre leur capacité civile n'est en cours, sauf, le cas échéant, ce qui a été spécifié aux présentes ;
- qu'elles n'ont pas été associées dans une société mise en liquidation judiciaire ou redressement suivant jugement publié depuis moins de cinq ans et dans laquelle elles étaient tenues indéfiniment et solidairement du passif social ou seulement conjointement ;
- qu'elles ne font pas et n'ont jamais fait l'objet de poursuites pouvant aboutir à la confiscation de leurs biens ;
- qu'elles ne font pas et ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un dispositif de traitement des situations de surendettement des particuliers prévu au Code de la consommation et qu'elles ne sont pas et n'ont jamais été en état de faillite personnelle ;
- qu'elles ne font et n'ont jamais fait l'objet d'une procédure collective : sauvegarde d'entreprise, liquidation des biens, règlement judiciaire, redressement judiciaire cessation de paiement ou autres ;
- que préalablement à la conclusion des présentes, elles avaient échangé toutes les informations qu'elles connaissaient et qui pouvaient avoir une importance déterminante sur leur décision respective de contracter, et ce, qu'il existe ou non entre elles un lien particulier de confiance, conformément à l'article 1112-1 du Code civil ;
- qu'elles étaient également tenues de se renseigner elles-mêmes sur toutes les informations aisément accessibles ;
- qu'elles ont une parfaite connaissance que tout manquement à cette obligation est susceptible d'engager la responsabilité de la partie contrevenante.

CONCERNANT LES PERSONNES MORALES

L'ACQUEREUR déclare avoir visité le BIEN et avoir pu s'entourer de tous sachants afin d'en apprécier l'état, la consistance, l'environnement et le voisinage et ne pas avoir connaissance d'une précédente vente ou d'un précédent avant-contrat en cours d'exécution.

Le VENDEUR déclare :

- que le BIEN est libre de tout obstacle légal, contractuel ou administratif ;
- n'avoir cédé ou concédé aucun droit de propriété, ni régularisé aucun autre avant-contrat en cours d'exécution.

CONSULTATION DU B.O.D.A.C.C.

Le notaire soussigné déclare avoir consulté le Bulletin Officiel Des Annonces Civiles et Commerciales pour toutes les parties à l'acte.

EN CE QUI CONCERNE LE BIEN

URBANISME

L'ACQUEREUR dispense expressément le notaire rédacteur des présentes à lui remettre une note de renseignement d'urbanisme sans recours contre quiconque.

Note de renseignements d'urbanisme

Une note de renseignements d'urbanisme, délivrée le ++++ sous le numéro CU 083 126 ++++++.

Il en résulte notamment ce qui suit :

« ...

++++++.

.. »

Certificat de non-péril

Un certificat de non-péril, délivré le 18 juin 2024.

Il en résulte notamment ce qui suit :

« qu'aucune procédure de mise en sécurité concernant cette propriété n'est en cours actuellement ».

Certificat d'alignement

Un certificat d'alignement, délivré le 14 juin 2024.

Il en résulte notamment que :

LE BIEN *n'est pas frappé d'alignement.*

Certificat de numérotage

Un certificat de numérotage, délivré le 24 juin 2024.

Il en résulte notamment ce que :

LE BIEN porte l'adresse suivante : *Lotissement le Val d'Artaud Lot 4 chemin des Lentisques, 695 chemin de Chateaubanne (VC 120).*

Assainissement

Une attestation délivrée par VEOLIA, le 10 juin 2024.

Il en résulte notamment ce qui suit : « *cette propriété est raccordable au réseau public d'eaux usées.* »

Les parties reconnaissent avoir reçu toutes les informations nécessaires à la bonne compréhension du contenu desdits documents et en avoir parfaitement saisi la portée.

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Le BIEN étant situé dans le champ d'application du droit de préemption urbain, son aliénation donnait ouverture au droit de préemption institué par les articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

En conséquence la déclaration d'intention d'aliéner a été notifiée au titulaire du droit de préemption par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire du droit de préemption n'ayant pas fait connaître sa décision dans le délai légal, ce silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption.

La vente peut donc être réalisée au prix indiqué sur la déclaration d'intention d'aliéner.

Une copie de la déclaration d'intention d'aliéner ainsi que le récépissé de dépôt en date du 10 juin 2024 sont ci-annexées.

DROIT DE PREEMPTION DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE

Il résulte des énonciations des documents d'urbanisme dont les copies sont ci-annexées que le BIEN n'est pas situé dans une zone de préemption d'un espace naturel sensible instituée par les articles L. 215-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Par suite, son aliénation ne donne pas ouverture au droit de préemption.

DROIT DE PREEMPTION SAFER

La présente mutation n'est pas soumise au droit de préemption de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER), institué par l'article L. 143-1 du Code rural et de la pêche maritime.

En effet, le BIEN objet des présentes est situé en dehors de la zone où cet organisme dispose d'un tel droit.

Conformément à l'article R. 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime, les parties reconnaissent que le notaire soussigné :

- leur a rappelé les dispositions des articles R. 141-2-1 à R. 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime, relative aux conditions de transmission des informations nécessaires à l'exercice des missions de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural ;

- et que ces dispositions ont bien été observées.

SITUATION LOCATIVE

Le VENDEUR déclare que le BIEN objet des présentes est vendu libre de toute occupation ou location.

SITUATION HYPOTHECAIRE

Le VENDEUR déclare :

- que le BIEN ne fait actuellement l'objet d'aucune procédure d'expropriation ;
- qu'il n'existe de son chef aucune inscription d'hypothèque, privilège, transcription, publication ou autres charges grevant le BIEN.

Ainsi qu'il résulte d'un état hypothécaire hors formalité délivré le 7 juin 2024 et prorogé en date du +++++.

Une copie dudit état est ci-annexée.

DIAGNOSTICS TECHNIQUES

DIAGNOSTICS TECHNIQUES RELATIFS A L'ETAT DU BIEN

Etat des risques

La commune du BIEN objet des présentes est située :

- dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques prescrit dans les conditions définies à l'article R. 515-40 du Code de l'environnement, ou d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou des risques miniers prescrit dans les conditions définies à l'article R. 562-2 du Code de l'environnement ;

- dans une des zones de sismicité 2,3,4 ou 5 mentionnées au I de l'article R. 563-4 et énumérées par l'article D. 563-8-1 du Code de l'environnement ;

- dans une des zones à potentiel radon définies à l'article R. 1333-29 du code de la santé publique, énumérées par l'arrêté mentionné à l'article L. 1333-22 du même code ;

Conformément à l'article R 125-25 II du Code de l'environnement, l'ACQUEREUR reconnaît que le VENDEUR lui a bien remis l'état des risques.

Cet état des risques datant de moins de six mois, a été établi à partir des informations mises à disposition par le préfet du département de situation du BIEN.

Une copie de cet état accompagnée des copies des extraits de documents et de dossiers, permettant la localisation du BIEN objet des présentes au regard des risques encourus, est ci-annexée.

Il en résulte :

Concernant les risques naturels :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels.

Concernant les risques miniers :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers.

Concernant les risques technologiques :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques.

Concernant les risques sismiques :

- que le BIEN est situé dans une commune soumise à risque sismique, classée en zone 2 (aléa faible) conformément aux dispositions de l'article R. 563-4 du Code de l'environnement.

Concernant le radon :

Le BIEN est situé dans une commune définie par l'arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français comme à potentiel radon significatif, classée en zone 3 conformément aux dispositions de l'article R. 1333-29 du Code de la santé publique.

Concernant le recul du trait de côte

- que le BIEN n'est pas situé dans une zone susceptible d'être atteinte par le recul du trait de côte.

Information concernant les sinistres

En outre, le VENDEUR déclare qu'à sa connaissance, ledit BIEN n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles, miniers ou technologiques, ce qui est confirmé par l'état des risques ci-annexé.

Etat relatif aux nuisances sonores aériennes

Le VENDEUR déclare que le BIEN, objet des présentes, n'entre pas dans le champ d'application de l'article L. 112-11 du Code de l'urbanisme.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens et droits immobiliers objet des présentes appartiennent au VENDEUR par suite de l'acquisition qu'il en a fait de la propriété cadastré section AK numéro 2080 dont est issue la parcelle objet des présentes, de :

+++++

Suivant acte reçu par Maître ++++++

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de ++++++

Cette somme a été payée comptant et quittancée dans l'acte, dont une partie, soit la somme de ++++++

Audit acte LE VENDEUR a déclaré qu'il n'était frappé d'aucune mesure restreignant son pouvoir de disposer librement du BIEN vendu.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au bureau des hypothèques de TOULON 1 le ++++++.

ORIGINE ANTERIEURE

Antérieurement, ledit BIEN appartenait à suite de l'acquisition faite de :

+++++

Suivant acte reçu par Maître +++++.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de
++++.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au bureau des hypothèques de
TOULON 1^{er} bureau, le +++++.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE**ETAT ET CONSISTANCE DU BIEN**

L'ACQUEREUR prendra le BIEN objet des présentes dans son état au jour de l'entrée en jouissance, tel qu'il l'a vu et visité, sans pouvoir exercer aucun recours ni répétition contre le VENDEUR pour quelque cause que ce soit et notamment en raison des fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous le BIEN et de tous éboulements qui pourraient en résulter par la suite, la nature du sol et du sous-sol n'étant pas garantie.

De même le VENDEUR ne sera tenu à aucune garantie en ce qui concerne, soit le défaut d'alignement, soit l'état des biens et les vices de toute nature, apparents ou cachés, insectes, parasites ou végétaux parasitaires dont ils peuvent être affectés.

Toutefois, afin de respecter les dispositions de l'article 1626 du Code civil, le VENDEUR garantit l'ACQUEREUR contre tous risques d'évictions, à l'exception des éventuelles charges déclarées aux présentes.

Par ailleurs, l'exonération de garantie des vices cachés, telle que stipulée ci-dessus, ne s'appliquera pas dans les cas suivants :

- le VENDEUR a acquis, volontairement ou involontairement, la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, à moins que l'ACQUEREUR ait également cette qualité ;

- ou si l'ACQUEREUR prouve, dans les délais légaux, que le VENDEUR a dissimulé sciemment un ou plusieurs vices cachés qu'il connaissait.

SERVITUDES

L'ACQUEREUR supportera les servitudes passives, conventionnelles ou légales, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever le BIEN, sauf à s'en défendre et profiter de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls et sans recours contre le VENDEUR.

A cet égard le VENDEUR déclare qu'il n'a personnellement créé aucune servitude et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune à l'exception de celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux ou de la loi.

OBLIGATION REELLE ENVIRONNEMENTALE - ABSENCE

Le VENDEUR déclare n'avoir conclu aucun contrat avec une collectivité publique, un établissement public ou une personne morale de droit privé agissant pour la protection de l'environnement et n'avoir créé aucune obligation réelle environnementale sur le BIEN.

ABSENCE DE REGIME FISCAL DE FAVEUR

Le VENDEUR déclare qu'il n'a bénéficié d'aucun régime fiscal de faveur pouvant être remis en cause dans le cadre de la présente opération, en ce qui concerne le bien vendu aux présentes.

IMPOTS ET TAXES

L'ACQUEREUR acquittera, à compter de l'entrée en jouissance, toutes les charges fiscales afférentes au BIEN.

Concernant les taxes foncières, le VENDEUR en conservera la charge pour

l'entière année.

NEGOCIATION

Les parties déclarent être entrées en contact directement entre elles, sans l'intervention d'aucun intermédiaire mandaté à cet effet.

En cas de fausse déclaration à ce titre, l'éventuelle commission serait due par l'auteur de cette information inexacte.

FRAIS

L'ACQUEREUR paiera tous les frais, droits et émoluments du présent acte et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, conformément aux dispositions de l'article 1593 du Code civil.

CONCILIATION CONVENTIONNELLE NOTARIALE

En cas de litige entre les parties, l'une d'elles pourra, préalablement à toute instance judiciaire, soumettre leur différend à un conciliateur désigné et missionné par le Président de la Chambre des Notaires dont dépend le rédacteur de l'acte.

Le Président de la Chambre des Notaires sera saisi sans forme ni frais.

Cette clause ne s'appliquera pas aux litiges ayant pour cause la défaillance du débiteur ou l'exigibilité d'une créance.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs à tous clercs et employés de l'étude du notaire soussigné, avec faculté d'agir ensemble ou séparément à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs du présent acte, pour mettre celui-ci en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux et avec ceux d'état civil.

RENONCIATION A LA REVISION DU CONTRAT POUR IMPREVISION

Les parties reconnaissent être informées des dispositions de l'article 1195 du Code civil qui dispose :

« Si un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour une partie qui n'avait pas accepté d'en assumer le risque, celle-ci peut demander une renégociation du contrat à son cocontractant. Elle continue à exécuter ses obligations durant la renégociation.

En cas de refus ou d'échec de la renégociation, les parties peuvent convenir de la résolution du contrat, à la date et aux conditions qu'elles déterminent, ou demander d'un commun accord au juge de procéder à son adaptation. A défaut d'accord dans un délai raisonnable, le juge peut, à la demande d'une partie, réviser le contrat ou y mettre fin, à la date et aux conditions qu'il fixe. »

Les parties souhaitant expressément que le présent contrat ne puisse être remis en cause quel que soit le ou les événements qui pourrai(en)t intervenir et rendre son exécution excessivement onéreuse, déclarent expressément en assumer le risque et en conséquence, dans une telle circonstance, renoncer au bénéfice des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

DELIVRANCE DE LA COPIE AUTHENTIQUE

Dès que le présent acte sera revenu du service de la publicité foncière, le Notaire soussigné délivrera à l'ACQUEREUR la copie authentique du présent acte revêtue des mentions de publication. L'ACQUEREUR accepte que la copie authentique lui soit transmis sous format dématérialisé.

DEVOIR D'INFORMATION

Il résulte de l'article 1112-1 du Code civil ci-après littéralement rapporté :

« Celle des parties qui connaît une information dont l'importance est

déterminante pour le consentement de l'autre doit l'en informer dès lors que, légitimement, cette dernière ignore cette information ou fait confiance à son cocontractant.

« Néanmoins, ce devoir d'information ne porte pas sur l'estimation de la valeur de la prestation.

« Ont une importance déterminante les informations qui ont un lien direct et nécessaire avec le contenu du contrat ou la qualité des parties.

« Il incombe à celui qui prétend qu'une information lui était due de prouver que l'autre partie la lui devait, à charge pour cette autre partie de prouver qu'elle l'a fournie.

« Les parties ne peuvent ni limiter, ni exclure ce devoir.

« Outre la responsabilité de celui qui en était tenu, le manquement à ce devoir d'information peut entraîner l'annulation du contrat dans les conditions prévues aux articles 1130 et suivants. »

Parfaitement informés de cette obligation par le notaire soussigné, le VENDEUR et l'ACQUEREUR déclarent, chacun en ce qui le concerne, ne connaître aucune information dont l'importance serait déterminante pour le consentement de l'autre et qui ne soit déjà relatée aux présentes.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure respective, tel qu'indiqué en tête des présentes

BASE PERVAL

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières, dénommée PERVAL, exploitée par Min.not et dont la diffusion a pour finalité de faciliter le suivi du marché et l'évaluation des biens immobiliers.

Ce traitement porte sur des données anonymes. L'inscription de la présente mutation dans cette base offre aux parties la possibilité de suivre l'évolution de la valeur de leur bien et aux professionnels du secteur de disposer d'informations fiables et mises à jour sur l'évolution du marché immobilier.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 26 et 27 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que d'un droit d'accès et de rectification auprès du correspondant informatique et libertés de Min.not.

Cette formalité donne droit à la perception par le notaire des émoluments prévus à l'article A. 444-171 du Code de commerce.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, ...),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,

- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les parties estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

TITRES, CORRESPONDANCES ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'ACQUEREUR qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, concernant le BIEN vendu et sera subrogé dans tous les droits du VENDEUR à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'ACQUEREUR devront s'effectuer à l'adresse indiquée en tête des présentes.

La correspondance auprès du VENDEUR s'effectuera à l'adresse indiquée en tête des présentes.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné, conformément aux articles 863 et 864 du Code général des impôts, des sanctions, édictées par le 5 du V de l'article 1754, aux articles 850, 1729 et 1837 dudit code et à l'article 1202 du Code civil, encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est contredit ni modifié par aucune contre-lettre contenant un changement au niveau du prix.

CERTIFICATION D'IDENTITE DES PARTIES

Le notaire soussigné atteste que l'identité complète des parties dénommées aux termes des présentes, telle qu'elle est indiquée à la suite de leurs noms et dénominations,

lui a été régulièrement justifiée.

DONT ACTE

Sans renvoi.

Généré et visualisé sur support électronique en l'étude du notaire soussigné, les jours, mois et an indiqués aux présentes.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, puis le notaire soussigné a recueilli l'image de leur signature manuscrite et a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.